

REGISTRE DES DELIBERATIONS ET DECISIONS

SÉANCE PUBLIQUE DU:

28 NOVEMBRE 2018

TOME I

Séance du 28 novembre 2018

Sommaire

Numéro d'acte	Titre	Numéro de page
	Convocation	2018/2191
	Ordre du jour Conseil municipal	2018/2192
	Emargement des Elus	2018/2197
	Compte-rendu du Conseil municipal	2018/2203
	Partie délibérations	
VD2018-416	Vœu relatif à un engagement en faveur du désinvestissement dans les secteurs contribuant au dérèglement climatique	2018/2215
VD2018-417	Vœu visant à interdire les cirques avec animaux sauvages	2018/2218
VD2018-418	Don de matériels scolaires à la commune de Conques-sur-Orbiel (Aude) sinistrée dans le cadre des intempéries des 14 et 15 octobre 2018	2018/2220
VD2018-419	Rapport annuel sur la situation en matière d'égalité entre les femmes et les hommes	2018/2223
VD2018-420	Débat d'orientations budgétaires 2019	2018/2225
VD2018-421	Quartier Croix d'Argent - Secteur Hauts Croix d'Argent Lancement d'un projet de renouvellement urbain Lancement d'une procédure de Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Objectifs et modalités d'association du public	2018/2227
VD2018-422	Quartier Croix d'Argent - Protocole d'accord relatif à l'opération de renouvellement urbain des Hauts de la Croix d'Argent entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole et Hérault Habitat - approbation	2018/2230
VD2018-423	Quartier de la Pompignane : lancement d'une procédure de zone d'aménagement concerté. Objectifs et modalités d'association du public	2018/2244
VD2018-424	Quartier de la Pompignane : lancement d'une opération d'aménagement sur le secteur Pinville Nord. Objectifs et modalités d'association du public	2018/2248
VD2018-425	Quartier des Cévennes - Zone d'Aménagement Concerté Beausoleil- Bilan de la Concertation - Approbation du dossier de création - Mise à disposition du public	2018/2252
VD2018-426	FONCIER - ZAC du Nouveau Saint-Roch - Parking Saint-Roch Constataion de transfert gratuit de propriété de la SERM à la Commune de Montpellier et réquisition de transfert gratuit de propriété de la Commune de Montpellier à Montpellier Méditerranée Métropole du volume 1 du parking Saint-Roch	2018/2260

VD2018-427	Quartier Hôpitaux-Facultés - Mise en vente de terrains bâtis situés 750 et 770 route de Mende - Parcelles cadastrées BN 12p et BN14p	2018/2263
VD2018-428	Immeuble situé 300 rue Emile Picard - Cession à "l'Association cultuelle Mosquée Ibn Rouchd de Montpellier et sa région" - acte complémentaire - parcelles cadastrées TT85 et TT 88	2018/2266
VD2018-429	MONTPELLIER GRAND COEUR Aide à la requalification des devantures des locaux d'activités Attribution de subventions	2018/2268
VD2018-430	Convention de partenariat Ville de Montpellier, Direction Territoriale de Protection Judiciaire de la Jeunesse de l'Hérault Accueil de mineurs ou jeunes majeurs en mesure de Travail d'Intérêt Général ou de Réparation Pénale	2018/2271
VD2018-431	Participation de la Ville de Montpellier au financement de la Mission Prévention Spécialisée - Année 2018	2018/2274
VD2018-432	Attributions d'une subvention dans le cadre de la thématique SECURITE - Exercice 2018	2018/2276
VD2018-433	Mise à disposition des salles dans les Maisons pour tous à titre gratuit	2018/2278
VD2018-434	Mise à disposition de locaux scolaires pour les associations - 2018/2019 Autorisation de signer les conventions d'occupation.	2018/2281
VD2018-435	Ecole élémentaire Simon Bolivar - Construction d'un restaurant scolaire Demande d'autorisation d'urbanisme	2018/2284
VD2018-436	Ecole maternelle Jules Michelet - Construction de locaux scolaires - Demande d'autorisation d'urbanisme	2018/2286
VD2018-437	Attributions et modifications d'attributions de subventions dans le cadre de la thématique REUSSITE EDUCATIVE - Exercice 2018	2018/2288
VD2018-438	Conventions d'utilisation du domaine public dans le cadre de l'attribution de créneaux annuels - Saison sportive 2018-2019	2018/2290
VD2018-439	Activités de gymnastique et de randonnées - Convention de service Ville de Montpellier - Centre Communal d'Action Sociale	2018/2292
VD2018-440	Attributions de subventions dans le cadre de la thématique SPORTS - Exercice 2018	2018/2294
VD2018-441	Fonds Métropolitain d'Aide aux Jeunes : Participation financière 2018 de la Ville de Montpellier à Montpellier Méditerranée Métropole	2018/2296
VD2018-442	Attributions de subventions dans le cadre de la thématique SOCIAL - Exercice 2018	2018/2298
VD2018-443	Renouvellement des conventions de partenariat Ville / Caisse d'Allocations Familiales / Conseil Départemental pour le fonctionnement des Relais Assistant(e)s Maternel(le)s	2018/2300
VD2018-444	Cœur de Ville en Lumières 2018 - Approbation des conventions de mécénat	2018/2303
VD2018-445	Cœur de Ville en Lumières 2018 - Approbation des conventions de parrainage	2018/2305

VD2018-446	Convention de partenariat entre la Ville de Montpellier et l'association d'Art et de Feu relative à l'organisation du Festival d'Arts et de Feu 2019	2018/2308
VD2018-447	Boutographies 2018 Acquisition d'œuvres de Cédric Calandraud, lauréat du prix du jury des Boutographies	2018/2310
VD2018-448	Montpellier Contemporain (MoCo) Convention de financement- exercice 2018	2018/2312
VD2018-449	Attribution d'une subvention dans le cadre de la thématique DROITS DES FEMMES - Exercice 2018	2018/2314
VD2018-450	Adhésion au réseau Medcités - Année 2019	2018/2316
VD2018-451	Attributions de subventions dans le cadre de la thématique INTERNATIONAL - Exercice 2018	2018/2318
VD2018-452	Budget 2018 - Décision Modificative n°1 – Adoption	2018/2320
VD2018-453	Adoption du rapport de la Commission Locale d'Evaluation des transferts de charges (CLETC) du 27 septembre 2018	2018/2323
VD2018-454	Approbation du montant des attributions de compensation 2018 définitives	2018/2325
VD2018-455	Rapport annuel 2017 du délégataire People and Baby relatif à la gestion de la crèche Joséphine Baker	2018/2329
VD2018-456	Rapport annuel 2017 du délégataire EGS Enlèvement et Gardiennage Service relatif à la gestion de la fourrière automobile	2018/2335
VD2018-457	Garantie d'emprunt - Ville de Montpellier/SA3M - Opération d'aménagement POMPIGNANE - 9 800 000 € - Exercice 2018	2018/2340
VD2018-458	Règlement Général sur la Protection des données (RGPD) - Mise à jour de la convention de prestation de service entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole	2018/2343
VD2018-459	Convention de prestation de services réciproques de la commune de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole pour la gestion du parc automobile	2018/2345
VD2018-460	Organismes extérieurs - SAEML Montpellier Events - Réduction du capital - Modification statutaire – Approbation	2018/2347
VD2018-461	Commission consultative des services publics locaux - Désignation des représentants de la Ville	2018/2350
VD2018-462	Actualisation des représentants du Conseil municipal au sein de diverses instances – Désignations	2018/2353
VD2018-463	Convention de mise à disposition du Centre de Culture Contemporaine La Panacée au bénéfice de l'Etablissement Public de Coopération Culturelle - Montpellier Contemporain (EPCC MoCo) - Autorisation de signer la convention	2018/2355
VD2018-464	Restauration Domaine de Méric et son parc Demande de subvention auprès des services de l'Etat	2018/2358
VD2018-465	Mise à disposition de locaux associatifs - Approbation des loyers minorés - Autorisation de signer les conventions	2018/2360
VD2018-466	Ville de Montpellier - Montpellier Méditerranée Métropole - Création d'un service commun de Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments - Convention - Autorisation de signature	2018/2363

VD2018-467	Mise à disposition d'un agent de catégorie C auprès de la Caisse des Ecoles	2018/2366
VD2018-468	Mise à disposition d'un agent de catégorie C de la Ville de Montpellier auprès de l'Établissement Public de Coopération Culturelle Montpellier Contemporain	2018/2368
VD2018-469	Convention de groupement de commande permanent relatif aux aménagements de poste et de prestation d'accompagnement des agents en situation de handicap, entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier et le CCAS, régi par les dispositions de l'article 28 de l'ordonnance 2015-899 du 23 juillet 2015 et du décret n°2016-360 du 25 mars 2016	2018/2370
VD2018-470	Retrait de la délibération du 27 septembre 2018 portant octroi de la protection fonctionnelle aux agents de la Ville	2018//2373
VD2018-471	Convention de groupement de commande permanent relatif aux aménagements de poste et de prestation d'accompagnement des agents en situation de handicap, entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier et le CCAS, régi par les dispositions de l'article 28 de l'ordonnance 2015-899 du 23 juillet 2015 et du décret n°2016-360 du 25 mars 2016	2018/2375
VD2018-472	Adoption du PV	2018/2377
	Partie décisions	
	Synthèse des décisions	2018/2379
VD2018-370	Mission de Maîtrise d'œuvre relatif à la sécurisation des hôtels Baschy-du-Cayla et Varennes - Marché n° 7B0056 Avenant n°1	2018/2385
VD2018-371	Construction des Halles Laissac - Mandat de réalisation à la Société d'aménagement de la Métropole de Montpellier (SA3M) - Avenant n° 1 au marché Peinture - Nettoyage	2018/2387
VD2018-372	Construction des Halles Laissac - Mandat de réalisation à la Société d'aménagement de la Métropole de Montpellier (SA3M) - Avenant n° 1 au marché Electricité	2018/2389
VD2018-378	6B0114 - Assistance à maîtrise d'ouvrage - Mise en place d'une stratégie BIM - Avenant n°1	2018/2391
VD2018-383	MARCHE PUBLIC - Contrat de prestations de service Clubs de haut niveau Handball MHB - Championnat de France et d'Europe - Saison 2018-2019 - N° V8C0020DS	2018/2393
VD2018-384	MARCHE PUBLIC - Extension des contrôles d'accès dans les salles de sports et les installations de plein air N° V8B0004DS	2018/2395
VD2018-391	Décision relative à l'accord-cadre de prestations intellectuelles à marchés subséquents pour une mission d'étude d'impact dans le cadre du mandat d'études du secteur Hortus (mandat SA3M)	2018/2397
VD2018-392	Travaux d'entretiens des bâtiments communaux - Lot n° 9 - Electricité - Marché n° 7D0002 Avenant n° 1	2018/2399
VD2018-393	Marché de service de nettoyage des parties communes et privatives des locaux de l'ancien Hôtel de Ville de Montpellier- Marché n° 2911 S18.02	2018/2401

VD2018-394	Travaux d'entretiens des bâtiments communaux - Lot 1 - Démolition et Lot 16 - Désamiantage - Marché n°7D0002 Avenant n°1	2018/2403
VD2018-395	Avenant au marché "Entretien du patrimoine arboré" N°5D0018 lot 3	2018/2405
VD2018-398	Attribution d'un accord cadre passé selon une procédure adaptée pour l'achat de mélange 2 temps prêt à l'emploi (8B0070)	2018/2407
VD2018-401	Convention d'autorisation d'occupation du domaine public avec la société France.Tv Studio	2018/2409
VD2018-402	Marché n°8B0040 - Mission de Maîtrise d'oeuvre Pour un diagnostic patrimonial de la Chapelle Saint-Charles	2018/2411
VD2018-403	Don du fonds d'archives de la famille Coutarel Acceptation du don pour les Archives Municipales	2018/2413
VD2018-404	Convention entre le Comité Départemental Handisport de l'Hérault et la Ville de Montpellier	2018/2414
VD2018-408	Attribution d'un accord cadre passé selon une procédure adaptée pour les travaux de modernisation, réalisation d'une étanchéité bicouche auto-protégée sur isolation au Centre Municipal GAROSUD sur la toiture de la rotonde. 8B0057	2018/2416
VD2018-409	Prolongation du marché à procédure négociée de Verbalisation par voie électronique des infractions à la circulation routière Avenant N° 2 - Marché 3D0525	2018/2418
VD2018-411	Attribution de l'accord-cadre en procédure adaptée n° 8B0073 Actions de prévention santé en milieux festifs étudiants pour la Ville de Montpellier - Autorisation à signer le marché	2018/2420
VD2018-412	Marché public n°8B0060: convention plan objet 2018, restauration de tableaux et mobiliers des églises sainte Eulalie et Saint Matthieu - Attribution des marchés et autorisation de dépôt d'une demande de subvention auprès de l'Etat, Ministère de la Culture. Annule et remplace la décision n° VD2018-382	2018/2422
VD2018-415	Décision d'ester en justice "Tribunal Correctionnel de Montpellier - JOFFRE Muriel"	2018/2425
VD2018-420	Marché 6B0067 - Marché à la Brocante et Antiquités - Avenant n°1	2018/2426
VD2018-423	Avenant n°2- Marché n°6D0020-Réaménagement de la zone technique-Phase 2 : Clinique vétérinaire et quarantaine. Prolongation de la durée du marché pour les lots 1 ; 2 ; 4 ; 5 ; 6 7 ; 8 ; 9 ; 11. Autorisation de signer l'avenant	2018/2428
VD2018-427	Avenant au marché "Travaux de débroussaillage, nettoyage, fauchage" N°5D0040 lot 2	2018/2430
VD2018-432	Décision d'ester en justice "NIEDDU René Louis - TGI Juge de la liberté et de la détention"	2018/2432
VD2018-434	Décision d'ester en justice "Requête n°1804799-5 TA - Association groupe universités de la libre pensée"	2018/2434
VD2018-435	Décision d'ester en justice "Cour Administrative d'Appel de Marseille - Jean BORDERIE"	2018/2436
VD2018-437	Marché V8B0001UV - Installation électrique des Hivernales de Montpellier / Location, pose et dépose de matériels	2018/2438

VD2018-439	Décision d'ester en justice "Référé TGI Montpellier - Ouverture de Portes - Appartement insalubre"	2018/2440
VD2018-440	Décision d'ester en justice "Référé TGI - Consorts Fontaine"	2018/2442
VD2018-442	Décision d'ester en justice "Requête TA 1804936-3 - Ressources humaines"	2018/2444
VD2018-444	Décision d'ester en justice "Tribunal Correctionnel de Montpellier Jean-Paul GOUDOU"	2018/2446



Secrétariat Général
Service de l'Assemblée

Cher(e) collègue,

Je vous invite à assister à la prochaine séance publique du Conseil municipal, le Mercredi 28 Novembre 2018 à 18 heures, dans la Salle du Conseil.

Conformément aux articles L 2121-10 et L 2121-12 du code général des collectivités territoriales, vous trouverez ci-joint l'ordre du jour et les synthèses relatives aux affaires présentées.

J'attire votre attention sur l'obligation faite aux élus éventuellement intéressés par une affaire de s'abstenir de participer au vote de celle-ci et, plus largement, de ne pas intervenir d'une quelconque manière dans le processus décisionnel. Pour s'assurer de la validité de l'ensemble des délibérations, il vous est demandé de signaler un tel cas de figure au Secrétariat du Conseil en début de séance.

Les pièces annexes aux délibérations sont disponibles pour consultation 48 heures avant la séance dans les bureaux du service de l'Assemblée (8W82).

Veuillez agréer, cher(e) collègue, l'assurance de mes sentiments les meilleurs.

Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL

PJ :

- Ordre du jour de la séance du 28 Novembre 2018
- Synthèses des affaires du 28 Novembre 2018
- Procès-Verbal de la séance du 25 Octobre 2018
- Procuration
- Pièces annexes à la convocation le cas échéant



Secrétariat Général
Service de l'Assemblée

Ordre du jour du Conseil municipal

Séance ordinaire du mercredi 28 novembre 2018
18h00 - Salle du Conseil

Adoption de l'ordre du jour

Adoption du Procès-verbal du Conseil municipal précédent

Articles L 2122-22 et L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales – Lecture des décisions prises depuis la dernière séance publique du Conseil municipal

Vœu relatif à un engagement en faveur du désinvestissement dans les secteurs contribuant au dérèglement climatique

Vœu visant à interdire les cirques avec animaux sauvages

1. Don de matériels scolaires à la commune de Conques-sur-Orbiel (Aude) sinistrée dans le cadre des intempéries des 14 et 15 octobre 2018
2. Rapport annuel sur la situation en matière d'égalité entre les femmes et les hommes
3. Débat d'orientations budgétaires 2019

URBANISME ET AMÉNAGEMENT DURABLE

4. Quartier Croix d'Argent - Secteur Hauts Croix d'Argent
Lancement d'un projet de renouvellement urbain
Lancement d'une procédure de Zone d'Aménagement Concerté (ZAC)
Objectifs et modalités d'association du public
5. Quartier Croix d'Argent - Protocole d'accord relatif à l'opération de renouvellement urbain des Hauts de la Croix d'Argent entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole et Hérault Habitat - approbation
6. Quartier de la Pompignane : lancement d'une procédure de zone d'aménagement concerté. Objectifs et modalités d'association du public
7. Quartier de la Pompignane : lancement d'une opération d'aménagement sur le secteur Pinville Nord. Objectifs et modalités d'association du public
8. Quartier des Cévennes - Zone d'Aménagement Concerté Beausoleil
Bilan de la Concertation
Approbation du dossier de création
Mise à disposition du public

9. FONCIER

ZAC du Nouveau Saint-Roch - Parking Saint-Roch

Constatation de transfert gratuit de propriété de la SERM à la Commune de Montpellier et réquisition de transfert gratuit de propriété de la Commune de Montpellier à Montpellier Méditerranée Métropole du volume 1 du parking Saint-Roch

10. Quartier Hôpitaux-Facultés - Mise en vente de terrains bâtis situés 750 et 770 route de Mende - Parcelles cadastrées BN 12p et BN14p
11. Immeuble situé 300 rue Emile Picard - Cession à "l'Association cultuelle Mosquée Ibn Rouchd de Montpellier et sa région" - acte complémentaire - parcelles cadastrées TT85 et TT 88
12. MONTPELLIER GRAND COEUR
Aide à la requalification des devantures des locaux d'activités
Attribution de subventions

SÉCURITÉ PUBLIQUE

13. Convention de partenariat
Ville de Montpellier
Direction Territoriale de Protection Judiciaire de la Jeunesse de l'Hérault
Accueil de mineurs ou jeunes majeurs en mesure de Travail d'Intérêt Général ou de Réparation Pénale
14. Participation de la Ville de Montpellier au financement de la Mission Prévention Spécialisée
Année 2018
15. Attributions d'une subvention dans le cadre de la thématique SECURITE - Exercice 2018

DÉMOCRATIE PARTICIPATIVE ET MAISONS POUR TOUS

16. Mise à disposition des salles dans les Maisons pour tous à titre gratuit

RÉUSSITE ÉDUCATIVE

17. Mise à disposition de locaux scolaires pour les associations - 2018/2019
Autorisation de signer les conventions d'occupation.
18. Ecole élémentaire Simon Bolivar - Construction d'un restaurant scolaire
Demande d'autorisation d'urbanisme
19. Ecole maternelle Jules Michelet - Construction de locaux scolaires
Demande d'autorisation d'urbanisme
20. Attributions et modifications d'attributions de subventions dans le cadre de la thématique REUSSITE EDUCATIVE - Exercice 2018

JEUNESSE ET SPORTS

21. Conventions d'utilisation du domaine public dans le cadre de l'attribution de créneaux annuels
Saison sportive 2018-2019

- 22. Activités de gymnastique et de randonnées
Convention de service
Ville de Montpellier - Centre Communal d'Action Sociale
- 23. Attributions de subventions dans le cadre de la thématique SPORTS - Exercice 2018

AFFAIRES SOCIALES

- 24. Fonds Métropolitain d'Aide aux Jeunes : Participation financière 2018 de la Ville de Montpellier à Montpellier Méditerranée Métropole
- 25. Attributions de subventions dans le cadre de la thématique SOCIAL - Exercice 2018

ENFANCE

- 26. Renouvellement des conventions de partenariat
Ville / Caisse d'Allocations Familiales / Conseil Départemental
pour le fonctionnement des Relais Assistant(e)s Maternel(le)s

AFFAIRES ÉCONOMIQUES, COMMERCE ET ARTISANAT

- 27. Cœur de Ville en Lumières 2018 - Approbation des conventions de mécénat
- 28. Cœur de Ville en Lumières 2018 - Approbation des conventions de parrainage
- 29. Convention de partenariat entre la Ville de Montpellier et l'association d'Art et de Feu relative à l'organisation du Festival d'Arts et de Feu 2019

CULTURE

- 30. Boutographies 2018
Acquisition d'œuvres de Cédric Calandraud, lauréat du prix du jury des Boutographies
- 31. Montpellier Contemporain (MoCo)
Convention de financement- exercice 2018

PRÉVENTION SANTÉ ET DROITS DES FEMMES

- 32. Attribution d'une subvention dans le cadre de la thématique DROITS DES FEMMES - Exercice 2018

RELATIONS INTERNATIONALES

- 33. Adhésion au réseau Medcités - Année 2019
- 34. Attributions de subventions dans le cadre de la thématique INTERNATIONAL - Exercice 2018









FINANCES, ADMINISTRATION GÉNÉRALE, AFFAIRES JURIDIQUES, PATRIMOINE

35. Budget 2018 - Décision Modificative n°1 – Adoption
36. Adoption du rapport de la Commission Locale d'Evaluation des transferts de charges (CLETC) du 27 septembre 2018
37. Approbation du montant des attributions de compensation 2018 définitives
38. Rapport annuel 2017 du délégataire People and Baby relatif à la gestion de la crèche Joséphine Baker
39. Rapport annuel 2017 du délégataire EGS Enlèvement et Gardiennage Service relatif à la gestion de la fourrière automobile
40. Garantie d'emprunt - Ville de Montpellier/SA3M - Opération d'aménagement POMPIGNANE - 9 800 000 € - Exercice 2018
41. Règlement Général sur la Protection des données (RGPD) - Mise à jour de la convention de prestation de service entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole
42. Convention de prestation de services réciproques de la commune de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole pour la gestion du parc automobile
43. Organismes extérieurs - SAEML Montpellier Events - Réduction du capital - Modification statutaire – Approbation
44. Commission consultative des services publics locaux - Désignation des représentants de la Ville
45. Actualisation des représentants du Conseil municipal au sein de diverses instances – Désignations
46. Convention de mise à disposition du Centre de Culture Contemporaine La Panacée au bénéfice de l'Etablissement Public de Coopération Culturelle - Montpellier Contemporain (EPCC MoCo) - Autorisation de signer la convention
47. Restauration Domaine de Méric et son parc
Demande de subvention auprès des services de l'Etat
48. Mise à disposition de locaux associatifs - Approbation des loyers minorés - Autorisation de signer les conventions

RESSOURCES HUMAINES















49. Ville de Montpellier - Montpellier Méditerranée Métropole - Création d'un service commun de Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments - Convention - Autorisation de signature
50. Mise à disposition d'un agent de catégorie C auprès de la Caisse des Ecoles
51. Mise à disposition d'un agent de catégorie C de la Ville de Montpellier auprès de l'Établissement Public de Coopération Culturelle Montpellier Contemporain

52. Convention de groupement de commande permanent relatif aux aménagements de poste et de prestation d'accompagnement des agents en situation de handicap, entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier et le CCAS, régi par les dispositions de l'article 28 de l'ordonnance 2015-899 du 23 juillet 2015 et du décret n°2016-360 du 25 mars 2016
53. Retrait de la délibération du 27 septembre 2018 portant octroi de la protection fonctionnelle aux agents de la Ville
54. Modification du tableau des effectifs


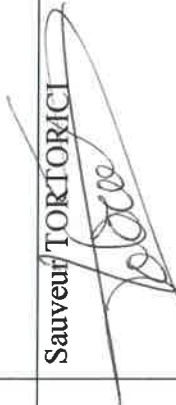





<i>Nom et signature</i>	<i>Procuration</i>	<i>Nom et signature</i>	<i>Procuration</i>
Fabien ABERT 	PROCURATION	Lorraine ACQUIER 	
Luc ALBERNHE 		Rémi ASSIE 	
Sophia AYACHE 		Guy BARRAL 	
Valérie BARTHAS-ORSAL 		Robert BEAUFILS	
Maud BODKIN 		Françoise BONNET 	

<i>Nom et signature</i>	<i>Procuration</i>	<i>Nom et signature</i>	<i>Procuration</i>
Sabria BOUALLAGA 		Daniel BOULET 	
Djamel BOUMAAZ 		Anne BRISSAUD 	
Nancy CANAUD 		Gérard CASTRE 	
Mylène CHARDES 		Robert COTTE 	
Christophe COUR 		Jean-Luc COUSQUER 	
Perla DANAN 		Titina DASYLVA 	Henri de VERBIZIEN 

<i>Nom et signature</i>	<i>Procuration</i>	<i>Nom et signature</i>	<i>Procuration</i>
Michaël DELAFOSSE 		Véronique DEMON 	
Jean-Marc DI RUGGIERO 		Jacques DOMERGUE 	
Michèle DRAY-FITOUSSI 		Christian DUMONT 	
Abdi EL KANDOUSSI 	PROCURATION	Julie FRÉCHE 	PROCURATION
Vincent HALUSKA 		Clare HART 	Julie FRÉCHE 
Stéphanie JANNIN 		Sonia KERANGUEVEN 	

<i>Nom et signature</i>	<i>Procuration</i>	<i>Nom et signature</i>	<i>Procuration</i>
Pascal KRZYZANSKI 		Gérard LANNELONGUE 	
Alex LARUE 		Max LEVITA 	
Chantal LEVY-RAMEAU 		Nicole LIZA 	
Audrey LLEDO 		Henri MAILLET 	
Mustapha MAJDOUL 		Jérémie MALEK 	Samira SALOMON 
Chantal MARION 	Abdi EL KANDOUSSI 	Isabelle MARALA 	

<i>Nom et signature</i>	<i>Procuration</i>	<i>Nom et signature</i>	<i>Procuration</i>
Hervé MARTIN 		Dominique MARTIN-PRIVAT 	
Patricia MIRALLES	Fabien ABERT 	Jean-Pierre MOURE 	
Caroline NAVARRE	Patrick RIVAS 	Véronique PEREZ 	
Patrick RIVAS 	PROCURATION	Brigitte ROUSSEL-GALIANA 	
Cédric de SAINT-JOUAN		Samira SALOMON 	
Marie-Hélène SANTARELLI 		Philippe SAUREL 	

<i>Nom et signature</i>	<i>Procuration</i>	<i>Nom et signature</i>	<i>Procuration</i>
Séverine SCUDIER 		Sauveur TORTORICI 	
Bernard TRAVIER 		Henri de VERBIZIER 	Procuration
Patrick VIGNAL 		Annie YAGUE 	
Rabii YOUSSEUS 			



Secrétariat Général
Service de l'Assemblée

Compte-rendu du Conseil municipal

Séance ordinaire du mercredi 28 novembre 2018
18h00 - Salle du Conseil

Convoqué le jeudi 22 novembre 2018, le Conseil municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en Salle du Conseil, le mercredi 28 novembre 2018 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents excusés:

Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Henri de VERBIZIER, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Jérémie MALEK ayant donné pouvoir à Samira SALOMON, Chantal MARION ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Fabien ABERT, Caroline NAVARRE ayant donné pouvoir à Patrick RIVAS

Absents:

Robert BEAUFILS, Cédric DE SAINT JOUAN, Patrick VIGNAL.

Adoption de l'ordre du jour

À l'issue d'un vote à main levée, l'ordre du jour est adopté à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 57 voix

Contre : 0

Abstention : 1 voix (Djamel BOUMAAZ.)

Madame Sonia KERANGUEVEN entre en séance et récupère sa procuration donnée à Madame Valérie BARTHAS-ORSAL.

Adoption du procès-verbal du Conseil municipal du 25 octobre 2018

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 57 voix

Contre : 0

Abstention : 1 voix (Djamel BOUMAAZ.)

Madame Sabria BOUALLAGA entre en séance et récupère sa procuration donnée à Monsieur Daniel BOULET. Madame Julie FRECHE entre en séance avec la procuration de Madame Clare HART. Monsieur Rabii YOUSSEUS sort de séance.

Vœu relatif à un engagement en faveur du désinvestissement dans les secteurs contribuant au dérèglement climatique

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 54 voix

Contre : 0

Abstention : 1 voix (Audrey LLEDO.)

Ne prennent pas part au vote : 4 voix (Djamel BOUMAAZ, Nancy CANAUD, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT.)

Vœu visant à interdire les cirques avec animaux sauvages

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 54 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prennent pas part au vote : 5 voix (Djamel BOUMAAZ, Nancy CANAUD, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Audrey LLEDO.)

Madame Véronique DEMON entre en séance.

Monsieur Jacques DOMERGUE sort de séance.

1. Don de matériels scolaires à la commune de Conques-sur-Orbiel (Aude) sinistrée dans le cadre des intempéries des 14 et 15 octobre 2018

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Messieurs Jacques DOMERGUE et Rabii YOUSSEF rentrent en séance.

Monsieur Djamel BOUMAAZ sort de séance.

2. Rapport annuel sur la situation en matière d'égalité entre les femmes et les hommes

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 59 voix

Contre : 0

Abstention : 1 voix (Audrey LLEDO.)

Monsieur Djamel BOUMAAZ rentre en séance.

Madame Lorraine ACQUIER quitte la séance et donne procuration à Madame Annie YAGUE.

Madame Perla DANAN quitte la séance et donne procuration à Monsieur Mustapha MAJDOUL.

Monsieur Jacques DOMERGUE quitte la séance.

Monsieur Henri MAILLET quitte la séance et donne procuration à Madame Nicole LIZA.

3. Débat d'orientations budgétaires 2019

Le Conseil prend acte de la tenue du débat d'orientation budgétaires 2019 et de la communication du rapport d'orientations budgétaires.

Ces dispositions sont mises au vote.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 58 voix

Contre : 1 voix (Audrey LLEDO.)

Abstention : 1 voix (Christophe COUR.)

4. Quartier Croix d'Argent - Secteur Hauts Croix d'Argent
Lancement d'un projet de renouvellement urbain
Lancement d'une procédure de Zone d'Aménagement Concerté (ZAC)
Objectifs et modalités d'association du public

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 56 voix

Contre : 1 voix (Djamel BOUMAAZ.)

Abstention : 1 voix (Audrey LLEDO.)

Ne prennent pas part au vote : 2 voix (Gérard CASTRE, Philippe SAUREL.)

Madame Nicole LIZA avec la procuration de Monsieur Henri MAILLET sort de séance.

5. Quartier Croix d'Argent -
Protocole d'accord relatif à l'opération de renouvellement urbain des Hauts de la Croix d'Argent
entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole et Hérault Habitat -
approbation

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 54 voix

Contre : 1 voix (Djamel BOUMAAZ.)

Abstention : 1 voix (Audrey LLEDO.)

Ne prennent pas part au vote : 2 voix (Gérard CASTRE, Philippe SAUREL.)

Madame Nicole LIZA avec la procuration de Monsieur Henri MAILLET rentre en séance.

Madame Sabria BOUALLAGA quitte la séance et donne procuration à Monsieur Daniel BOULET.

Monsieur Christian DUMONT quitte la séance.

6. Quartier de la Pompignane : lancement d'une procédure de zone d'aménagement concerté.
Objectifs et modalités d'association du public.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 48 voix

Contre : 1 voix (Djamel BOUMAAZ.)

Abstentions : 8 voix (Françoise BONNET, Christophe COUR, Michaël DELAFOSSE, Julie FRÊCHE
avec la procuration de Clare HART, Audrey LLEDO, Hervé MARTIN, Jean-Pierre MOURE.)

Ne prennent pas part au vote : 2 voix (Stéphanie JANNIN, Philippe SAUREL.)

7. Quartier de la Pompignane : lancement d'une opération d'aménagement sur le secteur Pinville
Nord. Objectifs et modalités d'association du public

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 49 voix

Contre : 1 voix (Djamel BOUMAAZ.)

Abstentions : 7 voix (Françoise BONNET, Michaël DELAFOSSE, Julie FRÊCHE avec la procuration
de Clare HART, Audrey LLEDO, Hervé MARTIN, Jean-Pierre MOURE.)

Ne prennent pas part au vote : 2 voix (Stéphanie JANNIN, Philippe SAUREL.)

8. Quartier des Cévennes
Zone d'Aménagement Concerté Beausoleil
Bilan de la Concertation
Approbation du dossier de création
Mise à disposition du public

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 56 voix

Contre : 1 voix (Djamel BOUMAAZ.)

Abstention : 1 voix (Audrey LLEDO.)

Ne prend pas part au vote : 1 voix (Philippe SAUREL.)

Monsieur Hervé MARTIN sort de séance.

9. FONCIER

ZAC du Nouveau Saint-Roch - Parking Saint-Roch

Constataction de transfert gratuit de propriété de la SERM à la Commune de Montpellier et réquisition de transfert gratuit de propriété de la Commune de Montpellier à Montpellier Méditerranée Métropole du volume 1 du parking Saint-Roch

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 56 voix

Contre : 1 voix (Djamel BOUMAAZ.)

Abstention : 1 voix (Audrey LLEDO.)

10. Quartier Hôpitaux-Facultés - Mise en vente de terrains bâtis situés 750 et 770 route de Mende - Parcelles cadastrées BN 12p et BN14p

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 54 voix

Contre : 1 voix (Djamel BOUMAAZ.)

Abstention : 1 voix (Audrey LLEDO.)

Ne prennent pas part au vote : 2 voix (Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN.)

Monsieur Sauveur TORTORICI sort de séance.

11. Immeuble situé 300 rue Emile Picard - Cession à "l'Association culturelle Mosquée Ibn Rouchd de Montpellier et sa région"- acte complémentaire- parcelles cadastrées TT85 et TT88

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 55 voix

Contre : 1 voix (Audrey LLEDO.)

Abstention : 0

Ne prend pas part au vote : 1 voix (Djamel BOUMAAZ.)

Monsieur Michael DELAFOSSE sort de séance.

12. MONTPELLIER GRAND COEUR

Aide à la requalification des devantures des locaux d'activités

Attribution de subventions

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 56 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Monsieur Hervé MARTIN rentre en séance.

Madame LEVY-RAMEAU sort séance.

13. Convention de partenariat

Ville de Montpellier

Direction Territoriale de Protection Judiciaire de la Jeunesse de l'Hérault

Accueil de mineurs ou jeunes majeurs en mesure
de Travail d'Intérêt Général ou de Réparation Pénale

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité.

Pour : 54 voix

Contre : 2 voix (Djamel BOUMAAZ, Audrey LLEDO.)

Abstention : 0

Monsieur Michael DELAFOSSE rentre en séance.

14. Participation de la Ville de Montpellier au financement de la Mission Prévention Spécialisée
Année 2018

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 55 voix

Contre : 1 voix (Audrey LLEDO.)

Abstention : 0

Ne prend pas part au vote : 1 voix (Lorraine ACQUIER de par la procuration donnée à Annie YAGUE.)

Monsieur Djamel BOUMAAZ sort de la séance.

15. Attributions d'une subvention dans le cadre de la thématique SECURITE - Exercice 2018

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 56 voix

Contre : 0

Abstention : 0

16. Mise à disposition des salles dans les Maisons pour tous à titre gratuit

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 55 voix

Contre : 0

Abstention : 1 voix (Audrey LLEDO.)

Monsieur Sauveur TORTORICI rentre en séance.

17. Mise à disposition de locaux scolaires pour les associations - 2018/2019.
Autorisation de signer les conventions d'occupation.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 56 voix

Contre : 0

Abstention : 1 voix (Audrey LLEDO.)

18. Ecole élémentaire Simon Bolivar
Construction d'un restaurant scolaire
Demande d'autorisation d'urbanisme

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 57 voix

Contre : 0

Abstention : 0

19. Ecole maternelle Jules Michelet
Construction de locaux scolaires

Demande d'autorisation d'urbanisme

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 57 voix

Contre : 0

Abstention : 0

20. Attributions et modifications d'attributions de subventions dans le cadre de la thématique
REUSSITE EDUCATIVE - Exercice 2018

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 57 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Madame LEVY-RAMEAU entre en séance.

21. Conventions d'utilisation du domaine public
dans le cadre de l'attribution de créneaux annuels
Saison sportive 2018-2019

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 40 voix

Contre : 0

Abstention : 1 voix (Audrey LLEDO.)

Ne prennent pas part au vote : 17 voix (Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sabria BOUALLAGA de par la procuration donnée à Daniel BOULET, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Titina DASYLVA de par la procuration donnée à Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Abdi EL KANDOSSI avec la procuration de Chantal MARION, Stéphanie JANNIN, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Patricia MIRALLES de par la procuration donnée à Fabien ABERT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Rabii YOUSSEF.)

22. Activités de gymnastique et de randonnées
Convention de service
Ville de Montpellier - Centre Communal d'Action Sociale

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0

Abstention : 0

23. Attributions de subventions dans le cadre de la thématique SPORTS - Exercice 2018

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0

Abstention : 0

24. Fonds Métropolitain d'Aide aux Jeunes : Participation financière 2018 de la Ville de Montpellier
à Montpellier Méditerranée Métropole

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0

Abstention : 0

25. Attributions de subventions dans le cadre de la thématique SOCIAL - Exercice 2018

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Madame Stéphanie JANNIN sort de séance.

26. Renouvellement des conventions de partenariat

Ville / Caisse d'Allocations Familiales / Conseil Départemental
pour le fonctionnement des Relais Assistant(e)s Maternel(le)s

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 57 voix

Contre : 0

Abstention : 0

27. Cœur de Ville en Lumières 2018 - Approbation des conventions de mécénat

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 55 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prennent pas part au vote : 2 voix (Véronique PEREZ, Philippe SAUREL.)

28. Cœur de Ville en Lumières 2018 - Approbation des conventions de parrainage

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 54 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prennent pas part au vote : 3 voix (Véronique DEMON, Chantal LEVY-RAMEAU, Véronique PEREZ.)

29. Convention de partenariat entre la Ville de Montpellier et l'association d'Art et de Feu relative à l'organisation du Festival d'Arts et de Feu 2019

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 57 voix

Contre : 0

Abstention : 0

30. Boutographies 2018

Acquisition d'œuvres de Cédric Calandraud, lauréat du prix du jury des Boutographies

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité.

Pour : 56 voix

Contre : 1 voix (Audrey LLEDO.)

Abstention : 0

31. Montpellier Contemporain (MoCo)

Convention de financement- exercice 2018

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 44 voix

Contre : 1 voix (Audrey LLEDO.)

Abstentions : 8 voix (Françoise BONNET, Nancy CANAUD, Michaël DELAFOSSE, Julie FRÊCHE avec la procuration de Clare HART, Alex LARUE, Hervé MARTIN, Jean-Pierre MOURE.)

Ne prennent pas part au vote : 4 voix (Guy BARRAL, Sonia KERANGUEVEN, Isabelle MARSALA, Bernard TRAVIER.)

Madame Véronique PEREZ sort de séance.

32. Attribution d'une subvention dans le cadre de la thématique DROITS DES FEMMES - Exercice 2018

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 56 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Madame Stéphanie JANNIN rentre en séance.

33. Adhésion au réseau Medcités Année 2019

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité.

Pour : 56 voix

Contre : 1 voix (Audrey LLEDO.)

Abstention : 0

34. Attributions de subventions dans le cadre de la thématique INTERNATIONAL - Exercice 2018

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 56 voix

Contre :

Abstention : 1 voix (Audrey LLEDO.)

Madame Véronique PEREZ rentre en séance.

35. Budget 2018 - Décision Modificative n°1 - Adoption

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 49 voix

Contre : 1 voix (Audrey LLEDO.)

Abstentions : 8 voix (Françoise BONNET, Nancy CANAUD, Michaël DELAFOSSE, Julie FRÊCHE avec la procuration de Clare HART, Alex LARUE, Hervé MARTIN, Jean-Pierre MOURE.)

Madame Michèle DRAY-FITOUSSI sort de séance.

36. Adoption du rapport de la Commission Locale d'Evaluation des transferts de charges (CLETC) du 27 septembre 2018

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 56 voix

Contre : 0

Abstention : 1 voix (Audrey LLEDO.)

Monsieur Fabien ABERT quitte la séance et donne procuration à Madame Maud BODKIN. Madame Patricia MIRALLES n'a par conséquent plus de procuration.

37. Approbation du montant des attributions de compensation 2018 définitives

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 55 voix

Contre : 0

Abstention : 1 voix (Audrey LLEDO.)

38. Rapport annuel 2017 du délégataire People and Baby relatif à la gestion de la crèche Joséphine Baker

Le Conseil municipal prend acte du rapport.

Madame Anne BRISSAUD entre en séance.

39. Rapport annuel 2017 du délégataire EGS Enlèvement et Gardiennage Service relatif à la gestion de la fourrière automobile

Le Conseil municipal prend acte du rapport.

40. Garantie d'emprunt - Ville de Montpellier/SA3M - Opération d'aménagement POMPIGNANE - 9 800 000 € - Exercice 2018

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 54 voix

Contre : 1 voix (Audrey LLEDO.)

Abstention : 0

Ne prennent pas part au vote : 2 voix (Stéphanie JANNIN, Philippe SAUREL.)

Madame Michèle DRAY-FITOUSSI rentre en séance.

41. Règlement Général sur la Protection des données (RGPD) - Mise à jour de la convention de prestation de service entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0

Abstention : 0

42. Convention de prestation de services réciproques de la commune de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole pour la gestion du parc automobile

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0

Abstention : 0

43. Organismes extérieurs - SAEML Montpellier Events - Réduction du capital - Modification statutaire - Approbation

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 52 voix

Contre : 0

Abstention : 1 voix (Audrey LLEDO.)

Ne prennent pas part au vote : 5 voix (Michèle DRAY-FITOUSSI, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER.)

Madame Sonia KERANGUEVEN quitte la séance et donne procuration à Madame Valérie BARTHAS-ORSAL.

44. Commission consultative des services publics locaux Désignation des représentants de la Ville

Il est proposé au Conseil de procéder à un vote à main levée selon les dispositions de l'article L.2121-21 du code général des collectivités territoriales.

Monsieur le Maire propose la candidature de Gérard LANNELONGUE.

Aucune autre candidature n'est proposée.

A été élu :

- Gérard LANNELONGUE.

Les représentants de la Commission sont donc :

- Patrick RIVAS (titulaire) et Samira SALOMON (suppléante)
- Jean-Marc DI RUGGIERO (titulaire) et (Gérard LANNELONGUE) (suppléant)
- Rémi ASSIE (titulaire) et Nicole LIZA (suppléante)
- Hervé MARTIN (titulaire) et Michaël DELAFOSSE (suppléant)
- Alex LARUE (titulaire) et Jacques DOMERGUE (suppléant)

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0

Abstention : 0

45. Actualisation des représentants du Conseil municipal au sein de diverses instances - Désignations

Il est proposé au Conseil de procéder à un vote à main levée selon les dispositions de l'article L.2121-21 du code général des collectivités territoriales.

Monsieur le Maire propose les candidatures de Chantal MARION et Mylène CHARDES.

Aucune autre candidature n'est proposée.

Ont été élues au sein du collège des personnalités extérieures du Conseil d'Administration de l'Université de Montpellier:

Chantal MARION (titulaire), Mylène CHARDES (suppléante).

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité.

Pour : 57 voix

Contre : 1 voix (Audrey LLEDO.)

Abstention : 0

46. Convention de mise à disposition du Centre de Culture Contemporaine La Panacée au bénéfice de l'Etablissement Public de Coopération Culturelle - Montpellier Contemporain (EPCC MoCo) - Autorisation de signer la convention

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 53 voix

Contre : 0

Abstention : 1 voix (Audrey LLEDO.)

Ne prennent pas part au vote : 4 voix (Guy BARRAL, Sonia KERANGUEVEN de par la procuration donnée à Valérie BARTHAS-ORSAL, Isabelle MARSALA, Bernard TRAVIER.)

47. Restauration Domaine de Méric et son parc
Demande de subvention auprès des services de l'Etat

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0

Abstention : 0

48. Mise à disposition de locaux associatifs - Approbation des loyers minorés - Autorisation de signer les conventions

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0

Abstention : 0

49. Ville de Montpellier - Montpellier Méditerranée Métropole - Création d'un service commun de Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments - Convention - Autorisation de signature

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0

Abstention : 0

50. Mise à disposition d'un agent de catégorie C auprès de la Caisse des Ecoles

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 45 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prennent pas part au vote : 13 voix (Guy BARRAL, Daniel BOULET avec la procuration donnée à Sabria BOUALLAGA, Jean-Luc COUSQUER, Michèle DRAY-FITOUSSI, Vincent HALUSKA, Sonia KERANGUEVEN de par la procuration donnée à Valérie BARTAHIS-ORSAL, Nicole LIZA avec la procuration d'Henri MAILLET, Patrick RIVAS avec la procuration de Caroline NAVARRE, Samira SALOMON, Séverine SCUDIER.)

51. Mise à disposition d'un agent de catégorie C de la Ville de Montpellier auprès de l'Établissement Public de Coopération Culturelle Montpellier Contemporain.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 54 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prennent pas part au vote : 4 voix (Guy BARRAL, Sonia KERANGUEVEN de par la procuration donnée à Valérie BARTHAS-ORSAL, Isabelle MARSALA, Bernard TRAVIER.)

52. Convention de groupement de commande permanent relatif aux aménagements de poste et de prestation d'accompagnement des agents en situation de handicap, entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier et le CCAS, régi par les dispositions de l'article 28 de l'ordonnance 2015-899 du 23 juillet 2015 et du décret n°2016-360 du 25 mars 2016.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0

Abstention : 0

53. Retrait de la délibération du 27 septembre 2018 portant octroi de la protection fonctionnelle aux agents de la Ville

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Monsieur Djamel BOUMAAZ rentre en séance.

54. Modification du tableau des effectifs

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 55 voix

Contre : 1 voix (Djamel BOUMAAZ.)

Abstentions : 3 voix (Anne BRISSAUD, Christophe COUR, Audrey LLEDO.)

Plus rien n'étant à délibérer, la séance est levée à 22 heures 10.

Monsieur le Maire

Philippe SAUREL



Conformément à l'article L212125 du Code Général des Collectivités Territoriales, le compte-rendu du Conseil municipal est affiché à l'Hôtel de Ville, sur les panneaux officiels prévus à cet effet sous huitaine.



Registre des délibérations de la Ville de Montpellier

Table thématique des délibérations 2018 Sommaire

Numéro d'acte	Titre	Tome	Page
V2018-416	Vœu relatif à un engagement en faveur du désinvestissement dans les secteurs contribuant au dérèglement climatique	28 Novembre Tome I	2018/2215
V2018-417	Vœu visant à interdire les cirques avec animaux sauvages	28 Novembre Tome I	2018/2218
V2018-472	Adoption du procès-verbal du Conseil municipal du 25 octobre 2018	28 Novembre Tome I	2018/2377
	URBANISME ET AMÉNAGEMENT DURABLE		
V2018-421	Quartier Croix d'Argent - Secteur Hauts Croix d'Argent Lancement d'un projet de renouvellement urbain Lancement d'une procédure de Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Objectifs et modalités d'association du public	28 Novembre Tome I	2018/2227
V2018-422	Quartier Croix d'Argent - Protocole d'accord relatif à l'opération de renouvellement urbain des Hauts de la Croix d'Argent entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole et Hérault Habitat - approbation	28 Novembre Tome I	2018/2230
V2018-423	Quartier de la Pompignane : lancement d'une procédure de zone d'aménagement concerté. Objectifs et modalités d'association du public	28 Novembre Tome I	2018/2244
V2018-424	Quartier de la Pompignane : lancement d'une opération d'aménagement sur le secteur Pinville Nord. Objectifs et modalités d'association du public	28 Novembre Tome I	2018/2248
V2018-425	Quartier des Cévennes - Zone d'Aménagement Concerté Beausoleil – Bilan de la Concertation Approbation du dossier de création Mise à disposition du public	28 Novembre Tome I	2018/2252

V2018-426	FONCIER ZAC du Nouveau Saint-Roch - Parking Saint-Roch Constatation de transfert gratuit de propriété de la SERM à la Commune de Montpellier et réquisition de transfert gratuit de propriété de la Commune de Montpellier à Montpellier Méditerranée Métropole du volume 1 du parking Saint-Roch	28 Novembre Tome I	2018/2260
V2018-427	Quartier Hôpitaux-Facultés - Mise en vente de terrains bâtis situés 750 et 770 route de Mende - Parcelles cadastrées BN 12p et BN14p	28 Novembre Tome I	2018/2263
V2018-428	Immeuble situé 300 rue Emile Picard - Cession à "l'Association culturelle Mosquée Ibn Rouchd de Montpellier et sa région" - acte complémentaire - parcelles cadastrées TT85 et TT 88	28 Novembre Tome I	2018/2266
V2018-429	MONTPELLIER GRAND COEUR Aide à la requalification des devantures des locaux d'activités Attribution de subventions	28 Novembre Tome I	2018/2268
	SÉCURITÉ PUBLIQUE		
V2018-430	Convention de partenariat Ville de Montpellier Direction Territoriale de Protection Judiciaire de la Jeunesse de l'Hérault Accueil de mineurs ou jeunes majeurs en mesure de Travail d'Intérêt Général ou de Réparation Pénale	28 Novembre Tome I	2018/2271
V2018-431	Participation de la Ville de Montpellier au financement de la Mission Prévention Spécialisée Année 2018	28 Novembre Tome I	2018/2274
V2018-432	Attributions d'une subvention dans le cadre de la thématique SECURITE - Exercice 2018	28 Novembre Tome I	2018/2276
	DÉMOCRATIE PARTICIPATIVE ET MAISONS POUR TOUS		
V2018-433	Mise à disposition des salles dans les Maisons pour tous à titre gratuit	28 Novembre Tome I	2018/2278
	RÉUSSITE ÉDUCATIVE		
V2018-434	Mise à disposition de locaux scolaires pour les associations - 2018/2019 Autorisation de signer les conventions d'occupation	28 Novembre Tome I	2018/2281
V2018-435	Ecole élémentaire Simon Bolivar - Construction d'un restaurant scolaire Demande d'autorisation d'urbanisme	28 Novembre Tome I	2018/2284
V2018-436	Ecole maternelle Jules Michelet - Construction de locaux scolaires Demande d'autorisation d'urbanisme	28 Novembre Tome I	2018/2286
V2018-437	Attributions et modifications d'attributions de subventions dans le cadre de la thématique REUSSITE EDUCATIVE - Exercice 2018	28 Novembre Tome I	2018/2288
	JEUNESSE ET SPORTS		
V2018-438	Conventions d'utilisation du domaine public dans le cadre de l'attribution de créneaux annuels Saison sportive 2018-2019	28 Novembre Tome I	2018/2290

V2018-439	Activités de gymnastique et de randonnées Convention de service Ville de Montpellier - Centre Communal d'Action Sociale	28 Novembre Tome I	2018/2292
V2018-440	Attributions de subventions dans le cadre de la thématique SPORTS - Exercice 2018	28 Novembre Tome I	2018/2294
	AFFAIRES SOCIALES		
V2018-419	Rapport annuel sur la situation en matière d'égalité entre les femmes et les hommes	28 Novembre Tome I	2018/2223
V2018-441	Fonds Métropolitain d'Aide aux Jeunes : Participation financière 2018 de la Ville de Montpellier à Montpellier Méditerranée Métropole	28 Novembre Tome I	2018/2296
V2018-442	Attributions de subventions dans le cadre de la thématique SOCIAL - Exercice 2018	28 Novembre Tome I	2018/2298
	ENFANCE		
V2018-443	Renouvellement des conventions de partenariat Ville / Caisse d'Allocations Familiales / Conseil Départemental pour le fonctionnement des Relais Assistant(e)s Maternel(le)s	28 Novembre Tome I	2018/2300
	AFFAIRES ÉCONOMIQUES, COMMERCE ET ARTISANAT		
V2018-444	Cœur de Ville en Lumières 2018 - Approbation des conventions de mécénat	28 Novembre Tome I	2018/2303
V2018-445	Cœur de Ville en Lumières 2018 - Approbation des conventions de parrainage	28 Novembre Tome I	2018/2305
V2018-446	Convention de partenariat entre la Ville de Montpellier et l'association d'Art et de Feu relative à l'organisation du Festival d'Arts et de Feu 2019	28 Novembre Tome I	2018/2308
	CULTURE		
V2018-402	Archives Municipales: aménagement des Archives de la Ville de Montpellier Mandat Ville/SA3M - Compte-rendu annuel à la collectivité (exercice 2017) - Approbation de l'avenant n°3 à la convention de mandat	25 Octobre Tome I	2018/2085
V2018-447	Boutographies 2018 Acquisition d'œuvres de Cédric Calandraud, lauréat du prix du jury des Boutographies	28 Novembre Tome I	2018/2310
V2018-448	Montpellier Contemporain (MoCo) Convention de financement- exercice 2018	28 Novembre Tome I	2018/2312

	PRÉVENTION SANTÉ ET DROITS DES FEMMES		
V2018-449	Attribution d'une subvention dans le cadre de la thématique DROITS DES FEMMES - Exercice 2018	28 Novembre Tome I	2018/2314
	RELATIONS INTERNATIONALES		
V2018-450	Adhésion au réseau Medcités - Année 2019	28 Novembre Tome I	2018/2316
V2018-451	Attributions de subventions dans le cadre de la thématique INTERNATIONAL - Exercice 2018	28 Novembre Tome I	2018/2318
	FINANCES, ADMINISTRATION GÉNÉRALE, AFFAIRES JURIDIQUES, PATRIMOINE		
V2018-418	Don de matériels scolaires à la commune de Conques-sur-Orbiel (Aude) sinistrée dans le cadre des intempéries des 14 et 15 octobre 2018	28 Novembre Tome I	2018/2220
V2018-420	Débat d'orientations budgétaires 2019	28 Novembre Tome I	2018/2225
V2018-452	Budget 2018 - Décision Modificative n°1 – Adoption	28 Novembre Tome I	2018/2320
V2018-453	Adoption du rapport de la Commission Locale d'Evaluation des transferts de charges (CLETC) du 27 septembre 2018	28 Novembre Tome I	2018/2323
V2018-454	Approbation du montant des attributions de compensation 2018 définitives	28 Novembre Tome I	2018/2325
V2018-455	Rapport annuel 2017 du délégataire People and Baby relatif à la gestion de la crèche Joséphine Baker	28 Novembre Tome I	2018/2329
V2018-456	Rapport annuel 2017 du délégataire EGS Enlèvement et Gardiennage Service relatif à la gestion de la fourrière automobile	28 Novembre Tome I	2018/2335
V2018-457	Garantie d'emprunt - Ville de Montpellier/SA3M - Opération d'aménagement POMPIGNANE - 9 800 000 € - Exercice 2018	28 Novembre Tome I	2018/2340
V2018-458	Règlement Général sur la Protection des données (RGPD) - Mise à jour de la convention de prestation de service entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole	28 Novembre Tome I	2018/2343

V2018-459	Convention de prestation de services réciproques de la commune de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole pour la gestion du parc automobile	28 Novembre Tome I	2018/2345
V2018-460	Organismes extérieurs - SAEML Montpellier Events - Réduction du capital - Modification statutaire – Approbation	28 Novembre Tome I	2018/2347
V2018-461	Commission consultative des services publics locaux - Désignation des représentants de la Ville	28 Novembre Tome I	2018/2350
V2018-462	Actualisation des représentants du Conseil municipal au sein de diverses instances – Désignations	28 Novembre Tome I	2018/2353
V2018-463	Convention de mise à disposition du Centre de Culture Contemporaine La Panacée au bénéfice de l'Etablissement Public de Coopération Culturelle - Montpellier Contemporain (EPCC MoCo) - Autorisation de signer la convention	28 Novembre Tome I	2018/2355
V2018-464	Restauration Domaine de Méric et son parc Demande de subvention auprès des services de l'Etat	28 Novembre Tome I	2018/2358
V2018-465	Mise à disposition de locaux associatifs - Approbation des loyers minorés - Autorisation de signer les conventions	28 Novembre Tome I	2018/2360
	RESSOURCES HUMAINES		
V2018-466	Ville de Montpellier - Montpellier Méditerranée Métropole - Création d'un service commun de Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments - Convention - Autorisation de signature	28 Novembre Tome I	2018/2363
V2018-467	Mise à disposition d'un agent de catégorie C auprès de la Caisse des Ecoles	28 Novembre Tome I	2018/2366
V2018-468	Mise à disposition d'un agent de catégorie C de la Ville de Montpellier auprès de l'Établissement Public de Coopération Culturelle Montpellier Contemporain	28 Novembre Tome I	2018/2368
V2018-469	Convention de groupement de commande permanent relatif aux aménagements de poste et de prestation d'accompagnement des agents en situation de handicap, entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier et le CCAS, régi par les dispositions de l'article 28 de l'ordonnance 2015-899 du 23 juillet 2015 et du décret n°2016-360 du 25 mars 2016	28 Novembre Tome I	2018/2370
V2018-470	Retrait de la délibération du 27 septembre 2018 portant octroi de la protection fonctionnelle aux agents de la Ville	28 Novembre Tome I	2018//2373
V2018-471	Modification du tableau des effectifs	28 Novembre Tome I	2018/2375



Séance ordinaire du mercredi 28 novembre 2018

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-huit novembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Hors Délégation

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Djamel BOUMAAZ, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÈCHE, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Henri DE VERBIZIER, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÈCHE, Jérémie MALEK ayant donné pouvoir à Samira SALOMON, Chantal MARION ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Fabien ABERT, Caroline NAVARRE ayant donné pouvoir à Patrick RIVAS.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Anne BRISSAUD, Cédric DE SAINT JOUAN, Véronique DEMON, Patrick VIGNAL, Rabii YOUSSEUS

Vœu relatif à un engagement en faveur du désinvestissement dans les secteurs contribuant au dérèglement climatique

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Le Groupe intergouvernemental d'experts sur le changement climatique (GIEC) a publié, ce lundi 8 octobre 2018, son rapport sur « *Les impacts d'un réchauffement climatique global de 1,5°C par rapport à 2°C et les trajectoires d'émissions de gaz à effet de serre à suivre pour limiter le réchauffement à 1,5°C, dans le cadre plus général du développement durable et de l'éradication de la pauvreté* ». Pour ce faire, 6 000 publications scientifiques ont été analysées.

Le climat mondial s'est déjà réchauffé d'environ 1°C en moyenne par rapport à l'ère préindustrielle.

Au rythme des émissions actuelles, le réchauffement climatique atteindra 1,5°C entre 2030 et 2052. Sans rehaussement de l'ambition des pays signataires de l'Accord de Paris et sans mise en œuvre immédiate des mesures nécessaires, le réchauffement climatique global devrait atteindre 3°C d'ici 2100.

En France métropolitaine, dès la période 2021-2050, les vagues de chaleur estivales deviendront plus fréquentes, plus longues et plus intenses, avec des évolutions plus marquées encore pour le quart sud-est. D'ici la fin du siècle, un épisode tel que celui de l'été 2003 deviendrait courant, voire serait régulièrement dépassé, tant en intensité qu'en durée. La France risque de connaître, d'ici 2100, des sécheresses agricoles quasi continues et de grande intensité, totalement inconnues dans le climat actuel.

Délibération n°V2018-416

Concernant les pluies extrêmes, une tendance générale se dessine avec une augmentation de leur intensité, principalement en hiver, et une extension des zones impactées notamment vers le sud-est ou les Pyrénées.

Les territoires exposés aux risques d'incendies de forêts devraient être plus étendus, couvrant une part importante des forêts des Landes et de Sologne (horizons 2040 et 2060).

Il est encore possible, du point de vue géophysique, de freiner la hausse de la température globale et de limiter les dégâts pour l'humanité et son environnement.

Les différentes options pour ne pas dépasser 1,5°C de réchauffement nécessitent des transformations dans tous les secteurs de la société et dans le monde entier. Et leur mise en œuvre doit être immédiate si on ne veut pas imposer aux générations futures le recours à des techniques d'extraction du CO₂ atmosphérique risquées.

Une des tâches les plus importantes de la vingt-quatrième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (COP24) qui aura lieu début décembre 2018 en Pologne, consistera à élaborer et adopter un ensemble de décisions garantissant la pleine application de l'Accord de Paris, conformément aux décisions adoptées à Paris (COP21).

La Méditerranée a été identifiée comme « hot spot » du changement climatique car elle sera particulièrement impactée. La Ville de Montpellier, en lien avec la Métropole, a donc un rôle majeur pour relever le défi climatique, à la fois en termes de responsabilité et de pouvoir d'action, pour participer à l'application pleine et entière de l'Accord de Paris.

La responsabilité des élus est d'assurer le meilleur avenir possible pour l'ensemble des montpelliérains, leurs enfants, leurs petits-enfants et pour toutes les générations à venir.

L'aggravation du changement climatique ne saurait assurer les bonnes conditions d'épanouissement des Montpelliérains, en accentuant les risques de sécheresse, de canicule, d'incendie, de tempête, d'inondation et de submersion marine et en ayant un impact grave sur la biodiversité.

Des engagements doivent être pris pour inverser la tendance au réchauffement climatique, en particulier afin de mettre fin aux investissements dans les énergies fortement émettrices de carbone.

Les collectivités territoriales sont des acteurs essentiels pour relever le défi climatique en lien avec toutes les parties prenantes locales, et peuvent exercer une influence auprès de leurs partenaires financiers.

La Ville de Montpellier exprime son soutien à la démarche engagée par diverses institutions de désinvestissement dans les secteurs contribuant au changement climatique.

Elle incite également les organismes de retraite des élus et des agents municipaux à désinvestir leurs fonds du secteur des énergies fossiles, et confirme son engagement à travers les actions déjà menées avec Montpellier Méditerranée Métropole, visant à préserver le climat, à partir des trois principaux facteurs d'émission de gaz à effet de serre et dont voici quelques exemples :

- L'énergie (économie d'énergie et production renouvelable) : Montpellier Métropole Solaire (investissements ciblés sur l'énergie renouvelable), réalisation d'équipements publics à énergie positive et rénovation thermique, garantie d'approvisionnement de tous les équipements et de l'éclairage public avec de l'électricité produite par l'énergie renouvelable grâce à une convention avec EDF.

Délibération n°V2018-416

- Les transports (soutien des mobilités à faible émission) : engagement dans la réalisation d'une Zone à Faible Emission, réalisation d'un schéma directeur des mobilités actives, extension ligne 1 et réalisation ligne 5 de tramway en cours.
- L'agriculture, l'alimentation et les sols : préservation de 2/3 des espaces agricoles et naturels grâce au SCOT, politique alimentaire territoriale, végétalisation de la Ville avec « Montpellier Cité Jardins », augmentation du bio et local dans les cantines, lutte contre le gaspillage alimentaire.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver ce vœu relatif à un engagement en faveur du désinvestissement dans les secteurs contribuant au dérèglement climatique.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 54 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prennent pas part au vote : 4 voix

M. Djamel BOUMAAZ, Mme Nancy CANAUD, M. Jacques DOMERGUE, M. Christian DUMONT.

Fait à Montpellier, le 11 décembre 2018

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL



Publiée le : 12 décembre 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mercredi 28 novembre 2018

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-huit novembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Hors Délégation

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Djamel BOUMAAZ, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Henri DE VERBIZIER, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Jérémie MALEK ayant donné pouvoir à Samira SALOMON, Chantal MARION ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Fabien ABERT, Caroline NAVARRE ayant donné pouvoir à Patrick RIVAS.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Anne BRISSAUD, Cédric DE SAINT JOUAN, Véronique DEMON, Patrick VIGNAL, Rabii YOUSSEF

Vœu visant à interdire les cirques avec animaux sauvages

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

De nombreuses études vétérinaires établies ces dernières années démontrent que les conditions de détention et de dressage des animaux sauvages occasionnent des pathologies avérées tels que des troubles cardiaques, de l'arthrite, des stéréotypies et autres troubles du comportement.

Le droit français en fait état.

L'article 22 de l'arrêté du 18 mars 2011 du Ministère de l'Ecologie, du Développement durable, des Transports et du Logement, fixant les conditions de détention et d'utilisation des animaux vivants d'espèces non domestiques dans les établissements de spectacle itinérant, dispose que « les animaux doivent être entretenus et entraînés dans des conditions qui visent à satisfaire leurs besoins biologiques et comportementaux, à garantir leur sécurité, leur bien-être et leur santé ».

L'article L.214-1 du Code rural affirme également que « tout animal étant un être sensible doit être placé par son propriétaire dans des conditions compatibles avec les impératifs biologiques de son espèce ».

Enfin, l'article R 214-17, 3° du même Code dispose qu'il est interdit de placer et de maintenir des animaux « un habitat ou un environnement susceptible d'être, en raison de son exigüité, de sa situation inappropriée aux conditions climatiques supportables par l'espèce considérée ou de l'inadaptation des matériels, installations ou agencements utilisés, une cause de souffrances, de blessures ou d'accidents ».

Délibération n°V2018-417

Or, on observe que certains cirques en activité à Montpellier continuent à mettre en scène des spectacles avec des animaux sauvages qui sont inadaptés à leurs caractères physiologiques, au prix d'un dressage et d'un confinement reconnus comme étant incompatibles avec les impératifs biologiques des espèces.

Pourtant, une nouvelle culture du cirque refusant l'exploitation animale recueille un grand succès populaire, confirmé par le succès de *La Métropole fait son cirque*, évènement composé d'une dizaine de spectacles de cirque sans animaux.

La Ville de Montpellier souhaite donc s'engager aux côtés de plus de 70 communes (Rennes, Paris, Bastia...), de nombreux Etats (Allemagne, Autriche, Belgique, Danemark, Finlande, Grèce, Hongrie, Portugal, Suède...) et de la société civile et notamment des associations de défense du bien-être animal de la Ville de Montpellier.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'émettre le vœu que l'Etat se positionne en 2019 pour interdire la présence d'animaux sauvages dans les cirques ;
- Dans l'attente d'une telle réglementation, que la Ville de Montpellier utilise toutes les compétences à sa disposition pour interdire dès 2019 la venue de cirques utilisant des animaux sauvages sur son territoire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 54 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 5 voix

M. Djamel BOUMAAZ, Mme Nancy CANAUD, M. Jacques DOMERGUE, M. Christian DUMONT, Mme Audrey LLEDO.

Fait à Montpellier, le 11 décembre 2018

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 12 décembre 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mercredi 28 novembre 2018

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-huit novembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Hors Délégation

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Djamel BOUMAAZ, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOL, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Henri DE VERBIZIER, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Jérémie MALEK ayant donné pouvoir à Samira SALOMON, Chantal MARION ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Fabien ABERT, Caroline NAVARRE ayant donné pouvoir à Patrick RIVAS.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Anne BRISSAUD, Cédric DE SAINT JOUAN, Jacques DOMERGUE, Patrick VIGNAL, Rabii YOUSSEF

Don de matériels scolaires à la commune de Conques-sur-Orbiel (Aude) sinistrée dans le cadre des intempéries des 14 et 15 octobre 2018

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

A la suite des inondations qui ont touché le département l'Aude les 14 et 15 octobre derniers, un dispositif de grande envergure a été déployé pour porter secours à la population, et les actes de solidarité se sont multipliés en faveur des communes sinistrées.

Bien qu'épargnée par ces récentes intempéries, Montpellier connaît l'ampleur des ravages que ces épisodes climatiques peuvent générer.

Aussi, il est apparu indispensable que la Ville participe à cet élan fraternel pour accompagner les habitants du département de l'Aude dans cette épreuve.

La reprise de la « vie quotidienne » est un facteur important pour surmonter un tel sinistre, particulièrement pour les enfants et les familles touchées par les intempéries. La réouverture des écoles, maillon essentiel de

Délibération n°V2018-418

l'apprentissage à la citoyenneté, participe aussi aux dialogues sur cet épisode traumatisant pour mieux le surmonter.

La commune de Conques-sur-Orbiel, particulièrement touchée par les inondations, a lancé un appel sur les réseaux sociaux pour solliciter un don de matériel scolaire, afin que la reprise de la scolarité des enfants de la commune soit possible dès la rentrée des congés de Toussaint.

Souhaitant répondre à cet appel, et après inventaire, la Ville de Montpellier a pu mobiliser le matériel suivant :

- 1 classe maternelle, comprenant 30 tables et 30 chaises enfants, 1 bureau de maître et 1 chaise de maître, 1 meuble de rangement bas, 2 meubles à 15 cases, 1 meuble à 9 cases, 1 banquette en mousse 3 places, 1 banquette en mousse 2 places, 1 chariot peinture, 1 chevalet peinture sur pieds de 6 à 8 places, 1 bibliothèque sur pieds, 1 armoire haute, 1 lot de 6 meubles dinettes.
- 1 classe élémentaire, comprenant 30 tables et 30 chaises enfants, 1 bureau et 1 chaise de maître, 1 meuble bas, 2 rayonnages métalliques, 1 armoire haute.
- Du mobilier de réfectoire neuf : 7 tables rectangulaires élémentaires 4 places et 28 chaises et 12 tables rectangulaires maternelles 4 places et 48 chaises, 10 vestiaires métalliques pour agents, 2 chariots inox.
- Du mobilier neuf complémentaire : 30 chaises maternelles taille T1, 10 tableaux blancs sur roulettes, 1 chariot à peinture, 2 armoires basses, 3 bureaux de maîtres et 3 chaises de maîtres, 3 rayonnages bibliothèques élémentaires, 30 tables maternelles réglables, 30 chaises maternelles taille T2, 1 meuble de 15 cases avec bacs, 2 chevalets peinture sur pieds, 2 bibliothèques maternelles, 3 lots de 2 tri-cycles avec kit routier (panneaux de signalisation et cônes).
- Du mobilier d'occasion complémentaire : 2 armoires basses, 1 bac à livres élémentaire, 1 vaisselier de cantine, 1 tableau vert sur pieds, 2 tables rondes maternelles, 1 bureau de maître.

Il est donc proposé d'approuver le don de ces éléments à la commune de Conques-sur-Orbiel, sous la forme de l'attribution d'une subvention en nature d'un montant valorisable de 33 000€.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'attribuer ce don de matériels scolaires à la commune de Conques-sur-Orbiel, sous la forme de l'attribution d'une subvention en nature d'un montant valorisable de 33 000€, qui sera donc portée à ce titre au compte administratif de la Ville ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Délibération n°V2018-418

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 11 décembre
2018**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 12 décembre 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mercredi 28 novembre 2018

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-huit novembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Hors Délégation

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Henri DE VERBIZIER, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Jérémie MALEK ayant donné pouvoir à Samira SALOMON, Chantal MARION ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Fabien ABERT, Caroline NAVARRE ayant donné pouvoir à Patrick RIVAS.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Cédric DE SAINT JOUAN, Patrick VIGNAL

Rapport annuel sur la situation en matière d'égalité entre les femmes et les hommes

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

L'égalité entre les femmes et les hommes constitue depuis 1946 un principe constitutionnel, rappelé pour ce qui concerne la fonction publique par la loi du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires.

L'égalité de droits et de statuts entre femmes et hommes est garantie par la loi, toutefois l'égalité réelle reste encours de construction et les employeurs publics se doivent de faire preuve d'exemplarité dans cette démarche.

Dans ce cadre, comme le prévoient la loi n°2014-783 du 4 août 2014 et le décret n°2015-761 du 24 juin 2015 est présenté au Conseil Municipal un rapport annuel en matière d'égalité entre les femmes et les hommes.

Ce rapport appréhende tout d'abord la collectivité comme employeur au travers d'un rapport de situation comparée, d'un bilan des actions menées et d'orientations d'actions à mener.

Il présente également les politiques menées sur le territoire en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes et détaille enfin la situation sur la politique des ressources humaines de la Ville de Montpellier en matière d'égalité entre les femmes et les hommes.

Délibération n°V2018-419

Ce rapport a été présenté au Comité Technique de la Ville de Montpellier lors de sa séance du 21 novembre 2018.

En conséquence il est proposé au Conseil municipal :

- de prendre acte du rapport annuel sur la situation en matière d'égalité entre les femmes et les hommes ;
- d'autoriser l'autorité territoriale à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 59 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 11 décembre 2018

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 12 décembre 2018

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Rapport

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mercredi 28 novembre 2018

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-huit novembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Hors Délégation

Présents :

Fabien ABERT, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Djamel BOUMAAZ, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Mustapha MAJDOUL, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Perla DANAN ayant donné pouvoir à Mustapha MAJDOUL, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Henri DE VERBIZIER, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Henri MAILLET ayant donné pouvoir à Nicole LIZA, Jérémie MALEK ayant donné pouvoir à Samira SALOMON, Chantal MARION ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOSSI, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Fabien ABERT, Caroline NAVARRE ayant donné pouvoir à Patrick RIVAS.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Anne BRISSAUD, Cédric DE SAINT JOUAN, Jacques DOMERGUE, Patrick VIGNAL

Débat d'orientations budgétaires 2019

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Selon l'article L2312-1 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), un rapport d'orientations budgétaires doit être présenté aux membres du Conseil municipal et être suivi d'un débat dans les deux mois précédant le vote du budget.

Il est précisé que ce rapport est annexé à la présente délibération, et que le débat d'orientation budgétaire doit faire l'objet d'un vote.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de prendre acte de la tenue du débat d'orientations budgétaires pour l'exercice 2019 ;
- de prendre acte de la communication du rapport d'orientations budgétaires joint à la présente délibération ;
- de se prononcer sur le débat d'orientations budgétaires et le rapport d'orientations budgétaires.

Le Conseil prend acte de la tenue du débat d'orientation budgétaires 2019 et de la communication du rapport d'orientations budgétaires.

Ces dispositions sont mises au vote.

Délibération n°V2018-420

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 58 voix

Contre : 1 voix

Abstention : 1 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 11 décembre
2018**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 12 décembre 2018

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Rapport du débat d'orientation budgétaire 2019.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mercredi 28 novembre 2018

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-huit novembre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Urbanisme et Aménagement durable

Présents :

Fabien ABERT, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Djamel BOUMAAZ, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÈCHE, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Mustapha MAJDOUL, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Perla DANAN ayant donné pouvoir à Mustapha MAJDOUL, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Henri de VERBIZIER, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÈCHE, Henri MAILLET ayant donné pouvoir à Nicole LIZA, Jérémie MALEK ayant donné pouvoir à Samira SALOMON, Chantal MARION ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Fabien ABERT, Caroline NAVARRE ayant donné pouvoir à Patrick RIVAS.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Anne BRISSAUD, Cédric DE SAINT JOUAN, Jacques DOMERGUE, Patrick VIGNAL

PREFECTURE DE L'HERAULT
ARRIVEE I.E. :

14 DEC. 2018

BUREAU DU COURRIER

Quartier Croix d'Argent - Secteur Hauts Croix d'Argent Lancement d'un projet de renouvellement urbain Lancement d'une procédure de Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Objectifs et modalités d'association du public

Madame l'Adjointe déléguée à l'Urbanisme opérationnel, Chantal MARION, rapporte :

Dans le cadre de sa politique de renouvellement urbain, de réinvestissement des quartiers existants et de requalification des espaces publics, la Ville de Montpellier a décidé d'entreprendre le réaménagement d'un périmètre situé dans le quartier Croix d'Argent, entre l'avenue de Toulouse, l'avenue Villeneuve d'Angoulême, la rue Jacques Bounin et la rue François Mireur/boulevard Pedro de Luna.

Ce secteur de la ville tend à évoluer du fait de plusieurs facteurs :

- d'une part, à l'ouest de l'avenue de Toulouse, le projet d'aménagement de l'EAI prévoit le développement de logements, d'activités et de commerces et un programme d'équipements publics intégrant, en particulier, un grand parc de 20 ha ;
- d'autre part, un programme de démolition/reconstruction de logements sur des terrains appartenant à Hérault Habitat entraînant une évolution urbaine conséquente.

Délibération n°V2018-421

Dans ce contexte, la Ville a souhaité saisir l'opportunité de repenser l'organisation du secteur en termes de perméabilités, de liaisons avec les équipements publics, des possibilités de requalification d'espaces publics, tout en encadrant la forme et la mixité urbaines. Par délibération du Conseil municipal du 17 décembre 2015, la Ville de Montpellier a instauré un périmètre d'étude conformément au code de l'urbanisme sur ce secteur de ville.

Devant le constat d'une complexité de projet et en vue de définir les conditions de faisabilité de cette opération, la Ville a confié, en décembre 2015 à la SA3M (Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole), un mandat d'études préalables. Ce mandat a permis de faire réaliser en son nom et pour son compte un programme d'études en vue de désigner un architecte urbaniste en chef, accompagné d'un bureau d'études techniques pour réaliser une étude urbaine (plan de référence, phasage opérationnel ...).

Sur un périmètre d'intervention prioritaire, Hérault Habitat, propriétaire des bâtiments de logements, a décidé de lancer une opération de démolition et de rénovation de son patrimoine, en conservant certains immeubles et en proposant une démolition/construction des autres bâtiments. La Métropole, propriétaire des voiries est également impliqué dans ce processus de renouvellement urbain. La Ville de Montpellier, à l'initiative du mandat d'études, accompagnera le projet afin que les différents objectifs soient respectés.

Compte tenu de l'ampleur de l'opération d'aménagement de renouvellement urbain proposée et du souhait de mener ce projet dans le cadre d'une procédure de ZAC, une concertation préalable est rendue obligatoire eu égard aux articles L.103-2, L103-3 et L103-4 du code de l'urbanisme.

Ainsi conformément à ces dispositions, il convient de définir les objectifs poursuivis par cette future opération d'aménagement et les modalités de concertation.

En conséquence, il est proposé de retenir pour ce projet de ZAC, les objectifs suivants :

- Renouveler le quartier sur un principe de mixité sociale ;
- Garantir une ouverture urbaine avec les quartiers alentours ;
- Valoriser la qualité paysagère du site ;
- Conférer au quartier une image plus urbaine, en rapport avec sa proximité du centre-ville ;
- Développer des espaces publics de qualité en s'appuyant sur leurs valeurs d'usages ;
- Assurer le renouvellement et le maintien de l'offre de services de proximité.

En référence au nom historique du quartier sur lequel la zone d'aménagement concerté est envisagée, et par sa capacité d'identification aisée des lieux, il est proposé de dénommer l'opération d'urbanisme projetée « ZAC des Hauts de la Croix d'Argent ».

L'article L.103-2 du code de l'urbanisme précité indique notamment que doivent être associés, pendant toute la durée de l'élaboration du projet, les habitants, les associations locales et les autres personnes concernées.

Il est donc proposé d'organiser la concertation relative au projet de renouvellement urbain et de création de la ZAC, selon les modalités énumérées ci-après :

- une publication d'un article dans le journal municipal « Montpellier Notre Ville » ;
- une publication sur le site internet de la ville de Montpellier ;
- une réunion publique de concertation sera organisée pour présenter le projet et échanger avec la population ;
- une mise à disposition du public, pour une durée d'au moins 15 jours, d'un dossier relatif au projet ainsi qu'un registre permettant au public de consigner ses observations à l'Hôtel de Ville de Montpellier aux jours et heures d'ouvertures habituels.

A l'issue de la concertation préalable, et conformément à l'article L103-6 du code de l'urbanisme, le bilan sera arrêté par délibération du Conseil Municipal.

Délibération n°V2018-421**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'affirmer le principe d'aménagement du secteur des Hauts de la Croix d'Argent sous forme d'une opération de renouvellement urbain et d'une zone d'aménagement concerté (ZAC) ;
- d'approuver la désignation de cette zone d'aménagement concerté sous l'appellation « ZAC des Hauts de la Croix d'Argent » ;
- d'adopter les objectifs d'aménagements proposés, tels que définis ci-dessus ;
- d'engager la concertation préalable relative au projet de renouvellement urbain et au projet de ZAC et d'adopter les modalités définies ci-dessus ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 56 voix

Contre : 1 voix

Abstention : 1 voix

Ne prennent pas part au vote : 2 voix

M. Gérard CASTRE, M. Philippe SAUREL.

Fait à Montpellier, le 11 décembre 2018

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 12 décembre 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mercredi 28 novembre 2018

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-huit novembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Urbanisme et Aménagement durable

Présents :

Fabien ABERT, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Djamel BOUMAAZ, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÈCHE, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Mustapha MAJDOUL, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Perla DANAN ayant donné pouvoir à Mustapha MAJDOUL, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Henri DE VERBIZIER, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÈCHE, Jérémie MALEK ayant donné pouvoir à Samira SALOMON, Chantal MARION ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Fabien ABERT, Caroline NAVARRE ayant donné pouvoir à Patrick RIVAS.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Anne BRISSAUD, Cédric DE SAINT JOUAN, Jacques DOMERGUE, Nicole LIZA, Patrick VIGNAL, Henri MAILLET.

PREFECTURE DE L'HERAULT
ARRIVEE LE :

14 DEC. 2018

BUREAU DU COURRIER

Quartier Croix d'Argent -

Protocole d'accord relatif à l'opération de renouvellement urbain des Hauts de la Croix d'Argent entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole et Hérault Habitat - approbation

Madame l'Adjointe déléguée à l'Urbanisme opérationnel, Chantal MARION, rapporte :

Dans le cadre de sa politique de renouvellement urbain, de réinvestissement des quartiers existants et de requalification des espaces publics, la Ville de Montpellier a décidé de lancer le réaménagement d'un périmètre situé dans le quartier Croix d'Argent, entre l'avenue de Toulouse, l'avenue Villeneuve d'Angoulême, la rue Jacques Bounin et la rue François Mireur/boulevard Pedro de Luna.

Ce secteur de la ville tend à évoluer du fait de plusieurs facteurs :

- d'une part, à l'ouest de l'avenue de Toulouse, le projet d'aménagement de l'EAI prévoit le développement de logements, d'activités et de commerces et un programme d'équipements publics intégrant, en particulier, un grand parc de 20 ha ;
- d'autre part, un programme de démolition/reconstruction de logements sur des terrains appartenant à Hérault Habitat entraîne une évolution urbaine conséquente.

Délibération n°V2018-422

Dans ce contexte, la Ville a souhaité saisir l'opportunité de repenser l'organisation du secteur en termes de perméabilités, de liaisons avec les équipements publics, des possibilités de requalification d'espaces publics, tout en encadrant la forme et la mixité urbaines.

Par délibération du Conseil municipal du 17 décembre 2015 la Ville a instauré un périmètre d'études conformément aux dispositions du code de l'urbanisme en vigueur.

En vue de définir les conditions de faisabilité technique, administrative et financière de cette opération, la commune a décidé de lancer un programme d'études préalables permettant de se prononcer sur son opportunité, d'en arrêter distinctement la localisation et le programme et, d'en préciser les modalités de réalisation éventuelle.

La Ville de Montpellier a donc confié à la SA3M, dans le cadre d'un mandat d'études entrée en vigueur en décembre 2015, le soin de faire réaliser en son nom et pour son compte des études préalables sur un périmètre d'environ 45 ha.

L'objectif recherché par la Ville de Montpellier consiste à :

- Renouveler le quartier sur un principe de mixité sociale ;
- Garantir une ouverture urbaine avec les quartiers alentours ;
- Valoriser la qualité paysagère du site ;
- Conférer au quartier une image plus urbaine, en rapport avec sa proximité du centre-ville ;
- Développer des espaces publics de qualité en s'appuyant sur leurs valeurs d'usages ;
- Assurer le renouvellement et le maintien de l'offre de services de proximité.

Sur un périmètre d'intervention prioritaire, Hérault Habitat, propriétaire des bâtiments de logements, a décidé de lancer une opération de démolition et de rénovation de son patrimoine, en conservant certains bâtiments et en proposant une démolition/construction des autres immeubles.

Il est précisé que la Métropole est propriétaire des voiries. La Ville de Montpellier, à l'initiative du mandat d'études, accompagnera le projet afin que les différents objectifs soient respectés.

A l'issue du mandat d'études, il est envisagé la mise en place d'une concession d'aménagement qui permettrait la désignation d'un ensemblier de cette opération de requalification.

Le présent protocole a pour objectifs de :

- Préciser les caractéristiques essentielles de l'opération immobilière envisagée par la Ville, la Métropole de Montpellier et Hérault Habitat en intégrant de futurs promoteurs (périmètre, programme, scénario de montage de l'opération) ;
- Déterminer les premiers équilibres financiers prévisionnels du montage ;
- Définir les délais prévisionnels de réalisation ;
- Acter les points d'accord résultant des réflexions et échanges menés et préciser la gouvernance ;
- Indiquer les modalités d'intégration de ce projet immobilier dans le périmètre plus large en cohérence avec la politique de renouvellement urbain.

Dans le cadre du mandat d'études, un architecte-urbaniste a été retenu au 2^{ème} trimestre 2018 qui va élaborer le « plan guide » de la future opération des Hauts de la Croix d'Argent. En ce sens, au fur et à mesure de la réalisation de l'étude urbaine, les hypothèses décrites dans le présent protocole pourront être précisées.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes du protocole d'accord intégrant l'ensemble des parties ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Délibération n°V2018-422

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 54 voix

Contre : 1 voix

Abstention : 1 voix

Ne prennent pas part au vote : 2 voix

M. Gérard CASTRE, M. Philippe SAUREL.

**Fait à Montpellier, le 11 décembre
2018**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 12 décembre 2018

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Protocole VD 18 10 18.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

PROTOCOLE D'ACCORD

OPERATION DE RENOUVELLEMENT URBAIN DES HAUTS DE LA CROIX D'ARGENT

Entre :

LA VILLE de MONTPELLIER, sise Hôtel de Ville, 1 place Georges Frêche à Montpellier (34267 Cédex 2), représentée par

Et

Montpellier Méditerranée Métropole, sise 50 Place de Zeus à Montpellier (34961), représentée par

Et

HERAULT HABITAT, sis 100, rue de l'Oasis à Montpellier (34085), représenté par son Directeur Général, Monsieur Jean Pierre PUGENS

EXPOSE

Dans le cadre de sa politique de renouvellement urbain, de réinvestissement des quartiers existants et de requalification des espaces publics, la Ville de Montpellier a décidé de lancer le réaménagement d'un périmètre situé dans le quartier Croix d'Argent, entre l'avenue de Toulouse, l'avenue Villeneuve d'Angoulême, la rue Jacques Bounin et la rue François Mireur/boulevard Pedro de Luna.

Ce secteur de la Ville tend à évoluer du fait de plusieurs facteurs :

- D'une part, à l'ouest de l'avenue de Toulouse, le projet d'aménagement de l'EAI prévoit le développement de logements, d'activités et de commerces et un programme d'équipements publics intégrant, en particulier, un grand parc de 20 ha.
- D'autre part, un programme de démolition/reconstruction de logements sur des terrains appartenant à Hérault Habitat entraînant une évolution urbaine conséquente.

En vue de définir les conditions de faisabilité technique, administrative et financière de cette dernière, la commune a décidé de lancer un programme d'études préalables permettant :

- de se prononcer sur son opportunité,
- d'en arrêter distinctement la localisation et le programme et,
- d'en préciser les modalités de réalisation éventuelle.

La Ville de Montpellier a confié à la SA3M, dans le cadre d'un mandat d'études, le soin de faire réaliser en son nom et pour son compte des études préalables sur un périmètre d'environ 45 ha.

L'objectif recherché par la Ville de Montpellier consiste à :

- Renouveler le quartier sur un principe de mixité sociale,
- Garantir une ouverture urbaine avec les quartiers alentours,
- Valoriser la qualité paysagère du site,
- Conférer au quartier une image plus urbaine, en rapport avec sa proximité du centre-ville,
- Analyser les usages et développer des espaces publics de qualité,
- Assurer le renouvellement et le maintien de l'offre de services de proximité

Plusieurs scénarii sont étudiés suivant les échanges menés avec les différents acteurs : conservation de bâtiments, démolition/construction neuve avec conservation de l'antenne sociale du quartier.

Ces scénarii pourront intégrer et mixer différentes de ces options suivant les coûts induits par cette opération de Renouvellement urbain.

Sur un périmètre d'intervention prioritaire, Hérault Habitat, propriétaire des bâtiments de logements, a décidé de lancer une opération de rénovation de son patrimoine, en conservant certains immeubles et en proposant une démolition/construction des autres immeubles.

Il est précisé que la Métropole est propriétaire des voiries. La Ville de Montpellier, à l'initiative du mandat d'études, accompagnera le projet afin que les différents objectifs soient respectés.

A l'issue du mandat d'études, il est envisagé la mise en place d'une concession d'aménagement qui permettrait la désignation d'un ensemblier de cette opération de requalification.

Le présent protocole a pour objectifs :

- de déterminer les caractéristiques essentielles de l'opération immobilière envisagée par Hérault Habitat en intégrant de futurs promoteurs (périmètre, programme, scénario de montage de l'opération),
- de déterminer les premiers équilibres financiers prévisionnels du montage,
- de définir les délais de réalisation,
- d'acter les points d'accord résultant des réflexions et échanges menés entre les différents acteurs en présence et de préciser la gouvernance,
- de définir les modalités d'intégration de ce projet immobilier dans le périmètre plus large en cohérence avec la politique de renouvellement urbain vue ci-avant.

Dans le cadre du mandat d'études, un architecte-urbaniste sera retenu au 2^{ème} trimestre 2018 qui permettra de définir le « plan guide » de la future opération dite des Hauts de la Croix d'Argent. En ce sens, au fur et à mesure de la réalisation de l'étude urbaine, les hypothèses décrites dans le présent protocole pourront être précisées.

Ceci exposé, les parties ont convenu ce qui suit.

A. Le projet urbain et ses modalités de mise en œuvre

1. Périmètre de l'opération des Hauts de la Croix d'Argent

L'étude urbaine des Hauts de la Croix d'Argent porte sur un périmètre large d'environ 45 hectares identifié en annexe 1.

Un périmètre d'intervention prioritaire a été identifié sur lequel Hérault Habitat est actuellement propriétaire d'environ 9 hectares, occupés par 14 bâtiments soit 617 logements à usage d'habitation et d'une surface commerciale (cf annexe 2) et Montpellier Méditerranée Métropole est propriétaire d'environ 1 hectare de voiries publiques et d'espaces publics.

Plusieurs parcelles privées mutables sont contiguës à ce périmètre et pourront bénéficier de la dynamique de renouvellement urbain de ce secteur. Elles sont donc intégrées dans le périmètre global d'opération des Hauts de la Croix d'Argent (annexe1)

2. Montage envisagé

L'objectif recherché est de pouvoir revaloriser le foncier appartenant à Hérault Habitat par un remembrement du foncier sur le secteur et de réaliser les équipements publics y afférents tout en respectant un équilibre économique pour l'ensemble des intervenants.

Pour ce faire Hérault Habitat céderait une partie de son patrimoine préalablement démolie à la ville de Montpellier ou à son concessionnaire aménageur.

Ce dernier effectuerait un remembrement, réaliserait les équipements publics, et céderait le foncier remembré et aménagé pour partie à Hérault Habitat, pour partie à des promoteurs.

3. Engagement des parties

Hérault Habitat s'engage à procéder à la démolition des bâtiments existants sur les surfaces à céder à la Ville de Montpellier ou son concessionnaire aménageur au fur et à mesure de leur libération par les locataires.

Hérault Habitat s'engage à céder à la Ville de Montpellier ou à son concessionnaire aménageur, les terrains nécessaires à l'opération selon le plan guide à définir conjointement y compris les terrains qui permettront la création d'espaces publics aménagés. Les terrains cédés seront libres de tous encombrants et de toutes occupations (locations) et seront affectés à la réalisation d'opérations de constructions de logements et bureaux.

Hérault Habitat restera propriétaire des 141 logements conservés (cf. annexe 3)

La Collectivité s'engage à remembrer les terrains acquis et à les aménager via son concessionnaire puis à céder à Hérault Habitat les terrains permettant la réalisation d'une opération de construction d'environ 431 logements correspondant à environ 30 170 m² de SDP et de densification de 300 logements auprès de promoteurs. L'emplacement de ces terrains sera défini d'un commun accord après la réalisation des études nécessaires et travaux de viabilisation.

Sous réserve de l'approfondissement des études réglementaires et du travail de définition du Plan Guide du projet de requalification établi par les urbanistes, les biens immobiliers nécessaires à la réalisation du futur projet urbain seront acquis par la collectivité compétente ou son aménageur auprès de Hérault Habitat par la signature d'une promesse de vente qui pourrait intervenir prévisionnellement au 1^{er} semestre 2019.

Dans le cadre de ces différentes transactions, les parties consulteront la Direction de l'Immobilier de l'Etat (DIE) conformément à la législation en vigueur avant rédaction des promesses de ventes afin d'obtenir un avis sur la valeur vénale des biens concernés.

4. Programme prévisionnel de constructions du secteur

Type de logements	Nombre de Logements	Surface moyenne par logement*	SDP	Mixité sociale
Logements conservés PLUS/PLAI par Hérault Habitat	186 (dont 45 de l'opération pionnière)	60	11160	68%
Logements à reconstruire PLUS/PLAI par Hérault Habitat	431	70	30 170	
Logements Libres développés par le futur aménageur	300	65	19 500	32%
TOTAL Programme	917		61 280 m ²	

* ≥ 60% de logements T3 et +

5. Opération pionnière et centre commercial avenue G Brassens.

Hérault Habitat a retenu un groupement Entreprise/Architecte afin de lancer une opération pionnière permettant d'assurer les relogements. Hérault Habitat a obtenu un permis de construire le 31 mai 2018.

Les travaux de construction démarreront en septembre 2018 pour une durée de 11 mois.

L'opération pionnière lancée par Hérault Habitat n'est pas prise en compte dans le montage financier (Acquisition/revente) mais reste intégrée dans le cadre du projet urbain en cours d'études.

Sur le traitement des commerces existants :

- Cette problématique n'est pas intégrée dans le présent protocole, néanmoins il sera demandé aux urbanistes de l'intégrer aux réflexions du plan guide urbain d'ensemble mais elle pourra être intégrée au projet après études des conditions de mise en œuvre et accord des parties.

- Equilibres financiers prévisionnels de la future opération de renouvellement urbain

Dans le cadre de cette opération de renouvellement urbain, Hérault Habitat prendra en charge :

- Le coût des démolitions des bâtiments situés sur les emprises foncières à céder à la collectivité ou son aménageur,
- La perte de la valeur nette comptable des bâtiments,
- La vacance en périodes transitoires,
- Les frais de relogement,
- L'accompagnement social des habitants.

Une simulation financière reprenant les dépenses et les recettes prévisionnelles de l'opération des Hauts de la Croix d'Argent a été réalisée.

a) Définition des dépenses estimatives HT de l'opération

- Acquisition par la collectivité compétente ou son aménageur des terrains à Hérault Habitat :
Estimation : 6 279 474 € déduction faite de l'acquisition liée à l'opération pionnière. (=7 000 000 € - 708 596 €),
- Frais de notaire, impôts et divers :
Estimation : 839 563 €
- Architecte-Urbaniste et géomètre :
Estimation : 688 000 €
- Etudes réglementaires diverses :
Estimation : 209 485 €
- Coût des aménagements urbains y compris les réseaux
Estimation : 7 438 200 €
- Rémunération de l'aménageur
Estimation : 2 111 540 €
- Frais financiers liés au décalage dans le temps entre les dépenses et les recettes
Estimation : 381 038 €

TOTAL DES DEPENSES prévisionnelles HT : 17 947 300 €

b) Définition des recettes estimatives de l'opération

L'un des objectifs du projet est d'intégrer de la mixité sociale sur ce secteur à hauteur de 32% de logements privés en accession libre.

- Charge foncière pour la cession de terrains à bâtir à Hérault Habitat pour la construction d'environ 431 logements (PLUS/PLAI), (non comprise l'opération pionnière de 45 logements)
Estimation : 7 240 800 € HT sur une base de 70m² de SDP par logement (30 170 m² x 240 € HT) / m² de SDP. Cette estimation ne prend pas en compte l'opération pionnière en cours de réalisation par Hérault Habitat. Il sera précisé que le montant de 240€ HT par m² de SDP est un prix de référence acté entre la Métropole et les bailleurs sociaux.

- Charge foncière pour la cession de terrains à bâtir aux promoteurs privés pour la construction d'environ 300 logements
Estimation : 9 652 500 € HT sur une base de 65 m² de SPD par logement (19 500 m² x 495 € HT) / m² de SPD.

Dans le périmètre du projet urbain, les autres acquéreurs pourront être amenés à contribuer au financement des équipements publics pour des montants et selon des modalités définies en fonction des procédures opérationnelles mises en œuvre (PUP, ZAC par exemple).

TOTAL DES RECETTES prévisionnelles HT : 17 947 300 €

Les parties conviennent qu'il s'agit ici d'un estimatif qui ne peut en aucun cas leur être opposé. Il s'agit d'une valeur estimative avant tout avis de la Direction Immobilière de l'Etat et avant la production du plan Guide. Une fois les montants définitifs établis, les promesses de vente viendront acter les cessions/acquisitions. Un avenant pourra venir modifier les montants énoncés ci-dessus après avis de la DIE et réalisation du bilan définitif de l'opération.

B. Calendrier prévisionnel des principales étapes à venir

- Opération pionnière : obtention du PC au 31 mai 2018; date de début des travaux : septembre 2018
- Désignation de l'urbaniste : T2 2018
- Validation des fondamentaux du projet urbain : 2^{ème} trimestre 2019
- Désignation du concessionnaire d'aménagement : 1^{er} semestre 2019

C. Signature d'une promesse de vente

Dans un délai de 12 mois à compter de la signature du présent protocole, sous réserve de l'approfondissement des études réglementaires et du travail de définition du Plan Guide du projet de requalification établi par l'architecte en chef, la Ville de Montpellier et Hérault Habitat procéderont à la signature d'une promesse de vente.

Celle-ci portera sur l'ensemble immobilier sis à Montpellier et ci-après désigné :

Section	N°	Adresse	Superficie cadastrale	Superficie cédée
EO	238	Résidence de Hérault Habitat	01ha67a64ca	Partielle à définir
EO	239	Résidence de Hérault Habitat	01ha88a18ca	totale
EO	241	Résidence de Hérault Habitat	34a10ca	totale
EO	243	Résidence de Hérault Habitat	32a23ca	totale
EO	448	Résidence de Hérault Habitat	49a36ca	totale
EO	449	Résidence de Hérault Habitat	02ha13a30ca	Partielle à définir
EO	450	Résidence de Hérault Habitat Servitude de passage pour l'accès au centre social	86ca	totale

L'acquisition aura lieu au fur et à mesure de la libération des terrains.

Les parties conviennent que l'application d'une clause de revoyure pourra venir modifier les superficies et les montants énoncés ci-dessus.

Les modalités définitives du prix de vente seront fixées d'un commun accord entre les parties et feront l'objet d'une demande d'avis de la Direction de l'immobilier de l'Etat conformément à la législation en vigueur avant rédaction de la promesse de vente.

La réitération par différents actes authentiques de la promesse de vente interviendra au plus tard au 2^{ème} semestre 2026 (date de fin prévisionnelle des acquisitions immobilières).

D. Gouvernance

Afin de piloter cette opération, les parties conviennent de mettre en place :

- Un Comité technique 3 fois par an minimum, réunissant les équipes opérationnelles (Ville de Montpellier, Métropole et Hérault Habitat).
- Un comité de pilotage 1 fois par an minimum, réunissant la Direction Générale de la Ville, de Montpellier Méditerranée Métropole, d'Hérault Habitat et de l'aménageur concessionnaire.

E. Confidentialité

Les parties conviennent de la totale confidentialité du présent protocole jusqu'au passage devant l'exécutif délibérant

Fait à Montpellier le

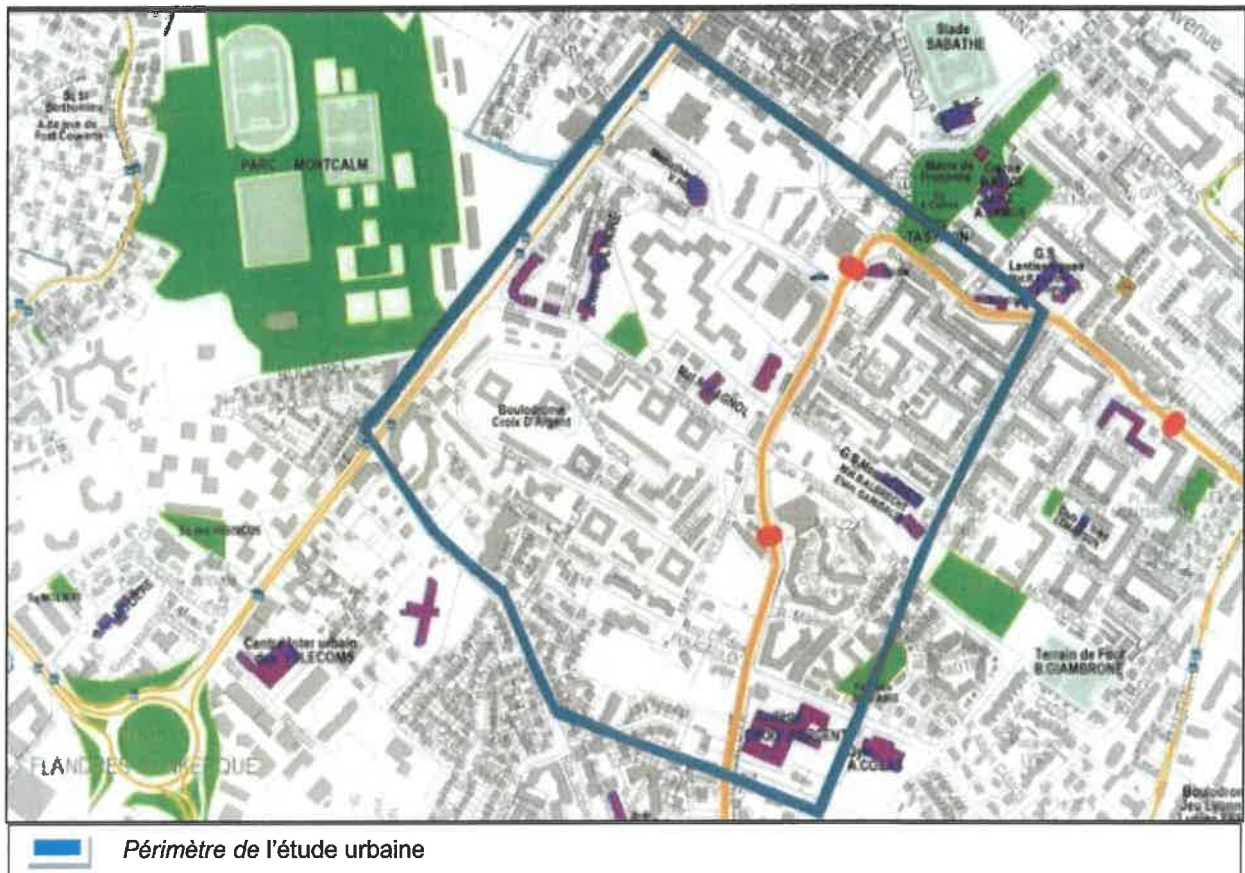
VILLE DE MONTPELLIER,
Représenté par

HERAULT HABITAT
Représenté par
Le Directeur Général
Monsieur Jean Pierre PUGENS

MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE
Représentée par

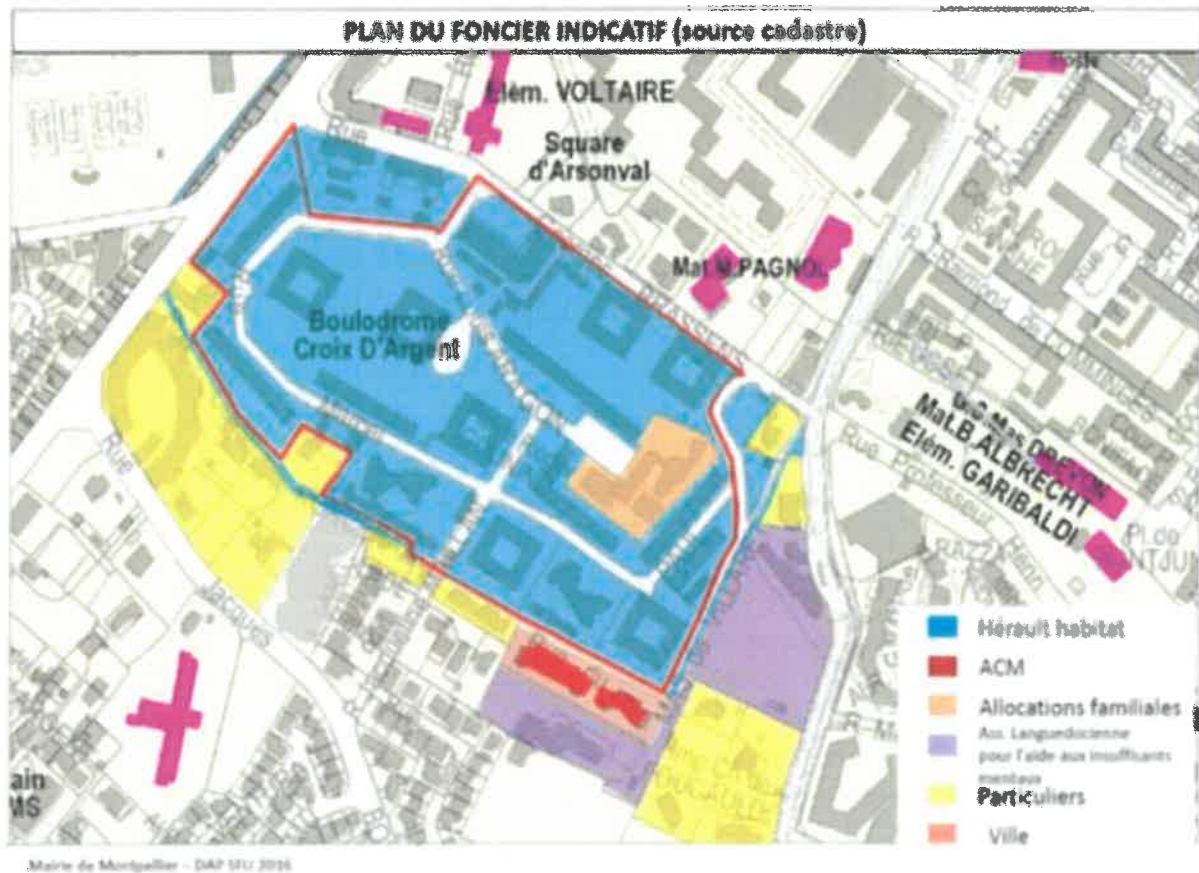
Annexes 1, 2, 3

ANNEXE 1 : Périmètre de l'étude urbaine



PREFECTURE DE L'HERAULT
ARRIVEE LE :
14 DEC. 2018
BUREAU DU COURRIER

ANNEXE 2 : Propriété foncière du site



ANNEXE 3 : Bâtiments conservés



Bâtiment à conserver représentant
141 logements et le centre social (*)



Séance ordinaire du mercredi 28 novembre 2018

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-huit novembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Urbanisme et Aménagement durable

Présents :

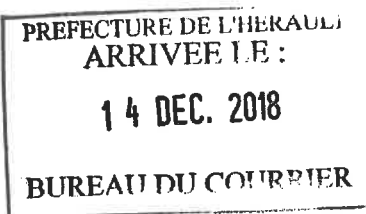
Fabien ABERT, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Daniel BOULET, Djamel BOUMAAZ, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Mustapha MAJDOUL, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Sabria BOUALLAGA ayant donné pouvoir à Daniel BOULET, Perla DANAN ayant donné pouvoir à Mustapha MAJDOUL, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Henri de VERBIZIER, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Henri MAILLET ayant donné pouvoir à Nicole LIZA, Jérémie MALEK ayant donné pouvoir à Samira SALOMON, Chantal MARION ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Fabien ABERT, Caroline NAVARRE ayant donné pouvoir à Patrick RIVAS.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Anne BRISSAUD, Cédric DE SAINT JOUAN, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Patrick VIGNAL



Quartier de la Pompignane : lancement d'une procédure de zone d'aménagement concerté. Objectifs et modalités d'association du public.

Madame l'Adjointe déléguée à l'Urbanisme opérationnel, Chantal MARION, rapporte :

Dans le cadre de sa politique de renouvellement urbain, de réinvestissement des quartiers existants et de requalification des espaces publics, la Ville de Montpellier a décidé d'entreprendre le réaménagement du quartier de la Pompignane.

- D'une superficie d'environ 100 hectares, ce quartier comprend notamment :
 - o Un parc industriel et technologique ;
 - o Des commerces, services et équipements en cœur de quartier et sur l'avenue de la Pompignane ;
 - o Des zones pavillonnaires et des secteurs d'habitat collectifs, dont un parc locatif social concentré surtout au nord du secteur.

Ce quartier a fait l'objet, dès 2009, de différentes études partielles conduites par la Ville de Montpellier et permettant d'en affiner la connaissance.

Ces études ont fait notamment ressortir les caractéristiques suivantes :

- Coupure entre la partie basse du quartier (secteurs résidentiels) et la partie haute (plateau technologique et industriel) ;
- Faiblesse de la diversité sociale et de la diversité des typologies d'habitat ;
- Insuffisance des relations entre le quartier et le fleuve « le Lez » qui le borde et lui confère un potentiel paysager remarquable ;
- Désuétude des structures commerciales existantes ;
- Surdimensionnement des espaces de circulation voués à l'automobile et faiblesse des espaces publics affectés aux modes doux (piétons, cycles, transports en commun, etc.).

Un dialogue compétitif a été mené pour désigner l'architecte en chef du projet global en 2014. L'équipe retenue est constituée de l'agence d'architecture Castro Denissof Associés, du paysagiste Praxys et du BET BE-RIM.

La complexité globale de l'opération de renouvellement urbain du quartier de la Pompignane a cependant imposé de définir prioritairement le processus de définition du projet.

En ce sens, la Ville de Montpellier a donc décidé :

- Par délibération n° 2016/49, en date du 25 février 2016, déposée en Préfecture de l'Hérault le 2 mars 2016, d'élaborer un projet d'aménagement et d'organiser pendant la durée de cette élaboration, une concertation auprès des habitants, associations locales et autres personnes concernées, dont le bilan a été tiré par délibération n°313 en date du 29 septembre 2016 ;
- Par délibération n° 2016/314 en date du 29 septembre 2016, de mettre en œuvre ce projet d'aménagement et de désigner la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), en qualité de Concessionnaire d'aménagement, et de lui confier les tâches nécessaires à la réalisation de cette opération d'aménagement dans le cadre d'une concession d'aménagement.

Les principaux enjeux et objectifs poursuivis pour ce projet global sont définis comme suit :

- L'affirmation de la centralité urbaine du quartier (équipements publics, espaces publics, commerces & services, densité adaptée, forme urbaine, ...) ;
- Une programmation immobilière assurant le renouvellement urbain du quartier, et recherchant une plus grande mixité sociale et fonctionnelle ;
- L'amélioration et le développement des espaces publics et des modes de circulation doux (piétons, vélos) garantissant une transversalité inter-quartier et le lien avec le centre-ville ;
- L'accompagnement qualitatif des projets immobiliers d'initiative privée (espaces publics, paysage, architecture et intégration des projets dans leur site, ...) ;
- L'amélioration de la protection hydraulique du quartier et sa valorisation paysagère.

Pour ce faire, compte tenu de la nature de renouvellement urbain de ce projet d'ampleur, mais aussi du potentiel de mutabilité urbaine confronté à différentes réalités de terrain (secteurs de lotissements et habitats individuels, secteurs d'activités économiques, friches industrielles ou commerciales et bâtiments en désuétude, copropriétés privées ou ensembles d'habitat collectif social constitués, ...), compte tenu également de la nature des propriétés foncières et de l'origine des initiatives (publiques, privées) relatives aux projets recensés, différents modes opératoires sont apparus nécessaires et utiles pour engager le projet global de renouvellement urbain du quartier de la Pompignane.

Concernant spécifiquement les secteurs du Cœur de Quartier (s'étirant des bords du Lez au coteau via l'avenue Alphonse Juin) et des Balcons de Pinville (compris entre la rue de Pinville et le site d'IBM) – ces deux

Délibération n°V2018-423

secteurs étant reliés entre eux par la rue Pierre Sépard et formant un seul et même périmètre, il s'avère opportun d'engager une procédure de zone d'aménagement concerté (ZAC), du fait notamment des enjeux urbains et de la capacité de mutation de ce secteur, dont une partie importante est sous le contrôle foncier de la Collectivité.

En conséquence, il convient de définir les objectifs poursuivis ainsi que les modalités de concertation préalable du public, conformément aux dispositions combinées des articles L.103-2 et L.300-4 du Code de l'urbanisme, en vue de la création de la ZAC

Les objectifs poursuivis pour ce projet de ZAC, lesquels reprennent pour partie les objectifs généraux du projet global de renouvellement urbain en les précisant, sont les suivants :

- Le confortement du cœur de quartier (commerces, services, équipements), relai de proximité à l'échelle de la Pompignane, autour de la constitution d'un espace public majeur paysager ;
- La diversification des types d'habitat et la création de nouveaux logements afin de garantir une mixité de populations et un renouvellement des formes urbaines ;
- La prise en compte des espaces public et du paysage pour constituer des liens vers les entités paysagères du quartier (Parc Rimbaud, rives boisées du Lez, parc des Pastourelles, espace boisé rue Marie Durand, espace paysager à constituer sur les Balcons de Pinville, en lien avec des entités paysagères alentours (parc du domaine de la Pompignane, Parc des hauteurs (Grammont), dans une logique de lien affirmé entre les berges du Lez et le plateau de la Pompignane ;
- La constitution d'un nouveau quartier d'habitat mixte sur le secteur des Balcons de Pinville, formant une couture urbaine entre les lotissements existants et le campus technologique de la Pompignane, doté d'une vaste promenade plantée donnant à voir la ville et le paysage lointain ;
- L'accueil de nouveaux équipements publics et privés de proximité au sein des Balcons de Pinville ;
- L'amélioration de la protection contre le risque hydraulique ;
- Le développement des modes doux alternatifs à l'automobile, au sein du quartier ;
- La mise en œuvre d'une démarche globale de développement durable dans toutes ces actions.

En référence au nom historique du quartier sur lequel la zone d'aménagement concerté est envisagée, et par sa capacité d'identification aisée des lieux, il est proposé de dénommer l'opération d'urbanisme projetée « ZAC de la Pompignane ».

En accompagnement de la procédure de ZAC et de l'élaboration du projet de renouvellement urbain au sein de son périmètre, une association du public sera organisée lors d'une phase de concertation, dont les modalités seront les suivantes :

- un article relatif à cette concertation paraîtra dans le journal municipal ;
- une publication sur le site internet de la Ville de Montpellier sera effectuée ;
- une réunion publique de concertation sera organisée à Montpellier pour présenter le projet et échanger avec la population ;
- une mise à disposition du public, pour une durée d'au moins 15 jours, d'un dossier relatif au projet de ZAC, sera organisée à l'Hôtel de Ville de Montpellier, aux jours et heures d'ouverture habituels. Il comprendra:
 - la présente délibération ;
 - un plan de situation ;
 - un plan prévisionnel du périmètre de l'opération ;
 - une notice explicative des objectifs et enjeux du projet ;
 - un registre destiné à recueillir les observations du public.

Délibération n°V2018-423**En conséquence, il est au proposé au Conseil municipal :**

- d'affirmer le principe d'aménagement des secteurs Cœur de Quartier et Balcons de Pinville sous forme de zone d'aménagement concerté (ZAC) ;
- d'approuver la désignation de cette zone d'aménagement concerté sous l'appellation « ZAC de la Pompignane » ;
- d'adopter les objectifs d'aménagements proposés ;
- d'engager la concertation relative au projet de ZAC de la Pompignane et d'adopter les modalités définies ci-dessus ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 48 voix

Contre : 1 voix

Abstentions : 8 voix

Ne prennent pas part au vote : 2 voix

Mme Stéphanie JANNIN, M. Philippe SAUREL.

Fait à Montpellier, le 11 décembre 2018

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 12 décembre 2018

Liste des annexes transmises en Préfecture :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mercredi 28 novembre 2018

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-huit novembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Urbanisme et Aménagement durable

Présents :

Fabien ABERT, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Daniel BOULET, Djamel BOUMAAZ, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Mustapha MAJDOUL, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Sabria BOUALLAGA ayant donné pouvoir à Daniel BOULET, Perla DANAN ayant donné pouvoir à Mustapha MAJDOUL, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Henri DE VERBIZIER, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Henri MAILLET ayant donné pouvoir à Nicole LIZA, Jérémie MALEK ayant donné pouvoir à Samira SALOMON, Chantal MARION ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Fabien ABERT, Caroline NAVARRE ayant donné pouvoir à Patrick RIVAS.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Anne BRISSAUD, Cédric DE SAINT JOUAN, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Patrick VIGNAL



Quartier de la Pompignane : lancement d'une opération d'aménagement sur le secteur Pinville Nord. Objectifs et modalités d'association du public

Madame l'Adjointe déléguée à l'Urbanisme opérationnel, Chantal MARION, rapporte :

Dans le cadre de sa politique de renouvellement urbain, de réinvestissement des quartiers existants et de requalification des espaces publics, la Ville de Montpellier a décidé d'entreprendre le réaménagement du quartier de la Pompignane.

- D'une superficie d'environ 100 hectares, ce quartier comprend notamment :
 - Un parc industriel et technologique ;
 - Des commerces, services et équipements en cœur de quartier et sur l'avenue de la Pompignane ;
 - Des zones pavillonnaires et des secteurs d'habitat collectifs, dont un parc locatif social concentré surtout au nord du secteur.

Délibération n°V2018-424

Ce quartier a fait l'objet, dès 2009, de différentes études partielles conduites par la Ville de Montpellier et permettant d'en affiner la connaissance.

Ces études ont fait notamment ressortir les caractéristiques suivantes :

- Coupure entre la partie basse du quartier (secteurs résidentiels) et la partie haute (plateau technologique et industriel) ;
- Faiblesse de la diversité sociale et de la diversité des typologies d'habitat ;
- Insuffisance des relations entre le quartier et le fleuve « le Lez » qui le borde et lui confère un potentiel paysager remarquable ;
- Désuétude des structures commerciales existantes ;
- Surdimensionnement des espaces de circulation voués à l'automobile et faiblesse des espaces publics affectés aux modes doux (piétons, cycles, transports en commun, etc.).

Un dialogue compétitif a été mené pour désigner l'architecte en chef du projet global en 2014. L'équipe retenue est constituée de l'agence d'architecture Castro Denissof Associés, du paysagiste Praxys et du BET BE-RIM.

La complexité globale de l'opération de renouvellement urbain du quartier de la Pompignane a cependant imposé de définir prioritairement le processus de définition du projet.

En ce sens, la Ville de Montpellier a donc décidé :

- Par délibération n° 2016/49, en date du 25 février 2016, déposée en Préfecture de l'Hérault le 2 mars 2016, d'élaborer un projet d'aménagement et d'organiser pendant la durée de cette élaboration, une concertation auprès des habitants, associations locales et autres personnes concernées, dont le bilan a été tiré par délibération n°313 en date du 29 septembre 2016 ;
- Par délibération n° 2016/314 en date du 29 septembre 2016, de mettre en œuvre ce projet d'aménagement et de désigner la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), en qualité de Concessionnaire d'aménagement, et de lui confier les tâches nécessaires à la réalisation de cette opération d'aménagement dans le cadre d'une concession d'aménagement.

Les principaux enjeux et objectifs poursuivis pour ce projet global sont définis comme suit :

- L'affirmation de la centralité urbaine du quartier (équipements publics, espaces publics, commerces & services, densité adaptée, forme urbaine, ...) ;
- Une programmation immobilière assurant le renouvellement urbain du quartier, et recherchant une plus grande mixité sociale et fonctionnelle ;
- L'amélioration et le développement des espaces publics et des modes de circulation doux (piétons, vélos) garantissant une transversalité inter-quartier et le lien avec le centre-ville ;
- L'accompagnement qualitatif des projets immobiliers d'initiative privée (espaces publics, paysage, architecture et intégration des projets dans leur site, ...) ;
- L'amélioration de la protection hydraulique du quartier et sa valorisation paysagère.

Pour ce faire, compte tenu de la nature de renouvellement urbain de ce projet d'ampleur, mais aussi du potentiel de mutabilité urbaine confronté à différentes réalités de terrain (secteurs de lotissements et habitats individuels, secteurs d'activités économiques, friches industrielles ou commerciales et bâtiments en désuétude, copropriétés privées ou ensembles d'habitat collectif social constitués, ...), compte tenu également de la nature des propriétés foncières et de l'origine des initiatives (publiques, privées) relatives aux projets recensés, différents modes opératoires sont apparus nécessaires et utiles pour engager le projet global de renouvellement urbain du quartier de la Pompignane.

Concernant spécifiquement le secteur Pinville Nord (situé entre la rue de Salaison, la rue de Pinville, la limite nord du site IBM, et l'est de la ZAC Parc Eurêka), compte tenu de ses caractéristiques urbaines, de la genèse d'un projet immobilier d'initiative privée en son sein, et de la volonté publique d'engager le renou-

Délibération n°V2018-424

vement urbain du domaine de la Pompignane, il est apparu opportun d'accompagner et d'organiser ces mutations dans le cadre d'une opération d'aménagement publique cohérente. Les équipements publics rendus nécessaires par les constructions nouvelles au sein de cette opération pourront être financés dans le cadre de Projets Urbains Partenariaux.

En conséquence, il convient de définir les objectifs poursuivis ainsi que les modalités de la concertation préalable du public conformément aux dispositions combinées des articles L.103-2 et R.103-1 du Code de l'urbanisme compte tenu de l'estimation prévisionnelle du coût de réalisation des équipements public et de la création d'une opération d'aménagement spécifique.

Les objectifs poursuivis pour ce projet d'opération d'aménagement sur le secteur Pinville Nord, lesquels reprennent pour partie les objectifs généraux du projet global de renouvellement urbain en les précisant, sont les suivants :

- La création de nouvelles voiries et espaces publics permettant de mailler ce secteur en lien avec le reste du projet de renouvellement urbain, permettant l'amélioration et le développement des espaces publics et des modes de circulation doux (piétons, vélos), et garantissant une transversalité inter-quartier ;
- La réalisation d'un quartier d'habitat collectif mixte permettant une diversification des formes urbaines entre secteurs pavillonnaires et bâtiments d'activités du site ;
- L'accompagnement qualitatif des projets immobiliers d'initiative privée (espaces publics, paysage, architecture et intégration des projets dans leur site, ...) ;
- L'ouverture au public du parc du domaine de la Pompignane ;
- L'amélioration de la protection hydraulique du quartier et sa valorisation paysagère ;
- La mise en œuvre d'une démarche globale de développement durable dans toutes ces actions.

En référence au secteur considéré sur lequel l'opération d'aménagement est envisagée, il est proposé de la dénommer « Opération d'aménagement Pinville Nord ».

En accompagnement de cette opération d'aménagement et de l'élaboration du projet de renouvellement urbain au sein de son périmètre, une association du public sera organisée lors d'une phase de concertation, dont les modalités seront les suivantes :

- un article relatif à cette concertation paraîtra dans le journal municipal ;
- une publication sur le site internet de la Ville de Montpellier sera effectuée ;
- une réunion publique de concertation sera organisée à Montpellier pour présenter le projet et échanger avec la population ;
- une mise à disposition du public, pour une durée d'au moins 15 jours, d'un dossier relatif au projet, sera organisée à l'Hôtel de Ville de Montpellier, aux jours et heures d'ouverture habituels. Il comprendra :
 - o la présente délibération ;
 - o un plan de situation ;
 - o un plan prévisionnel du périmètre de l'opération ;
 - o une notice explicative des objectifs et enjeux du projet ;
 - o un registre destiné à recueillir les observations du public.

En conséquence, il est au proposé au Conseil municipal :

- d'affirmer le principe d'une opération d'aménagement sur le secteur Pinville Nord ;
- d'approuver la désignation de ce secteur sous l'appellation « Opération d'aménagement Pinville Nord » ;
- d'adopter les objectifs d'aménagements proposés ;
- d'engager la concertation relative au projet d'aménagement et aux voiries afférentes, et d'adopter les modalités définies ci-dessus ;

Délibération n°V2018-424

- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 49 voix

Contre : 1 voix

Abstentions : 7 voix

Ne prennent pas part au vote : 2 voix

Mme Stéphanie JANNIN, M. Philippe SAUREL.

Fait à Montpellier, le 11 décembre 2018

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 12 décembre 2018

Liste des annexes transmises en Préfecture :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mercredi 28 novembre 2018

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-huit novembre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Urbanisme et Aménagement durable

Présents :

Fabien ABERT, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Daniel BOULET, Djamel BOUMAAZ, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDÈS, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Mustapha MAJDOUL, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Sabria BOUALLAGA ayant donné pouvoir à Daniel BOULET, Perla DANAN ayant donné pouvoir à Mustapha MAJDOUL, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Henri DE VERBIZIER, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Henri MAILLET ayant donné pouvoir à Nicole LIZA, Jérémie MALEK ayant donné pouvoir à Samira SALOMON, Chantal MARION ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Fabien ABERT, Caroline NAVARRE ayant donné pouvoir à Patrick RIVAS.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Anne BRISSAUD, Cédric DE SAINT JOUAN, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Patrick VIGNAL



Quartier des Cévennes Zone d'Aménagement Concerté Beausoleil Bilan de la Concertation Approbation du dossier de création Mise à disposition du public

Madame l'Adjointe déléguée à l'Urbanisme opérationnel, Chantal MARION, rapporte :

Fin 2011, le commandement de la Région de gendarmerie du Languedoc Roussillon et le Groupement de gendarmerie départementale de l'Hérault ont quitté la caserne située 123 bis avenue de Lodève pour se réinstaller rue de Fontcouverte, sur le site de l'ancienne Ecole d'application de l'infanterie, laissant un site de 3 hectares désaffectés.

Saisissant cette opportunité, la Ville de Montpellier a alors manifesté son souhait de réinvestir ces terrains, propriété du Ministère de la Défense. Localisés entre l'avenue de Lodève, l'avenue Masséna et la rue de la Taillade, ils bénéficient en effet de la proximité du centre historique et d'une très bonne desserte depuis la mise en service de la ligne 3 du tramway en avril 2012. Une étude de recomposition urbaine a été lancée sur un périmètre élargi, afin de cerner la capacité de mutation du site : ces réflexions ont permis de définir un parti d'aménagement s'appuyant sur un programme mixte intégrant une extension de la clinique Beausoleil voisine, la création d'environ 260 logements et l'implantation de bureaux, commerces et services de proximité, pour une surface de plancher globale d'environ 37 500 m².

Délibération n°V2018-425

C'est sur cette base que la collectivité a engagé une négociation avec l'Etat dans l'objectif d'acquérir cette emprise. Relancés en juin 2014, ces échanges ont permis d'aboutir à un accord fin 2016 par lequel la ville de Montpellier a obtenu la propriété de l'ensemble du site à l'euro symbolique et peut désormais envisager la transformation de cette friche en un quartier ouvert et agréable à vivre.

S'inscrivant dans la dynamique de rééquilibrage de la Ville de Montpellier à l'Ouest face à l'important développement urbain de l'Est du territoire communal, ce nouveau quartier qu'il est proposé de dénommer « *quartier Beausoleil* » permettra de développer une offre de logements diversifiée, support de mixité sociale, dans un cadre de qualité à forte dominante paysagère ; il permettra également de composer un grand pôle de santé mutualiste en centre-ville, support de vie active dans le quartier et créateur d'environ 250 emplois. En effet, en complément du projet de développement de la clinique Beausoleil sur son site historique actuel, sont projetés sur une partie du terrain de l'ancienne gendarmerie l'aménagement d'une extension (centre de consultations externes, laboratoires, etc.) et l'accueil d'un établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendants (EHPAD).

La réalisation de cette opération d'aménagement a été confiée à la société SA3M dans le cadre de son intervention sur le secteur Nouveau Grand Cœur, par délibération du Conseil municipal en date du 28 avril 2016 approuvant l'avenant n°3 à la concession d'aménagement « Nouveau Grand Cœur 2013-2020 ».

Par délibération du 1^{er} février 2018, le Conseil municipal a défini les objectifs du projet et les modalités de la concertation.

La concertation sur le projet du dossier de création de la ZAC Beausoleil a été organisée selon les modalités d'information et d'organisation suivantes :

- une réunion publique de concertation organisée le 12 juillet 2018 à 18h au gymnase Ostermeyer. Cette réunion de concertation ayant été annoncée sur le site internet de la Ville de MONTPELLIER ainsi que par le biais d'un tractage en boîte aux lettres dans un périmètre élargi à celui de la ZAC ;
- une transmission du projet de création de la ZAC à la Chambre des Métiers et de l'Artisanat de l'Hérault, à la Chambre de commerce et d'Industrie de Montpellier et à la Chambre Régionale de l'Agriculture du Languedoc Roussillon, le 20 septembre 2018 ;
- un article dans le journal municipal « Montpellier notre ville » du mois de septembre 2018 ;
- une mise à disposition auprès du public du projet du dossier de création de la ZAC Beausoleil, du lundi 10 septembre au vendredi 12 octobre 2018 inclus, accompagné d'un registre où chacun a pu consigner ses observations.

Le projet du dossier de création de la ZAC soumis à la consultation était constitué par :

- un rapport de présentation ;
- un plan de situation ;
- un plan du périmètre de la future ZAC ;
- la délibération du Conseil municipal n°2018-004 en date du 1er février 2018 ;
- la décision de dispense d'étude d'impact après examen au cas par cas en date du 29 mars 2018.

Le bilan détaillé de la concertation organisée en accompagnement de l'élaboration du dossier de création de la ZAC Beausoleil (modalités, résultats et commentaires) est joint en annexe de la présente délibération. Il en résulte qu'aucune opposition particulière de la part du public, ni des Chambres Consulaires (Chambre des Métiers et de l'Artisanat de l'Hérault, Chambre de commerce et d'Industrie de Montpellier, Chambre Régionale de l'Agriculture du Languedoc Roussillon) n'a été exprimée sur le projet de création de la ZAC.

En application de l'article R.122-2 du Code de l'Environnement une demande d'examen au cas par cas relative au projet (n°2016- 004700) a été déposée et considérée complète par les services de la DREAL le 28 novembre 2016. Considérant que le projet présenté n'est pas susceptible d'entraîner des impacts notables sur l'environnement, la ZAC Beausoleil est donc dispensée d'étude d'impact.

Délibération n°V2018-425

C'est pourquoi, il est proposé au Conseil municipal d'approuver ce bilan de la concertation dans les termes qui sont proposés et d'approuver le dossier de création de la ZAC en l'état.

En conséquence il est proposé au Conseil municipal :

- de prendre acte et d'approuver le bilan de la concertation organisée sur le projet de création de la ZAC Beausoleil ;
- d'approuver le dossier de création de la ZAC Beausoleil ;
- de préciser, conformément aux dispositions de l'article L.112-2 du code de l'urbanisme, que l'obligation de versement lié au dépassement du plafond légal de densité (PLD) ne sera pas applicable aux constructions édifiées à l'intérieur de la ZAC Beausoleil ;
- de décider que les constructions qui seront édifiées à l'intérieur de la ZAC Beausoleil seront exclues du champ d'application de la taxe d'équipement (TLE), conformément aux dispositions de l'article 1585 du code Général des Impôts et de l'article 317 quater de l'annexe 2 du même code ;
- de dire que le dossier de création de la ZAC Beausoleil et le bilan de la concertation à laquelle il a donné lieu seront tenus à la disposition du public aux heures d'ouvertures des bureaux de la Mairie, de 8h30 à 12h et de 13h30 à 17h, à l'accueil de l'hôtel de Ville, 1 place Georges Frêche ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 56 voix

Contre : 1 voix

Abstention : 1 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

M. Philippe SAUREL.

Fait à Montpellier, le 11 décembre 2018

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 12 décembre 2018

Liste des annexes transmises en Préfecture :

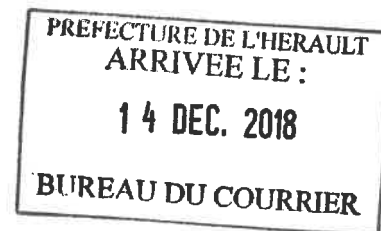
- Bilan de la concertation

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

ZONE D'AMENAGEMENT CONCERTÉ
Z.A.C. BEAUSOLEIL
DOSSIER DE CREATION



BILAN DE LA CONCERTATION

Lors du conseil municipal du 1^{er} février 2008, la Ville a adopté le principe de réalisation de ce nouveau quartier sous forme de zone d'aménagement concerté (Z.A.C.), a défini les objectifs d'aménagement de l'opération ainsi que les modalités relatives à la concertation du public.

1 – Modalités et résultats de la concertation

1.1 – Mise à disposition au public du projet de dossier de création de la ZAC Beausoleil, du lundi 10 septembre au vendredi 12 octobre 2018 inclus.

Ce dossier comprenait :

- un rapport de présentation ;
- un plan de situation ;
- un plan du périmètre de la future ZAC ;
- la délibération du Conseil Municipal de la Ville de MONTPELLIER n°2018-004 en date du 1^{er} février 2018 ;
- la décision de dispense d'étude d'impact après examen au cas par cas en date du 29 mars 2018
- un registre destiné à recueillir les observations du public.

Cet ensemble était accompagné d'un registre sur lequel chacun a pu consigner ses remarques et suggestions.

Pendant le délai de mise à disposition du dossier, quelques personnes sont venues le consulter et ont posé un certain nombre de questions. Au terme du délai de concertation du public, 6 personnes ont inscrit leurs remarques sur ce cahier.

▪ **1^{ère} remarque le 17 septembre :**

Objet de la remarque : Mme JOUI, s'attache tout d'abord à souligner le fait qu'il n'y avait pas de maquette mise à disposition du public dans le cadre de la concertation. Par ailleurs, cet avis vient féliciter la programmation de la future « coulée verte » en tant qu'espace vert paysager support de la nature en ville. De plus, Mme Jouï souligne l'adéquation entre la densité proposée par le projet et l'objectif d'une ville désirable.

Le reste de l'avis ne concernant pas directement le futur projet mais des questions foncières relatives au domaine de la Piscine.

Réponse : Etant donné le stade d'avancement du projet, une maquette n'était pas envisageable, elle pourrait être éventuellement réalisée dès lors que le projet sera défini plus précisément. L'opportunité de celle-ci est donc à l'étude.

▪ **2^{ème} remarque le 20 septembre :**

Objet de la remarque : le CHSCT de CDC HABITAT informe qu'il est venu consulter le dossier mis à disposition et ce dans le cadre de son déménagement dans des locaux dans la ZAC Beausoleil.

Réponse : Cette remarque n'appelle pas de réponse

▪ **3^{ème} remarque le 28 septembre :**

Objet de la remarque : Mme BERNARD Laurence est intéressé par la présence de locaux commerciaux sur la future ZAC et trouve la surface allouée (500 m²) un peu juste pour le

projet. Par ailleurs elle souhaite connaître les modalités d'informations sur les évolutions futures du projet, hormis celles qui seront faites dans le cadre du journal municipal « Montpellier notre ville ».

Réponse : les surfaces commerciales envisagées dans le projet viennent simplement compléter le maillage commercial existant afin de ne pas le fragiliser. Si besoin, la Ville informera le public au fur et à mesure de l'avancement du projet.

▪ **4^{ème} remarque le 8 octobre :**

Objet de la remarque : Le Comité de Quartier Saint Clément informe qu'il est venu consulter le dossier mis à disposition.

Réponse : Cette remarque n'appelle pas de réponse

▪ **5^{ème} remarque le 10 octobre :**

Objet de la remarque : M. Gilles MAUREY – 11 rue des lentisques – 34 070 Montpellier – Commission Haut Sorbes du Comité de quartier Saint Clément demande que les commerces situés en haut de la rue de Las Sorbes soient déplacés dans la future ZAC.

Réponse : La liberté d'implantation des commerces ne permet pas à une collectivité d'imposer une relocalisation, c'est à l'initiative privée de faire ce type de choix.

▪ **6^{ème} remarque le 12 octobre :**

Objet de la remarque : le souhait d'une personne qu'un projet d'habitat participatif soit développé sur le projet.

Réponse : Le principe de l'implantation d'un projet d'habitat participatif sera étudié par les services de la Ville.

1.2 – Réunions publiques de concertation le 12 juillet à 18h30 au gymnase Ostermeyer dans le quartier des Cévennes

Cette réunion fut présidée par Mme Chantal MARION, adjointe au Maire, déléguée à l'Urbanisme et l'Aménagement foncier opérationnels et Vice-présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, elle était accompagnée de :

- M. Abdi El Kandoussi, conseiller municipal spécial, président de la Tam
- M. Jean-Marc Di Ruggiero, adjoint au maire délégué au quartier Cévennes

Lors de cette réunion, une présentation a été projetée, rappelant notamment les éléments suivants :

- La procédure engagée ;
- Le contexte, l'état et les atouts du site du futur projet ;
- Les objectifs du projet ;
- Le périmètre du projet ;
- Le programme de construction envisagé ;
- Le projet connexe du pôle santé de Languedoc Mutualité ;
- Le choix de l'aménageur et l'équipe retenu pour définir le projet ;
- Les études techniques en cours ;
- Les prochaines étapes de la concertation.
- La présentation et le calendrier des travaux de démolitions.

L'assistance composée d'une soixantaine de personnes était majoritairement constituée d'habitants du quartier Cévennes et parmi elles, 8 ont pris la parole pour poser des questions ou exprimer leur point de vue.

Les questions suivantes ont rythmé les échanges avec le public.

Questions relatives à la procédure de la ZAC et à la concertation :

Zone d'Aménagement Concerté Beausoleil

- **Question** : des interrogations sont émises quant au déroulement de la procédure et à l'accès aux études préalables ?
- **Réponse** : il y a deux temps dans la procédure : la création de la ZAC et la réalisation. Au cours du 1^{er} temps, dans lequel la présente réunion s'intègre, il est porté à la connaissance du public les grands enjeux du projet. Le second temps est plus technique, le programme y sera alors affiné.
- **Question** : Y a-t-il un plan d'aménagement de zone ?
- **Réponse** : Non car la ville de Montpellier est dotée d'un PLU.
- **Question** : Pourquoi le dossier de création ne sera pas consultable dans les locaux de la Mission grand Cœur ?
- **Réponse** : Dans le cadre de la concertation réglementaire, la mise à disposition au public du dossier de création de la ZAC se fait toujours en mairie.
- **Question** : Est ce qu'il y aura une réunion publique de prévu ?
- **Réponse** : La ville programmera d'autres étapes de concertation
- **Question** : Quels sont les documents qui seront mis à disposition du public en septembre puisque l'architecte vient d'être désigné ?
- **Réponse** : Tous les documents composant le dossier de création.

Questions relatives au projet de la ZAC :

- **Question** : Qui est l'architecte en chef ?
- **Réponse** : Il s'agit d'une équipe pluridisciplinaire représentée par le Cabinet A+ architecture, accompagné d'un paysagiste : APS et d'un programmiste urbain : MENIGHETTI Programmation.
- **Question** : Sur le power point, il est mentionné une bande de 12 m à dominante végétale, constructible ponctuellement. A quoi cela correspond-il ?
- **Réponse** : Au titre de l'AVAP, il s'agit de composer une façade arborée sous forme de bosquets le long de l'avenue de Lodève, dans laquelle s'intégreront quelques constructions (petits locaux commerciaux ponctuels).
La caserne est entourée d'un mur de qualité moyenne par rapport à ceux bordant l'avenue d'une manière générale. Il sera enlevé pour permettre l'accessibilité aux commerces en pied d'immeuble et une ouverture sur le quartier. La Ville conservera certains arbres et en plantera d'autres.
- **Question** : Combien d'immeubles représentent 250 logements prévus ?
- **Réponse** : Compte tenu de l'avancement des études, ceci n'est pas encore déterminé.
- **Question** : Il est demandé des parkings.
- **Réponse** : Un travail sur la mutualisation du stationnement est fait. Le stationnement des logements se fera en sous-sol.

Questions relatives aux équipements et aux commerces de la ZAC :

- **Question** : Combien de commerces sont prévus car il y a un déficit ?
- **Réponse** : Cela se décidera au fur et à mesure des études et de la définition du projet
- **Question** : La question de la création d'une crèche est posée.

- **Réponse :** Elle n'est pas prévue sur la ZAC Beausoleil, mais il y en aura une sur le site de l'EAL.
- **Question :** Où est situé le groupe scolaire mentionné dans la présentation ?
- **Réponse :** Le nombre d'habitants induits ne justifie pas la création d'un nouveau groupe scolaire. Si besoin, il sera envisagé l'extension d'un groupe scolaire existant à proximité.
- **Question :** Va-t-il y avoir des équipements publics ?
- **Réponse :** Le programmiste donnera des indications à la Ville sur les besoins induits par la ZAC mais ces équipements ne seront pas forcément prévus sur celle-ci

Questions annexes au projet de la ZAC :

- **Question :** Le constat est fait que la ligne 3 du tramway est souvent saturée et les 250 logements ne vont pas améliorer à la situation. Qu'est-il prévu à ce sujet ?
- **Réponse :** Dans le cadre du Schéma de Déplacement Urbain voté lors du dernier conseil de Métropole, un travail est en cours sur la fréquence de la ligne 3.
- **Question :** Est-ce que la modification de la bretelle d'accès de l'avenue de la Liberté sera modifiée dans le cadre de la ZAC ?
- **Réponse :** Non car elle n'est pas comprise dans le périmètre de la ZAC.
- **Question :** Quid du cheminement des camions au cours de la démolition des bâtiments et des problèmes induits à la circulation ?
- **Réponse :** Rien ne sera modifié puisque le trafic lié à la démolition sera de faible ampleur environ 3 à 4 camions /jour en évitant les périodes de flux de circulation.

Un certain nombre d'autres questions ont été soulevées mais elles ne concernaient pas la ZAC mais plutôt des problèmes de la vie quotidienne du quartier Cévennes en général.

Les mesures de publicité afin de mobiliser la population sur le projet ont permis de bénéficier d'une participation satisfaisante du public lors de la réunion du 12 juillet 2018, assurant un dialogue ouvert entre la population, les élus, l'aménageur, l'architecte du futur projet et de recueillir le ressenti des riverains ainsi que leurs attentes.

Aucune autre question n'étant formulée, la réunion du 12 juillet est clôturée à 20 heures 15.

Cette réunion a fait l'objet d'un compte rendu synthétique, consultable sur le site internet de la Ville de Montpellier.

1.3 – Les modalités de concertation développées aux paragraphes 1.1 et 1.2 ont fait l'objet d'une publicité par le biais d'avis parus :

- sur le site internet de la Ville ;
- un tractage en boîte aux lettres dans un périmètre élargi à celui de la ZAC
- dans le journal municipal « Montpellier notre ville » du mois de septembre 2018

1.4 – Le projet de dossier de création a été transmis à la Chambre des Métiers et de l'Artisanat de l'Hérault, à la Chambre de commerce et d'Industrie de Montpellier et à la Chambre Régionale de l'Agriculture du Languedoc Roussillon le 20 septembre 2018 par lettre recommandée avec accusé de réception.

Parmi ces organismes, aucun n'a transmis d'avis : ils n'apparaissent en conséquence pas opposés au projet à ce stade de son élaboration.

2 – Commentaires

La concertation organisée sur le dossier de création de la ZAC Beausoleil a fait l'objet d'une mobilisation sans opposition marquée sur le projet.

Les trois chambres consulaires (Chambre des Métiers et de l'Artisanat de l'Hérault, à la Chambre de commerce et d'Industrie de Montpellier et à la Chambre Régionale de l'Agriculture du Languedoc Roussillon), acteurs essentiels de l'économie de la Ville et de sa Métropole, toutes destinataires du projet de dossier de création de la Beausoleil, n'ont pas exprimé d'opposition à ce projet, à la fois générateur de croissance économique et sans impact sur l'activité agricole locale étant donné que c'est une ZAC de renouvellement urbain.

La réunion publique organisée le 12 juillet 2018 a donné lieu à des échanges avec le public sans manifestation d'opposition sur le projet. Les observations sur le registre n'ont également pas fait apparaître de remarques de nature à remettre en cause le dossier de création.

Les interrogations et remarques du public durant cette concertation ne constituent donc pas une opposition à la création de la ZAC Beausoleil.

3 – Bilan de la concertation

En conclusion :

- au vu des échanges établis lors des réunions publiques ;
- au vu des remarques recueillies sur le registre mis à la disposition du public ;
- au vu de l'absence d'avis des chambres consulaires.

Le projet de création de la ZAC Beausoleil n'a pas suscité d'opposition de la part du public.

En conséquence, il n'apparaît pas nécessaire de modifier ce dossier qui peut être approuvé en l'état par le Conseil municipal.



Séance ordinaire du mercredi 28 novembre 2018

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-huit novembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Urbanisme et Aménagement durable

Présents :

Fabien ABERT, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Daniel BOULET, Djamel BOUMAAZ, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Mustapha MAJDOUL, Isabelle MARSALA, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Sabria BOUALLAGA ayant donné pouvoir à Daniel BOULET, Perla DANAN ayant donné pouvoir à Mustapha MAJDOUL, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Henri de VERBIZIER, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Henri MAILLET ayant donné pouvoir à Nicole LIZA, Jérémie MALEK ayant donné pouvoir à Samira SALOMON, Chantal MARION ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Fabien ABERT, Caroline NAVARRE ayant donné pouvoir à Patrick RIVAS.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Anne BRISSAUD, Cédric DE SAINT JOUAN, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Hervé MARTIN, Patrick VIGNAL

FONCIER

ZAC du Nouveau Saint-Roch - Parking Saint-Roch

Constatacion de transfert gratuit de propriété de la SERM à la Commune de Montpellier et réquisition de transfert gratuit de propriété de la Commune de Montpellier à Montpellier Méditerranée Métropole du volume 1 du parking Saint-Roch

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

L'aménagement du quartier Nouveau Saint-Roch constitue une composante majeure du développement et renouvellement urbain du centre-ville vers le sud-ouest. La Zone d'Aménagement Concerté du Nouveau Saint-Roch représente 130 000 m² de surface de plancher dont 1 350 logements environ et 35 000 m² de surface de plancher affectés aux bureaux, commerces et activités tertiaires. Les besoins de ce nouveau quartier et la proximité immédiate de la gare ont nécessité la programmation d'un parc de stationnement.

Dans le cadre de la concession d'aménagement relative à la ZAC Nouveau Saint-Roch conclue le 4 mai 2009 entre la Ville de Montpellier et la SERM, cette dernière a notamment procédé à la réalisation d'un parking public de stationnement situé Avenue de Maurin et cadastré n° 524 de la section EV, sur une parcelle d'une surface de 6 282 m².

Délibération n°V2018-426

Le bien a fait l'objet d'un état descriptif de division volumétrique, établi à la requête de la SERM, suivant acte du 9 mars 2015, divisant le parking en 4 volumes distincts, le volume 1 représentant les espaces de stationnement, les lots 2 à 4 de futurs espaces publics et des locaux commerciaux.

Cet « ensemble immobilier complexe » constitué notamment de 840 places de stationnement est destiné à revenir dans le patrimoine de la Ville de Montpellier, conformément à l'article 14 de ladite concession.

Dans cette perspective, cet ouvrage a fait l'objet d'un procès-verbal de remise d'ouvrage par la SERM, en date du 19 mai 2015, date depuis laquelle la Ville de Montpellier en a la jouissance.

Il convient donc, dans un premier temps, de constater le transfert de propriété du volume 1 du parking Saint-Roch au profit de la Ville de Montpellier. Ce volume, d'une surface d'environ 10 769.25 m² correspond au volume de stationnement, les trois autres volumes restant pour l'heure la propriété de la SERM.

Le bien sera transféré à titre gratuit, charge pour la Ville de le transférer immédiatement à Montpellier Méditerranée Métropole, compétente, pour intégrer le bien dans son domaine public.

L'article L 5217-5 du Code général des collectivités territoriales prévoit ainsi que les biens et droits à caractère immobilier situés sur le territoire de la Métropole et utilisés pour l'exercice des compétences transférées mentionnées au I de l'article L. 5217-2 sont transférés dans le patrimoine de la Métropole par les communs membres à titre gratuit.

Il convient donc, dans un deuxième temps, de procéder à la réquisition de transfert de propriété du bien de la Ville de Montpellier au profit de Montpellier Méditerranée Métropole.

La Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole s'accordent sur le fait que le bien transféré a été mis à disposition de Montpellier Méditerranée Métropole depuis le 1^{er} janvier 2016.

Conformément à la loi, le transfert de ce bien sera opéré à titre gratuit et ne donnera lieu à aucun paiement, indemnité, taxe, droit, salaire ou honoraire.

La valeur vénale du bien a été évaluée par France Domaines le 11 juillet 2018 à la somme de seize millions cinq cent quarante mille euros HT (16 540 000 € HT) du fait de sa caractéristique propre et de sa surface.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de constater le transfert gratuit de propriété du volume 1 du parking Saint-Roch de la SERM au profit de la Ville de Montpellier;
- de procéder à la réquisition de transfert de propriété du bien à titre gratuit de la Ville de Montpellier au profit de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- de solliciter Maître BARTOLOMEO de l'Office Notarial de Baillargues, afin de procéder à la rédaction de l'acte constatant le transfert gratuit de propriété du volume 1 du parking Saint-Roch de la SERM au profit de la Ville de Montpellier et la réquisition de transfert de propriété du bien à titre gratuit au profit de Montpellier Méditerranée Métropole;
- de dire que toute dépense afférente sera prélevée sur les crédits prévus à cet effet au budget de la Ville, chapitre 905 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Délibération n°V2018-426

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 56 voix

Contre : 1 voix

Abstention : 1 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 11 décembre
2018**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 12 décembre 2018

Liste des annexes transmises en Préfecture :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mercredi 28 novembre 2018

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-huit novembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Urbanisme et Aménagement durable

Présents :

Fabien ABERT, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Daniel BOULET, Djamel BOUMAAZ, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Mustapha MAJDOUL, Isabelle MARSALA, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Sabria BOUALLAGA ayant donné pouvoir à Daniel BOULET, Perla DANAN ayant donné pouvoir à Mustapha MAJDOUL, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Henri de VERBIZIER, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Henri MAILLET ayant donné pouvoir à Nicole LIZA, Jérémie MALEK ayant donné pouvoir à Samira SALOMON, Chantal MARION ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Fabien ABERT, Caroline NAVARRE ayant donné pouvoir à Patrick RIVAS.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Anne BRISSAUD, Cédric DE SAINT JOUAN, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Hervé MARTIN, Patrick VIGNAL.

Quartier Hôpitaux-Facultés - Mise en vente de terrains bâtis situés 750 et 770 route de Mende - Parcelles cadastrées BN 12p et BN14p

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La Ville de Montpellier s'est rendue propriétaire de terrains bâtis sur les parcelles BN n°12, BN n°13, BN n°14, situés 750 et 770 route de Mende, le 19 février 2009 et 27 février 2009. Cette acquisition a été réalisée dans le cadre de l'opération « Campus » et des perspectives d'aménagement de la place Voie Domitienne.

Le Plan « Campus » vise au renforcement de l'attractivité et de la visibilité internationale des sites d'excellence universitaires Montpellierains, notamment par la création et le renouvellement d'équipements structurants, leviers d'innovation et d'attractivité. La nouvelle faculté de Médecine, le pôle de chimie Balard, le Village des Sciences, la future grande bibliothèque de l'Atrium, les Laboratoires de Physique de Montpellier font partie de ces équipements significatifs.

Les projets universitaires immédiatement en cours sur la Place Voie Domitienne sont en particulier l'ATRIUM et le bâtiment des Moyens Généraux, sur le site de Paul Valéry.

Délibération n°V2018-427

L'objectif de la Ville de Montpellier est d'accompagner le renouvellement de l'espace public projeté par la Métropole d'une part et, d'autre part, de renforcer l'attractivité de ce secteur, en favorisant la constitution d'une offre résidentielle adaptée à la demande et aux besoins des ménages.

En cohérence avec les motifs de l'acquisition de la propriété municipale en question, et dans cet objectif, il est proposé de procéder à la cession d'une partie du foncier concerné.

Ainsi, l'enjeu est de permettre l'évolution globale de l'îlot, dans le cadre d'une opération de renouvellement urbain, compte-tenu des projets immobiliers publics, universitaires, et privés en cours à proximité immédiate et plus précisément de participer à l'équilibre social de ce quartier en enrichissant sa mixité sociale, par une offre familiale.

Les contraintes techniques et urbanistiques tenant à l'aménagement du site permettent de dégager une surface de terrain cessible d'environ 849 m², la Ville conservant une partie de sa propriété en vue d'une cession ultérieure à la Métropole dans le cadre de ses compétences relatives à l'espace public et dans la perspective de l'arrivée de la ligne 5 de tramway, ce foncier se trouvant en bordure du tracé projeté.

En réponse à ces objectifs et contraintes, il est proposé d'organiser une vente sélective après publicité pour la cession de ces terrains en vue de voir se développer une opération immobilière par des professionnels de l'immobilier en collectif. La sélection sera soumise à l'avis de la commission consultative communale des cessions immobilières, conformément au règlement des cessions adoptées par le conseil municipal.

La sélection se déroulera en deux phases :

- une phase de candidatures à l'issue de laquelle la Ville retiendrait trois candidats, sélectionnés sur la base de références professionnelles fournies (6 points), de leur première approche de la conception du projet, de ses fonctionnalités, de la programmation envisagée (8 points), et de l'insertion de ce projet dans le contexte et l'environnement urbain (6 points)

- une phase de sélection d'un acquéreur sur la base d'un projet affiné, dont la faisabilité serait techniquement et financièrement assurée, sur la base de critères relatifs à la qualité du projet détaillé, permettant de démontrer le caractère valorisant du projet pour la Ville et la réponse aux objectifs poursuivis (6 points), sa fiabilité technique au regard des contraintes techniques et urbanistiques spécifiques (6 points), puis financière et opérationnelle (3 points) et enfin bien sûr du prix proposé, le prix plancher étant de 938 000 € net vendeur, conforme au prix porté par la Ville et à l'évaluation des services de France Domaine. (5 points).

Il est proposé d'informer le public visé par voie de presse, par information de la chambre régionale des notaires, de la fédération régionale des promoteurs immobiliers et par publication sur le site internet de la Ville.

La commission consultative communale des cessions foncières et immobilières, constituée par le Conseil municipal, sera amenée à émettre un avis s'agissant des trois candidatures retenues puis à l'issue de l'analyse des projets afin de proposer un choix au Conseil municipal à l'issue de la procédure.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de décider de la mise en vente des parcelles BN n°12p et BN n°14p, d'une superficie cessible de 849 m² environ, situés 750 et 770 route de Mende à Montpellier ;
- d'autoriser le lancement de la consultation en vue de leur mise en vente dans le cadre décrit ci-avant ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué à signer tout acte ou document relatif à cette affaire.

Délibération n°V2018-427

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 54 voix

Contre : 1 voix

Abstention : 1 voix

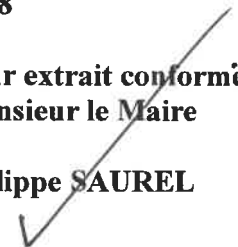
Ne prennent pas part au vote : 2 voix

Mme Stéphanie JANNIN, Mme Sonia KERANGUEVEN.

**Fait à Montpellier, le 11 décembre
2018**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL



Publiée le : 12 décembre 2018

Liste des annexes transmises en Préfecture :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mercredi 28 novembre 2018

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-huit novembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Urbanisme et Aménagement durable

Présents :

Fabien ABERT, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Daniel BOULET, Djamel BOUMAAZ, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Mustapha MAJDOUL, Isabelle MARSALA, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Sabria BOUALLAGA ayant donné pouvoir à Daniel BOULET, Perla DANAN ayant donné pouvoir à Mustapha MAJDOUL, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Henri DE VERBIZIER, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Henri MAILLET ayant donné pouvoir à Nicole LIZA, Jérémie MALEK ayant donné pouvoir à Samira SALOMON, Chantal MARION ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Fabien ABERT, Caroline NAVARRE ayant donné pouvoir à Patrick RIVAS.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Anne BRISSAUD, Cédric DE SAINT JOUAN, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Hervé MARTIN, Sauveur TORTORICI, Patrick VIGNAL

Immeuble situé 300 rue Emile Picard - Cession à "l'Association culturelle Mosquée Ibn Rouchd de Montpellier et sa région"- acte complémentaire- parcelles cadastrées TT85 et TT88

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La Ville a cédé à l'Association Culturelle Mosquée Ibn Rouchd de Montpellier et sa région par acte notarié du 23 décembre 2016 les parcelles bâties cadastrées TT85 et TT88, d'une superficie respective de 1936m² et de 281 m² situées 300 rue Emile Picard, sur lesquelles est édifié un bâtiment désormais à usage de salle culturelle d'une superficie d'environ 1078m².

La cession a été réalisée au prix de 1 028 500€ net vendeur, payable à hauteur de 50% comptant à la signature d'acte et en deux fois à hauteur de 25% chacune en 2017 et 2018 à chaque date anniversaire de la signature de l'acte.

Depuis, l'Association Culturelle Mosquée Ibn Rouchd de Montpellier et sa région a constaté des désordres importants sur la toiture en matière d'étanchéité nécessitant des travaux lourds et onéreux, qui ne sont plus couverts par la garantie décennale. Elle a en conséquence sollicité la Ville afin de revoir l'échéancier du dernier versement, correspondant à la somme de 257 125€ soit 25% du prix total dû au 23 décembre 2018.

Il est proposé que l'Association culturelle Mosquée Ibn Rouchd de Montpellier et sa région verse la somme restant à courir pour solde de tout compte de 257 125€ en trois fois afin de lui permettre de faire face à ces

Délibération n°V2018-428

travaux imprévus :

- 150 000 € à la signature de l'acte complémentaire avant fin 2018,
- 57 125 € au 31 octobre 2019,
- 50 000 € au 31 janvier 2020.

Le prix total de vente demeure bien entendu inchangé. Ce rééchelonnement doit permettre de garantir le paiement intégral de son prix à la Ville dans de bonnes conditions.

Cette modification impose la signature d'un acte notarié complémentaire.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'accepter les nouvelles conditions ainsi définies du dernier versement du prix de cession du bien situé sis 300 rue Emile Picard,
- D'autoriser la Ville à faire recette du montant de ce dernier versement sur les trois exercices comptables 2018-2019-2020,
- De désigner les offices notariaux de Me Revéron à Montagnac et de Me Caulier à Baillargues, rédacteurs de l'acte de vente initial en participation, en vue de rédiger l'acte complémentaire aux frais de l'acquéreur ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut, l'Adjoint Délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 55 voix

Contre : 1 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

M. Djamel BOUMAAZ.

Fait à Montpellier, le 11 décembre 2018

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 12 décembre 2018

Liste des annexes transmises en Préfecture :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mercredi 28 novembre 2018

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-huit novembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Urbanisme et Aménagement durable

Présents :

Fabien ABERT, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Daniel BOULET, Djamel BOUMAAZ, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Mustapha MAJDOUL, Isabelle MARSALA, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Sabria BOUALLAGA ayant donné pouvoir à Daniel BOULET, Perla DANAN ayant donné pouvoir à Mustapha MAJDOUL, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Henri DE VERBIZIER, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Henri MAILLET ayant donné pouvoir à Nicole LIZA, Jérémie MALEK ayant donné pouvoir à Samira SALOMON, Chantal MARION ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Fabien ABERT, Caroline NAVARRE ayant donné pouvoir à Patrick RIVAS.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Anne BRISSAUD, Cédric DE SAINT JOUAN, Michaël DELAFOSSE, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Hervé MARTIN, Sauveur TORTORICI, Patrick VIGNAL.

MONTPELLIER GRAND COEUR

Aide à la requalification des devantures des locaux d'activités

Attribution de subventions

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Dans le cadre des aides à la requalification des devantures des locaux d'activités du cœur marchand de la Ville de Montpellier, des subventions sont attribuées à des entreprises (commerce, artisanat ou autre) pour les inciter à restaurer leur devanture. Les restaurations, réalisées dans le respect et la valorisation du patrimoine dans lequel elles s'insèrent, participent au renforcement de l'attractivité économique de Montpellier.

Cette action a été instaurée par les délibérations du 29 mai 2012 (n° 2012/284), du 17 juin 2013 (n° 2013/237) et renforcée par la délibération du 07 mai 2015 (n° 2015/151) élargissant le périmètre, modifiant les taux de subventionnement ainsi que le règlement attributif.

Par délibération du 20 juillet 2017 (n° V2017/207), elle a été prolongée de 4 ans, à savoir 50% de subventionnement de juin 2017 à juin 2019, puis 25 % jusqu'en juin 2021. Les autres éléments du dispositif restent inchangés.

La subvention de la Ville de Montpellier s'élève à 50 % du montant hors taxe des travaux et des honoraires de maîtrise d'œuvre (dans la limite des plafonds en vigueur), et hors subventions spécifiques pour les

Délibération n°V2018-429

travaux d'intérêt architectural (TIA) et/ou pour les personnes à mobilité réduite (PMR).

Le règlement permet l'attribution d'un acompte de 50 % de la subvention en cas de phasage des travaux, le solde étant versé après finalisation de l'ensemble de ceux-ci et vérification de leur conformité avec l'autorisation délivrée.

Ainsi, les subventions suivantes sont attribuables :

Enseigne « COQUELINE », boutique prêt-à-porter

Gérante : Mme Nicole SALLES

6/8 rue de la croix d'Or

Acompte de 50 % pour travaux partiellement réalisés

Subvention travaux = 430 €

Subvention maîtrise d'œuvre = 500 €

Montant à verser : 930,00 €

Enseigne « CYCLES & RE-CYCLE », magasin-atelier

Gérant : M. Christophe RENNER

6 avenue Bouisson Bertrand

Subvention travaux = 6 000 €

Subvention maîtrise d'œuvre = 417 €

Solde à verser : 3 208,50 €

Conformément au règlement attributif des subventions en vigueur au moment du dépôt de ces dossiers, les versements de ces subventions seront réalisés après visite de conformité des travaux.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'autoriser le paiement de ces subventions pour un montant total de 4.138,50 € correspondant à la requalification des devantures des locaux commerciaux listés ci-dessus ;
- de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2018 de la Ville, chapitre 905 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 56 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 11 décembre 2018

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL



Délibération n°V2018-429**Publiée le : 12 décembre 2018**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mercredi 28 novembre 2018

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-huit novembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Sécurité publique

Présents :

Fabien ABERT, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Daniel BOULET, Djamel BOUMAAZ, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Mustapha MAJDOUL, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Sabria BOUALLAGA ayant donné pouvoir à Daniel BOULET, Perla DANAN ayant donné pouvoir à Mustapha MAJDOUL, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Henri de VERBIZIER, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Henri MAILLET ayant donné pouvoir à Nicole LIZA, Jérémie MALEK ayant donné pouvoir à Samira SALOMON, Chantal MARION ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Fabien ABERT, Caroline NAVARRE ayant donné pouvoir à Patrick RIVAS.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Anne BRISSAUD, Cédric DE SAINT JOUAN, Michaël DELAFOSSE, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Chantal LEVY-RAMEAU, Sauveur TORTORICI, Patrick VIGNAL

Convention de partenariat Ville de Montpellier

Direction Territoriale de Protection Judiciaire de la Jeunesse de l'Hérault Accueil de mineurs ou jeunes majeurs en mesure de Travail d'Intérêt Général ou de Réparation Pénale

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

L'ordonnance n°45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante définit clairement la primauté de l'éducatif sur le répressif, et ce, dans une perspective de réinsertion sociale.

Ce texte consacre la notion d'enfance délinquante, l'existence des dispositifs judiciaires spécifiques pour les mineurs délinquants : une justice pénale des mineurs, une juridiction spécialisée et des procédures appropriées aux mineurs.

La loi n° 83-466 du 10 juin 1983 crée le Travail d'Intérêt Général (TIG), peine alternative à l'incarcération. Cette mesure qui se traduit par un travail non rémunéré au bénéfice de la société se veut réparatrice et socialisante et vise à développer un caractère éducatif pour les mineurs.

Sur le plan pénal, le juge des enfants est amené à juger les mineurs commettant des délits, et associe des mesures répressives dont le travail d'intérêt général et les mesures de réparation pénale.

Délibération n°V2018-430

La loi n° 2007-297 du 5 mars 2007 relative à la prévention de la délinquance place le Maire au cœur du dispositif, renforce le rôle des acteurs locaux et propose de nouveaux outils au service d'une politique qui repose sur un partenariat dynamique.

Ce texte s'articule autour de mesures phares qui répondent aux préoccupations quotidiennes des élus et des citoyens. Il donne à la lutte contre la délinquance des mineurs une dimension nouvelle, privilégiant une approche pragmatique, tout en respectant les principes directeurs de la justice des mineurs et apporte des réponses nouvelles, fondées sur la rapidité et la responsabilité. Pour garantir aux mineurs d'autres perspectives d'avenir que la délinquance, cette loi renforce l'arsenal des mesures alternatives par des sanctions axées sur le travail et respectueuses des rythmes scolaires.

Dans ce cadre, la Ville de Montpellier a depuis plusieurs années instauré un partenariat en matière de prévention et de sécurité avec les services de la justice visant à mettre en place des actions concrètes.

Aussi, en complémentarité du soutien apporté à la réponse pénale en faveur des majeurs condamnés à un Travail d'Intérêt Général (TIG), une convention et un avenant signés avec la Direction Territoriale de Protection Judiciaire de la Jeunesse permettent depuis 2014 l'accueil des mineurs et jeunes majeurs en TIG ou mesures de Réparation Pénale.

En cohérence avec sa Stratégie Territoriale de Sécurité et de Prévention de la Délinquance et en articulation avec les politiques publiques mises en œuvre, notamment en faveur de la jeunesse, de l'éducation et la prévention de la récidive, la ville de Montpellier souhaite poursuivre son engagement. Pour ce faire, il convient de renouveler la convention avec la DTPJJ en faveur de l'accueil des mineurs ou jeunes majeurs en mesure TIG ou de réparation pénale.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver la convention entre la Ville de Montpellier et la Direction Territoriale de la Protection Judiciaire de la Jeunesse de l'Hérault ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut, Madame l'Adjointe déléguée à la Sécurité à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut, Madame l'Adjointe déléguée à la Sécurité à demander l'inscription des travaux sur la liste des TIG/Mesure de réparation pénale.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 54 voix

Contre : 2 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 11 décembre
2018**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Délibération n°V2018-430

Publiée le : 12 décembre 2018

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Annexe 1 - Protocole accueil mineurs

- Convention

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mercredi 28 novembre 2018

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-huit novembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Sécurité publique

Présents :

Fabien ABERT, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Daniel BOULET, Djamel BOUMAAZ, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÈCHE, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Mustapha MAJDOUL, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Sabria BOUALLAGA ayant donné pouvoir à Daniel BOULET, Perla DANAN ayant donné pouvoir à Mustapha MAJDOUL, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Henri DE VERBIZIER, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÈCHE, Henri MAILLET ayant donné pouvoir à Nicole LIZA, Jérémie MALEK ayant donné pouvoir à Samira SALOMON, Chantal MARION ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Fabien ABERT, Caroline NAVARRE ayant donné pouvoir à Patrick RIVAS.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Anne BRISSAUD, Cédric DE SAINT JOUAN, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Chantal LEVY-RAMEAU, Sauveur TORTORICI, Patrick VIGNAL

Participation de la Ville de Montpellier au financement de la Mission Prévention Spécialisée Année 2018

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Le législateur a confié au Département des compétences importantes en matière de prévention et de protection de l'enfance.

Ainsi, l'article L121-2 du Code de l'action sociale et des familles prévoit que *"dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville et dans les lieux où se manifestent des risques d'inadaptation sociale, le Département participe aux actions visant à prévenir la marginalisation et à faciliter l'insertion ou la promotion sociale des jeunes et des familles qui peuvent prendre une ou plusieurs des formes suivantes : ... des actions dites de prévention spécialisée auprès des jeunes et des familles en difficulté ou en rupture avec leur milieu..."*.

Selon l'article 221-1... *"Le service de l'aide sociale à l'enfance est un service non personnalisé chargé des missions suivantes : organiser dans les lieux où se manifestent des risques d'inadaptation sociale des actions collectives visant à prévenir la marginalisation et faciliter l'insertion ou la promotion sociale des jeunes et des familles, notamment celles visées au 2° de l'article L121-2"*.

Pour la mise en œuvre de cette mission, le Département de l'Hérault a choisi de s'appuyer sur le secteur associatif. En effet, la spécificité de cette mission requiert réactivité et souplesse, qualités dont dispose la structure associative, bien adaptée pour répondre à ces exigences. L'exercice de cette mission a donc été

Délibération n°V2018-431

confié à l'association APS 34 par le Conseil Départemental, en conformité avec les statuts de l'association dont le but est la mise en place et la gestion des actions de prévention spécialisée.

Les communes, par leur connaissance des quartiers et des structures existantes, par les liens de partenariat qu'elles entretiennent avec le réseau associatif et professionnel, par leurs contacts directs avec les populations, sont au plan local des partenaires indispensables pour assurer l'efficacité des actions de prévention collective. En outre, les difficultés des jeunes et des familles constituent une préoccupation majeure des collectivités qui souhaitent renforcer la complémentarité de leurs politiques en faveur des jeunes, notamment en matière de prévention spécialisée.

Dans ce contexte, la Ville de Montpellier et le Département de l'Hérault, par délibération en date du 23 novembre 2009, ont signé, une convention organisant le co-pilotage et de co- financement pour la mission de prévention spécialisée. En outre cette convention définit les modalités de mise en œuvre de la mission ainsi que la coopération entre les deux collectivités.

Pour mener à bien les actions de prévention spécialisée, la Ville de Montpellier s'est engagée à participer financièrement à hauteur de 30% de la rémunération des postes d'éducateurs de l'Association de Prévention Spécialisée 34 qui intervient sur la commune. Le Département de l'Hérault assure de par sa compétence le lien avec APS 34 et fournit à la Ville les états de dépenses pour le versement de cette participation annuelle.

Pour l'année 2018, la participation de la Ville s'élève à 225 000 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'autoriser, le versement auprès du Département de l'Hérault de la subvention correspondant à 30% du coût annuel de la rémunération des postes d'éducateurs APS 34 ;
- De prélever cette dépense sur les crédits inscrits au BP 2018 - Chapitre 934 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut, l'Adjointe Déléguée à la Sécurité, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 55 voix

Contre : 1 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Lorraine ACQUIER.

Fait à Montpellier, le 11 décembre 2018

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 12 décembre 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mercredi 28 novembre 2018

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-huit novembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, **Philippe SAUREL**.

Nombre de membres en exercice : 65

Sécurité publique

Présents :

Fabien ABERT, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Daniel BOULET, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Mustapha MAJDOUL, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Sabria BOUALLAGA ayant donné pouvoir à Daniel BOULET, Perla DANAN ayant donné pouvoir à Mustapha MAJDOUL, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Henri DE VERBIZIER, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Henri MAILLET ayant donné pouvoir à Nicole LIZA, Jérémie MALEK ayant donné pouvoir à Samira SALOMON, Chantal MARION ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Fabien ABERT, Caroline NAVARRE ayant donné pouvoir à Patrick RIVAS.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Cédric DE SAINT JOUAN, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Chantal LEVY-RAMEAU, Sauveur TORTORICI, Patrick VIGNAL.

Attributions d'une subvention dans le cadre de la thématique SECURITE - Exercice 2018

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble à Montpellier. Chaque année la Ville soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation de notre territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don.

Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant les tableaux ci-dessous.

o Dans le cadre de la thématique SECURITE :

Code	Structure	Type	Montant
1253	ASSOCIATION PREVENTION ROUTIERE	Fonctionnement	1 700 €

Les crédits seront prélevés sur la nature 6574, chapitre 931

Délibération n°V2018-432

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserves de signature de la lettre d'engagement ;
- De prélever cette somme sur les crédits inscrits au budget sur l'imputation citée ci-dessus pour un montant total de 1 700 € ;
- D'approuver la lettre d'engagement type annexée à la présente délibération ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 56 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 11 décembre
2018**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 12 décembre 2018

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Lettre d'engagement

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mercredi 28 novembre 2018

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-huit novembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Démocratie participative et Maisons pour tous

Présents :

Fabien ABERT, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Daniel BOULET, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Mustapha MAJDOUL, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Sabria BOUALLAGA ayant donné pouvoir à Daniel BOULET, Perla DANAN ayant donné pouvoir à Mustapha MAJDOUL, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Henri DE VERBIZIER, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Henri MAILLET ayant donné pouvoir à Nicole LIZA, Jérémie MALEK ayant donné pouvoir à Samira SALOMON, Chantal MARION ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Fabien ABERT, Caroline NAVARRE ayant donné pouvoir à Patrick RIVAS.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Cédric DE SAINT JOUAN, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Chantal LEVY-RAMEAU, Sauveur TORTORICI, Patrick VIGNAL.

Mise à disposition des salles dans les Maisons pour tous à titre gratuit

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Le Conseil Municipal du 29 Septembre 2015 a validé le projet des Maisons pour tous, qui implique aussi l'occupation du domaine public des salles dans les Maisons pour tous par ces associations.

Il est demandé aujourd'hui au Conseil municipal de bien vouloir se prononcer sur les aspects financiers liés à ces occupations.

Le Code général de la propriété des personnes publiques prévoit que toute occupation du domaine public donne lieu au paiement d'une redevance.

Le même texte prévoit cependant une exception en permettant que de telles occupations puissent être accordées gratuitement aux associations à but non lucratif qui concourent à la réalisation de projets dans un intérêt général.

Cette occupation à titre gratuit constitue toutefois une redevance en nature qui doit être valorisée à ce titre tant dans les comptes de l'association que dans le budget de la Ville.

Dans ce cadre, il est donc proposé au Conseil municipal de se prononcer sur les associations bénéficiaires de cette gratuité.

A cet effet, un tableau est joint en annexe décrivant le nom de l'association, le type de mise à disposition

Délibération n°V2018-433

envisagée et le montant valorisable de celle-ci.

Cette gratuité se justifie à plusieurs titres :

- L'investissement bénévole de l'association dans la vie du quartier
- L'objet humanitaire, caritatif, citoyen de l'association ou son caractère d'intérêt général,
- La participation de l'association au projet de la Maison pour tous et à la vie du quartier.

Pour cette saison 2018/2019, les Maisons pour tous de la Ville de Montpellier proposent donc d'ajouter aux précédentes validations :

- La mise à disposition annuelle de salle à titre gratuit à 13 associations, pour un montant total de subvention en nature valorisable de 1870€

Les associations concernées sont :

MPT CHOPIN : Fédération des aveugles de France : 190€

MPT COLUCCI : Capoeira Racines et Vibrations : 110€, Carpe Diem : 110€

MPT FEUILLADE : Moson : 165€

MPT LAGRANGE : Dystingue-moi : 245€

MPT ST EXUPERY : Animation création culture origami : 110€, Oxygène : 110€, Numérique Montpellier : 140€, Africatala : 140€, Urban Sun : 220€, Cock a Doodle Doo : 110€, Le jardin des notes : 110€, Prana : 110€

La mise à disposition ponctuelle de salle à titre gratuit à 19 associations, pour un montant total de subvention en nature valorisable de 3905€

Les associations concernées sont :

MPT CAMUS : Comité de quartier Croix d'Argent Sabine : 110€, Comité de quartier Tastavin Lemasson Mas Drevon Marqueroze : 220€, Cléofa : 110€, Montpellier Rugby Club : 110€, Hissendji : 220€

MPT CHAMSON : Comité de Quartier Rocambole Ouest

MPT CHOPIN : AMAP des Beaux-arts : 55€

MPT FEUILLADE : Motson : 110€, Octopus expression : 110€

MPT LAGRANGE : Asmoune : 660€, Cie le Baril : 330€, Halte pouce : 220€

MPT MERCOURI : Eurogrèce : 220€, Ishara : 220€, Akama : 220€, Club pyramide philéa 34 : 220€

MPT PAGNOL : Comité de quartier Chamberte Estanove Pas du Loup : 220€, Club de Foot du Pas du Loup : 220€

MPT VILLON : Espoir 34 : 110€

Le montant de la subvention en nature est calculé en fonction des tarifs appliqués dans les Maisons pour

Délibération n°V2018-433

tous, tels que votés lors du Conseil municipal du 17 décembre 2015.

En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :

- D'approuver le tableau joint en annexe décrivant les associations bénéficiaires de mise à disposition de locaux à titre gratuit ;
- D'approuver la signature des conventions avec ces associations selon le cadre défini dans le projet d'orientation des Maisons pour tous voté lors du Conseil municipal du 29 septembre 2015.
- D'autoriser Monsieur le Maire, son représentant ou l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 55 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 11 décembre 2018

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 12 décembre 2018

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- tableau annuel
- tableau ponctuel

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mercredi 28 novembre 2018

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-huit novembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Réussite éducative

Présents :

Fabien ABERT, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Daniel BOULET, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÈCHE, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Mustapha MAJDOUL, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Sabria BOUALLAGA ayant donné pouvoir à Daniel BOULET, Perla DANAN ayant donné pouvoir à Mustapha MAJDOUL, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Henri DE VERBIZIER, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÈCHE, Henri MAILLET ayant donné pouvoir à Nicole LIZA, Jérémie MALEK ayant donné pouvoir à Samira SALOMON, Chantal MARION ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Fabien ABERT, Caroline NAVARRE ayant donné pouvoir à Patrick RIVAS.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Cédric DE SAINT JOUAN, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Chantal LEVY-RAMEAU, Patrick VIGNAL

Mise à disposition de locaux scolaires pour les associations - 2018/2019. Autorisation de signer les conventions d'occupation.

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Dans le cadre de la mise à disposition de locaux auprès d'associations, il est proposé de poursuivre l'action de la Ville de Montpellier auprès des associations en procédant à la signature de conventions spécifiques pour l'occupation des locaux scolaires.

L'article L212-15 du Code de l'éducation prévoit que la Ville peut, sous sa responsabilité, utiliser les locaux et les équipements scolaires afin d'y organiser des activités à caractère culturel, sportif, social ou socio-éducatif pendant les heures ou les périodes au cours desquelles ils ne sont pas utilisés pour les besoins de la formation initiale et continue. Les activités doivent être compatibles avec la nature des installations et l'aménagement des locaux.

Ces locaux peuvent également être utilisés hors temps scolaire par des associations. Dans ce cas, la Ville signe avec l'occupant une convention prévoyant les conditions d'utilisation des locaux, après avis du conseil d'école.

Cette convention précise les règles de sécurité que doit respecter la personne responsable pour la Mise en

Délibération n°V2018-434

Sécurité (PPMS) de l'école.

Cette convention précise les règles de sécurité que doit respecter la personne responsable en lieu et place du Maire.

Par ailleurs, les locaux scolaires faisant partie du domaine public de la Commune, leur occupation ou utilisation relève des dispositions du Code Général de la Propriété des personnes Publiques (articles L2125-1 et suivants) et doit donner lieu au paiement d'une redevance sauf à justifier de l'intérêt général des activités exercées par l'association.

Les activités proposées par les associations dans le domaine sportif ou culturel étant reconnues d'intérêt général, la commune peut donc accorder des occupations à titre gratuit.

Cependant, il convient de valoriser cette aide en nature qui devra être ainsi portée dans le compte administratif de la Ville et les comptes de chaque association.

Un coût réel prenant en compte les charges de personnel, les divers abonnements, les fluides, l'entretien et maintenance a été estimé à 5 € par salle occupée et par heure d'utilisation.

ASSOCIATIONS	ADRESSE	Ecole mise à disposition	Avantage en nature
Corps en Devenir	949 avenue du Professeur Louis Ravas Résidence les Cévennes Bât. Ispagnac esc. 4 34080 Montpellier	Victor Duruy	437,50 €
A.M.S SIAM ENERGY	158 rue Raoul Follereau 34090 Montpellier	Sigmund Freud	910,00 €
Montpellier Ten'Danse et Twirling Baton	11 rue Prudhon 34090 Montpellier	André Malraux	202,50 €
U.F.O.L.E.P 34 Union Française des Œuvres Laïques d'Education Physique	Maison des sports Nelson Mandela 66, esplanade de l'Egalité 34080 Montpellier	Louis Armstrong	1 365,00 €
		Simon Bolivar	465,00 €
OBBY	29 rue des Corneilles 34880 Lavérune	Jean Zay	270,00 €

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver la convention de mise à disposition type jointe en annexe ;
- D'approuver les subventions en nature mentionnées sur le tableau attributif qui seront portées au compte administratif de la Ville ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou l'Adjointe déléguée à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Délibération n°V2018-434

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 56 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 11 décembre
2018**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 12 décembre 2018

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention_occupation_locaux_scolaires_2018_2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mercredi 28 novembre 2018

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-huit novembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Réussite éducative

Présents :

Fabien ABERT, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Daniel BOULET, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Mustapha MAJDOUL, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Sabria BOUALLAGA ayant donné pouvoir à Daniel BOULET, Perla DANAN ayant donné pouvoir à Mustapha MAJDOUL, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Henri de VERBIZIER, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Henri MAILLET ayant donné pouvoir à Nicole LIZA, Jérémie MALEK ayant donné pouvoir à Samira SALOMON, Chantal MARJON ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Fabien ABERT, Caroline NAVARRE ayant donné pouvoir à Patrick RIVAS.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Cédric DE SAINT JOUAN, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Chantal LEVY-RAMEAU, Patrick VIGNAL.

Ecole élémentaire Simon Bolivar Construction d'un restaurant scolaire Demande d'autorisation d'urbanisme



Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Les quatre écoles situées dans le quartier Mosson, composées des élémentaires Simon Bolivar et Antoine Balard et des maternelles Pablo Neruda et Madeleine Renaud, disposent aujourd'hui d'un seul restaurant scolaire situé dans l'école Antoine Balard. Compte tenu de l'augmentation du nombre de rationnaires, ce restaurant n'est plus adapté. Pour pallier le manque de place, il est envisagé d'implanter un bâtiment de type modulaire dans l'école élémentaire Bolivar situé 300, avenue de Barcelone à Montpellier 34080.

Ce bâtiment sera composé d'un réfectoire avec un espace pour les maternelles et un espace pour les élémentaires, de deux offices « réchauffage et lavage », et d'un vestiaire pour le personnel. Il sera également équipé de matériel de restauration scolaire nécessaire à son fonctionnement. Le montant de l'acquisition et de l'installation des modules est estimé à 240 000 € TTC.

Une procédure de marché public sera lancée afin de retenir les entreprises devant intervenir à la réalisation de cette opération dont la livraison est prévue pour le premier trimestre 2019.

L'implantation de ce bâtiment de type modulaire nécessite au préalable le dépôt d'un permis de construire.

Délibération n°V2018-435

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver l'implantation d'un bâtiment de type modulaire dans l'école élémentaire Simon Bolivar ;
- D'autoriser le dépôt d'un permis de construire auprès des services compétents ;
- De dire que la dépense est inscrite au budget de la Ville, section investissement, chapitre 902 ;
- De demander les subventions les plus larges possibles auprès des organismes compétents ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Madame l'Adjointe déléguée à signer tous documents relatifs à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 57 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 11 décembre
2018**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 12 décembre 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mercredi 28 novembre 2018

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-huit novembre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Réussite éducative

Présents :

Fabien ABERT, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Daniel BOULET, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÉCHE, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Mustapha MAJDOUL, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

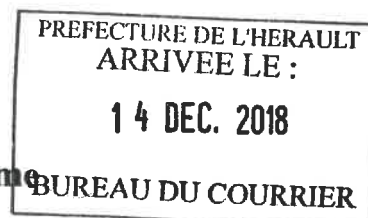
Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Sabria BOUALLAGA ayant donné pouvoir à Daniel BOULET, Perla DANAN ayant donné pouvoir à Mustapha MAJDOUL, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Henri DE VERBIZIER, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÉCHE, Henri MAILLET ayant donné pouvoir à Nicole LIZA, Jérémie MALEK ayant donné pouvoir à Samira SALOMON, Chantal MARION ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Fabien ABERT, Caroline NAVARRE ayant donné pouvoir à Patrick RIVAS.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Cédric DE SAINT JOUAN, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Chantal LEVY-RAMEAU, Patrick VIGNAL.

Ecole maternelle Jules Michelet Construction de locaux scolaires Demande d'autorisation d'urbanisme



Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

L'école maternelle Jules Michelet située rue des Araucarias Montpellier 34070 a dû, face à un manque de place, déménager une salle de classe à l'école élémentaire Joseph Delteil située à la même adresse. Aujourd'hui, en raison d'un effectif important et du dédoublement de certaines classes élémentaires, ces deux écoles ne disposent plus de locaux vacants. Il est donc nécessaire de construire une salle de classe avec un sanitaire d'appoint afin d'accueillir l'ensemble des enfants de l'école maternelle.

Pour réaliser ce projet, il est prévu de louer un bâtiment modulaire pour une durée de trois ans dont le coût est estimé à 24 000€ TTC par an.

Une procédure de marché public sera lancée afin de retenir une entreprise pour la réalisation de cette opération dont la livraison est prévue pour la rentrée des vacances de février 2019.

L'implantation de ce bâtiment de type modulaire nécessite au préalable le dépôt d'un permis de construire.

Délibération n°V2018-436

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver l'implantation d'un bâtiment de type modulaire dans l'école maternelle Jules Michelet ;
- D'autoriser le dépôt d'un permis de construire auprès des services compétents ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville, chapitre 902 ;
- De demander les subventions les plus larges possibles auprès des organismes compétents ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Madame l'Adjointe déléguée à signer tous documents relatifs à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 57 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 11 décembre
2018**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 12 décembre 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mercredi 28 novembre 2018

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-huit novembre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Réussite éducative

Présents :

Fabien ABERT, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Daniel BOULET, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Mustapha MAJDOUL, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Sabria BOUALLAGA ayant donné pouvoir à Daniel BOULET, Perla DANAN ayant donné pouvoir à Mustapha MAJDOUL, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Henri de VERBIZIER, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Henri MAILLET ayant donné pouvoir à Nicole LIZA, Jérémie MALEK ayant donné pouvoir à Samira SALOMON, Chantal MARION ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Fabien ABERT, Caroline NAVARRE ayant donné pouvoir à Patrick RIVAS.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Cédric DE SAINT JOUAN, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Chantal LEVY-RAMEAU, Patrick VIGNAL

Attributions et modifications d'attributions de subventions dans le cadre de la thématique REUSSITE EDUCATIVE - Exercice 2018

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble à Montpellier. Chaque année la Ville soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation de notre territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don.

Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant les tableaux ci-dessous.

1) Attribution d'une subvention :

- o Dans le cadre de la thématique REUSSITE EDUCATIVE:

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
2737	SWING GUM ENFANCE	Projet	CHŒURS D'ENFANTS DANS LES ECOLES	7 000 €

Les crédits seront prélevés sur la nature 6574, chapitre 932

2) Modifications d'attributions de subventions :

Par délibération du 18 mai 2017, la Ville de Montpellier a accordé des subventions à des associations pour la

réalisation de projets dans le cadre des temps d'activités périscolaires. Certaines associations n'ayant pu mener leur projet dans leur intégralité, il y a lieu de modifier l'attribution des subventions comme suit :

Code	Association	Titre projet	Ancien montant	Nouvelle attribution
1230	ASSOCIATION SPORTIVE DES BEAUX-ARTS MONTPELLIER OMNISPORTS	INITIATION DECOUVERTE	2 800 €	1 960 €
5045	LA COMPAGNIE MARITIME LA PILOTINE	THEATRE POUR TOUS PRES D'ARENE	10 000 €	9 500 €

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- De décider de l'affectation de la subvention telle que définie ci-dessus, sous réserves de signature de la convention;
- De prélever cette somme sur les crédits inscrits au budget sur l'imputation citée ci-dessus pour un montant total de 7 000 €;
- D'approuver les modifications d'attributions de subventions telles que définies ci-dessus ;
- D'approuver la convention et l'avenant types annexés à la présente délibération ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 57 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 11 décembre 2018

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 12 décembre 2018

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Avenant TAP

- Convention type

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mercredi 28 novembre 2018

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-huit novembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Jeunesse et Sports

Présents :

Fabien ABERT, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Daniel BOULET, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Mustapha MAJDOUL, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Sabria BOUALLAGA ayant donné pouvoir à Daniel BOULET, Perla DANAN ayant donné pouvoir à Mustapha MAJDOUL, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Henri DE VERBIZIER, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Henri MAILLET ayant donné pouvoir à Nicole LIZA, Jérémie MALEK ayant donné pouvoir à Samira SALOMON, Chantal MARION ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Fabien ABERT, Caroline NAVARRE ayant donné pouvoir à Patrick RIVAS.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Cédric DE SAINT JOUAN, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Patrick VIGNAL.

Conventions d'utilisation du domaine public dans le cadre de l'attribution de créneaux annuels Saison sportive 2018-2019

Monsieur l'Adjoint Délégué aux Sports et aux Sports dans les quartiers, Patrick RIVAS, rapporte :

La Ville de Montpellier contribue au développement du sport amateur et du sport de haut niveau sur le territoire par un partenariat fort avec les associations. C'est aussi en collaboration avec ces associations que la Ville développe sa politique de réussite éducative et d'insertion dans la vie active.

La Ville de Montpellier attribue par an à 270 associations, plus de 80 000 heures de créneaux à titre gratuit, afin qu'elles puissent mener leurs activités et entraînements.

L'offre sportive montpelliéraine est extrêmement riche car diversifiée quant aux publics, aux âges, aux disciplines.

Les critères d'attribution prennent en compte le caractère local, sportif et non lucratif de l'association, l'aspect social des pratiques, la diversification et le développement des disciplines, la participation à des événements locaux, les publics ciblés et le développement du sport comme outil de prévention.

Dans ce cadre, la Ville de Montpellier met en place une convention pour l'attribution des créneaux annuels qui permet de contractualiser et formaliser un fonctionnement et d'afficher la contrepartie financière réelle que constitue l'attribution de créneaux.

Délibération n°V2018-438

En effet, ces autorisations d'occupation du domaine public constituent des subventions en nature. Les montants ainsi valorisés (nombres d'heures utilisées x tarif horaire) sont calculés en vertu de la délibération du Conseil municipal en date du 21 décembre 2017 fixant les tarifs pour 2018 applicables au domaine public occupé.

Le montant global de la subvention en nature attribuée aux associations représente la somme de 4 237 851,35 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de prendre acte de l'occupation du domaine public à titre gratuit, eu égard à l'intérêt que représente la pratique sportive des associations dont la liste est annexée à la présente délibération ;
- d'approuver les subventions en nature valorisables aux montants indiqués sur cette même liste soit 4 237 851,35 € ;
- de dire que ces montants ainsi valorisés seront inscrits au titre de subventions dans le compte administratif de la Ville ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué à signer les conventions afférentes.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 40 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prennent pas part au vote : 17 voix

M. Luc ALBERNHE, M. Rémi ASSIE, Mme Sabria BOUALLAGA, M. Gérard CASTRE, Mme Mylène CHARDES, M. Robert COTTE, Mme Titina DASYLVA, M. Michaël DELAFOSSE, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Stéphanie JANNIN, M. Max LEVITA, Mme Chantal LEVY-RAMEAU, Mme Chantal MARION, Mme Patricia MIRALLES, Mme Marie-Hélène SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. Rabii YOUSSEUS.

Fait à Montpellier, le 11 décembre 2018

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 12 décembre 2018

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Créneaux annuels 2018-2019 Gymnases
- Créneaux annuels 2018-2019 plein air

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mercredi 28 novembre 2018

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-huit novembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Jeunesse et Sports

Présents :

Fabien ABERT, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Daniel BOULET, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Mustapha MAJDOUL, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Sabria BOUALLAGA ayant donné pouvoir à Daniel BOULET, Perla DANAN ayant donné pouvoir à Mustapha MAJDOUL, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Henri DE VERBIZIER, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Henri MAILLET ayant donné pouvoir à Nicole LIZA, Jérémie MALEK ayant donné pouvoir à Samira SALOMON, Chantal MARION ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Fabien ABERT, Caroline NAVARRE ayant donné pouvoir à Patrick RIVAS.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Cédric DE SAINT JOUAN, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Patrick VIGNAL

Activités de gymnastique et de randonnées Convention de service Ville de Montpellier - Centre Communal d'Action Sociale

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La Ville de Montpellier a toujours manifesté son intérêt pour le bien-être des seniors et le maintien de leur autonomie, en lien avec le Centre Communal d'Action Sociale (C.C.A.S.), dans le cadre de son action générale de développement social sur la Ville.

L'importance des activités de gymnastique et de randonnée pour cette population n'est plus à démontrer. Elles permettent de réduire certains risques par la mise en place de programmes prévention-santé, prévention des chutes, d'entretien corporel, ou dans le maintien du lien social.

Des animations et activités sont proposées aux personnes âgées, retraitées, âgées d'au moins 62 ans ou en possession d'une carte d'invalidité (80 % au moins), résidant sur Montpellier, munie de la carte Age d'or délivrée gratuitement par le C.C.A.S.

Dans le cadre des activités de gymnastique et de randonnée, le C.C.A.S. ne possédant ni le personnel compétent, ni les structures en nombre suffisant et adaptées à cette pratique, la Ville peut apporter les concours et moyens nécessaires au fonctionnement de cette pratique sportive. Ainsi, la Ville peut mettre à disposition du C.C.A.S. les moyens humains et les installations pour assurer les prestations définies, une

Délibération n°V2018-439

convention fixant les modalités et contributions de chaque entité.

Toutefois, la contribution de la Ville à titre gratuit, eu égard à l'intérêt général du projet mis en œuvre, est assimilable à une subvention en nature valorisable à un montant de 60 080 € (salaires, mises à disposition de salles et matériels pédagogiques).

Le montant de cette subvention en nature sera porté aux comptes administratifs de la Ville et du C.C.A.S.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la convention fixant les modalités d'intervention de la Ville et du Centre Communal d'Action Sociale pour la saison sportive 2018-2019 ;
- d'autoriser la mise à disposition à titre gratuit des moyens humains et techniques de la Ville pour les activités de gymnastique et de randonnée eu égard à l'intérêt général qu'elles représentent ;
- d'approuver la subvention en nature valorisable au montant de 60 080 € ;
- de dire que les montants ainsi valorisés seront inscrits au titre de subvention dans les comptes administratifs de la Ville et du C.C.A.S. ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 11 décembre 2018

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 12 décembre 2018

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention CCAS 2018-2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mercredi 28 novembre 2018

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-huit novembre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Jeunesse et Sports

Présents :

Fabien ABERT, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Daniel BOULET, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Mustapha MAJDOUL, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Sabria BOUALLAGA ayant donné pouvoir à Daniel BOULET, Perla DANAN ayant donné pouvoir à Mustapha MAJDOUL, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Henri DE VERBIZIER, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Henri MAILLET ayant donné pouvoir à Nicole LIZA, Jérémie MALEK ayant donné pouvoir à Samira SALOMON, Chantal MARION ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Fabien ABERT, Caroline NAVARRE ayant donné pouvoir à Patrick RIVAS.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Cédric DE SAINT JOUAN, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Patrick VIGNAL

Attributions de subventions dans le cadre de la thématique SPORTS - Exercice 2018

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble à Montpellier. Chaque année la Ville soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation de notre territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don.

Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant les tableaux ci-dessous.

o Dans le cadre de la thématique JEUNESSE & SPORT / SPORT:

Code	Structure	Type	Montant
2583	BASKET LATTES MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ASSOCIATION BLMA	Fonctionnement	7 800 €

Les crédits seront prélevés sur la nature 6574, chapitre 933

Délibération n°V2018-440

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserves de signature des conventions le cas échéant ;
- De prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget sur les imputations citées ci-dessus pour un montant total de 7 800 €;
- D'approuver les conventions annexées à la présente délibération ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 11 décembre 2018

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 12 décembre 2018

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention type fonctionnement

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mercredi 28 novembre 2018

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-huit novembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Affaires sociales

Présents :

Fabien ABERT, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Daniel BOULET, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÉCHE, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Mustapha MAJDOUL, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Sabria BOUALLAGA ayant donné pouvoir à Daniel BOULET, Perla DANAN ayant donné pouvoir à Mustapha MAJDOUL, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Henri de VERBIZIER, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÉCHE, Henri MAILLET ayant donné pouvoir à Nicole LIZA, Jérémie MALEK ayant donné pouvoir à Samira SALOMON, Chantal MARION ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Fabien ABERT, Caroline NAVARRE ayant donné pouvoir à Patrick RIVAS.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Cédric DE SAINT JOUAN, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Patrick VIGNAL

Fonds Métropolitain d'Aide aux Jeunes : Participation financière 2018 de la Ville de Montpellier à Montpellier Méditerranée Métropole

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Le Fonds Départemental d'Aide aux Jeunes a pour but de venir en aide aux jeunes en difficulté, âgés de 18 à 25 ans en leur attribuant des aides destinées à favoriser leur insertion sociale et professionnelle et, le cas échéant, leur apporter des secours temporaires pour faire face à des besoins urgents. En parallèle, des actions collectives menées en partenariat avec des structures associatives ont également été déployées sur le territoire de Montpellier.

Jusqu'au 31 décembre 2017, la Ville de Montpellier assurait la gestion déléguée du Fonds d'Aide aux Jeunes (FAJ) à l'échelle municipale, pour le compte du Département de l'Hérault (délibération n° 2008/228 du 24 avril 2008). Pour permettre une gestion plus cohérente du fond, la Ville avait transféré la gestion au CCAS (délibération du 24 avril 2008).

A ce titre, la Ville octroyait une participation financière annuelle au CCAS. Pour l'année 2017, le montant de cette participation financière s'élevait à 127 000€ (délibération n°2017/522 du 03/11/2017).

Depuis le 1^{er} janvier 2018 et en application de la loi portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (loi NOTRe), le Département a transféré la compétence du Fonds d'Aide aux Jeunes (FAJ) à Montpellier Méditerranée Métropole.

Délibération n°V2018-441

Afin d'assurer la continuité du financement du dispositif devenu métropolitain (FAJ3M) et en vertu des dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales relatives aux fonds de concours entre les établissements publics de coopération intercommunale et leurs communes membres pour le fonctionnement d'un service, il est proposé que la Ville de Montpellier verse une participation financière d'un montant de 127 000€ à Montpellier Méditerranée Métropole pour 2018.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- D'approuver le versement de la participation financière de la Ville de Montpellier au fonctionnement du FAJ3M, à Montpellier Méditerranée Métropole, pour un montant de 127 000€ pour 2018 ;
- De dire que cette dépense sera imputée au budget de la Ville, chapitre 934 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut, l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 11 décembre 2018

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 12 décembre 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mercredi 28 novembre 2018

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-huit novembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Affaires sociales

Présents :

Fabien ABERT, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Daniel BOULET, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Mustapha MAJDOUL, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Sabria BOUALLAGA ayant donné pouvoir à Daniel BOULET, Perla DANAN ayant donné pouvoir à Mustapha MAJDOUL, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Henri de VERBIZIER, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Henri MAILLET ayant donné pouvoir à Nicole LIZA, Jérémie MALEK ayant donné pouvoir à Samira SALOMON, Chantal MARION ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Fabien ABERT, Caroline NAVARRE ayant donné pouvoir à Patrick RIVAS.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Cédric DE SAINT JOUAN, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Patrick VIGNAL

Attributions de subventions dans le cadre de la thématique SOCIAL - Exercice 2018

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble à Montpellier. Chaque année la Ville soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation de notre territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don.

Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant les tableaux ci-dessous.

o Dans le cadre de la thématique SOCIAL:

Code	Structure	Type	Titre	Montant
7073	ASSOCIATION REBONDS	Projet	PROJET INSERTION RUGBY	1 500 €

Les crédits seront prélevés sur la nature 6574, chapitre 934

Délibération n°V2018-442

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserves de signature des lettres d'engagement ou des conventions le cas échéant ;
- De prélever cette somme sur les crédits inscrits au budget sur les imputations citées ci-dessus pour un montant total de 1 500 €;
- D'approuver la lettre d'engagement annexée à la présente délibération ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 11 décembre 2018

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 12 décembre 2018

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Lettre d'engagement type

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mercredi 28 novembre 2018

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-huit novembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Enfance

Présents :

Fabien ABERT, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Daniel BOULET, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Mustapha MAJDOUL, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Sabria BOUALLAGA ayant donné pouvoir à Daniel BOULET, Perla DANAN ayant donné pouvoir à Mustapha MAJDOUL, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Henri de VERBIZIER, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Henri MAILLET ayant donné pouvoir à Nicole LIZA, Jérémie MALEK ayant donné pouvoir à Samira SALOMON, Chantal MARION ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOSSI, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Fabien ABERT, Caroline NAVARRE ayant donné pouvoir à Patrick RIVAS.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Cédric DE SAINT JOUAN, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Stéphanie JANNIN, Patrick VIGNAL

Renouvellement des conventions de partenariat Ville / Caisse d'Allocations Familiales / Conseil Départemental pour le fonctionnement des Relais Assistant(e)s Maternel(le)s

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La Ville de Montpellier compte actuellement sept secteurs de Relais Assistant(e)s Maternel(le)s (RAM) qui regroupent près de 800 assistant(e)s maternel(le)s indépendantes et offrent une capacité d'accueil pour environ 2 100 enfants. Ces relais ont un rôle d'information et d'accompagnement des parents dans une démarche de recherche d'un mode de garde en accueil individuel ainsi qu'un rôle d'animation pour les enfants accueillis chez ces assistant(e)s maternel(le)s.

Le financement du fonctionnement des RAM ainsi que celui du poste d'animatrice de chaque relais sont assumés à la fois par la Ville, la Caisse d'Allocations Familiales et le Conseil Départemental de l'Hérault dans le cadre d'un partenariat formalisé par une convention tripartite selon les modalités suivantes :

- par le Conseil Départemental à hauteur de 33% (20% pour le RAM Antigone 2) des salaires et charges sociales de l'animatrice dans la limite de 30% d'un prix plafond arrêté chaque année par la CNAF ;
- par la Caisse d'Allocations Familiales qui s'engage à verser une prestation de service dont le montant annuel s'élève à 43% des dépenses de fonctionnement dans la limite d'un prix plafond arrêté chaque année par la CNAF ;
- par la Ville pour le solde.

Délibération n°V2018-443

En raison des dates distinctes de création des RAM, les conventions tripartites initiales ont été conclues sur des périodes différentes. Pour harmoniser les périodes de contractualisation et les mettre en correspondance avec la durée du prochain Contrat Enfance Jeunesse 2019-2022, il est proposé de renouveler l'ensemble des conventions relatives au fonctionnement des sept secteurs de Relais Assistant(e)s Maternel(le)s suivants :

- **RAM « Aiguelongue »** situé 2 rue des Tourterelles dont le secteur géographique d'intervention concerne les quartiers Aiguelongue, Arceaux, Beaux-Arts, Boutonnet, Hôpitaux-Facultés, les Aubes et le Plan des 4 Seigneurs ;
- **RAM « Antigone 1 »** situé 438 boulevard d'Antigone dont le secteur géographique d'intervention concerne les quartiers Antigone, Centre Historique, Comédie, Figuerolles, Gambetta, Gare et Pompignane ;
- **RAM « Antigone 2 »** situé 438 boulevard d'Antigone dont le secteur géographique d'intervention concerne les quartiers Chamberte, Mas Drevon, Près d'Arènes, Saint Martin et Tournezy ;
- **RAM « Croix d'Argent »** situé 635 rue Jacques Bounin, dont le secteur géographique d'intervention concerne les quartiers Bagatelle-Ovalie, Croix d'Argent, Estanove et Pas du Loup ;
- **RAM « Mosson »** situé 123 rue de Lausanne, dont le secteur géographique d'intervention concerne les quartiers Celleneuve, les Hauts de Massane, Malbosc-Euromedecine et Mosson ;
- **RAM « Odyseum »** situé 280 boulevard Pénélope, dont le secteur géographique d'intervention concerne les quartiers Aiguerelles, Pont Trinquat, Port Marianne et Grammont ;
- **RAM « Saint Clément »** situé 311 avenue St Clément, dont le secteur géographique d'intervention concerne les quartiers Alco, Cévennes et La Martelle.

Toutes les conventions seront donc conclues pour une période de 1 an à compter du 1^{er} janvier 2019 et jusqu'au 31 décembre 2019. Elles seront ensuite reconduites expressément par période successive de 1 an pour une durée maximale de 3 ans sans que ce délai ne puisse excéder le 31 décembre 2022.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver le renouvellement des conventions jointes en annexe ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut Madame l'Adjointe Déléguée, à signer tous documents ou actes relatifs à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 57 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 11 décembre 2018

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Délibération n°V2018-443

Publiée le : 12 décembre 2018

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- convention RAM Aiguelongue
- convention RAM Antigone
- convention RAM Croix d'Argent
- convention RAM Mosson
- convention RAM St Clément
- convention RAM Odysseum

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mercredi 28 novembre 2018

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-huit novembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Affaires économiques, Commerce et Artisanat

Présents :

Fabien ABERT, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Daniel BOULET, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÈCHE, Vincent HALUSKA, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Mustapha MAJDOUL, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Sabria BOUALLAGA ayant donné pouvoir à Daniel BOULET, Perla DANAN ayant donné pouvoir à Mustapha MAJDOUL, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Henri DE VERBIZIER, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÈCHE, Henri MAILLET ayant donné pouvoir à Nicole LIZA, Jérémie MALEK ayant donné pouvoir à Samira SALOMON, Chantal MARION ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Fabien ABERT, Caroline NAVARRE ayant donné pouvoir à Patrick RIVAS.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Cédric DE SAINT JOUAN, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Stéphanie JANNIN, Patrick VIGNAL

Cœur de Ville en Lumières 2018 - Approbation des conventions de mécénat

Madame l'Adjointe Déléguée aux Affaires économiques, au Commerce et à l'Artisanat, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, rapporte :

Par délibération n° V2018/137 en date du 3 mai 2018, le Conseil municipal a validé les principes de l'organisation et du financement de la manifestation « Cœur de Ville en lumières » 2018 et notamment la reconduction du mécénat, préalablement validé par la DDFIP par courrier du 1er mars 2017.

Il convient maintenant d'approuver les conventions liant chaque mécène de la manifestation à la Ville de Montpellier, conventions qui encadreront les engagements réciproques de chaque partie.

Il est ici proposé de conventionner avec 3 structures ayant proposé leur mécénat :

NOM DU MECENE	MONTANT
MC DONALD'S	10 000 €
7 OFFICIEL	1 000 €
Aéroport de Montpellier	5 000 €
TOTAL MECENAT	16 000 €

Délibération n°V2018-444

La convention signée pourra servir de reçu fiscal, mais un document dédié pourra être fourni au mécène sur demande.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la signature des conventions de mécénat relatives à la manifestation « Cœur de Ville en Lumières » 2018 entre la Ville de Montpellier et les 3 structures présentées dans la présente délibération, les mécènes s'engageant à participer au financement de l'opération à hauteur de 16 000€ ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou Madame l'Adjointe Déléguée à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 55 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 2 voix

Mme Véronique PEREZ, M. Philippe SAUREL.

Fait à Montpellier, le 11 décembre 2018

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 12 décembre 2018

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- CONVENTION MECENAT 2018.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mercredi 28 novembre 2018

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-huit novembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Affaires économiques, Commerce et Artisanat

Présents :

Fabien ABERT, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Daniel BOULET, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Mustapha MAJDOUL, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Sabria BOUALLAGA ayant donné pouvoir à Daniel BOULET, Perla DANAN ayant donné pouvoir à Mustapha MAJDOUL, Titina DASILVA ayant donné pouvoir à Henri DE VERBIZIER, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Henri MAILLET ayant donné pouvoir à Nicole LIZA, Jérémie MALEK ayant donné pouvoir à Samira SALOMON, Chantal MARION ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Fabien ABERT, Caroline NAVARRE ayant donné pouvoir à Patrick RIVAS.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Cédric DE SAINT JOUAN, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Stéphanie JANNIN, Patrick VIGNAL

Cœur de Ville en Lumières 2018 - Approbation des conventions de parrainage

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Par délibération n° V2018/137 en date du 3 mai 2018, le Conseil municipal a validé les principes de l'organisation et du financement de la manifestation « Cœur de Ville en Lumières » 2018, ainsi que le règlement de parrainage.

Il convient maintenant d'approuver les conventions liant chaque parrain de la manifestation à la Ville de Montpellier, conventions qui encadreront les engagements réciproques et notamment les contreparties offertes à chaque parrain en fonction du montant de sa participation.

Il est ici proposé de conventionner avec 22 structures ayant proposé leur parrainage :

Délibération n°V2018-445

NOM DU PARRAIN	MONTANT HT
AD VITAM	2 000 €
Groupe FREY	5 000 €
Pitch Promotion	5 000 €
ENEDIS	2 000 €
SOCIETE GENERALE	2 000 €
LOGGER SUD IMMOBILIER	3 000 €
URBASER	2 000 €
RESTAURANT LES BAINS	2 000 €
ORSA EVENTS	5 000 €
FDI GROUPE	10 000 €
ANGELOTTI	10 000 €
HELENIS	10 000 €
CITEOS	12 000 €
VINCI IMMOBILIER	10 000 €
OCEANIS	10 000 €
	7 000 €
BOUYGUES ENERGIES ET SERVICES	COMPETENCES
	2 500 €
MEDIAFFICHE	COMPETENCES
LIDL	10 000 €
CCI	20 000 €
RTS	COMPETENCES
JC DECAUX	COMPETENCES
MIDI LIBRE	COMPETENCES
TOTAL PARRAINAGE	129 500 €

Pour les parrainages financiers, l'appel de fonds sera effectué dès signature de la convention par émission d'un titre de recettes.

Pour les parrainages de compétences, techniques ou de communication, ils ont été valorisés afin de déterminer la catégorie de parrainage (intermédiaire et privilège). Ils seront mis en œuvre dès le démarrage de la campagne de communication de la Ville.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la signature des conventions de parrainage relatives à la manifestation « Cœur de Ville en Lumières » 2018 entre la Ville de Montpellier et les 22 structures présentées dans la présente délibération, les parrains financiers s'engageant à participer au financement de l'opération à hauteur d'un montant global de 129 500€ HT, les parrains de compétences s'engageant à mettre en œuvre des moyens de communications valorisés selon le règlement de parrainage ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou Madame l'Adjointe Déléguée à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Délibération n°V2018-445

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 54 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 3 voix

Mme Véronique DEMON, Mme Chantal LEVY-RAMEAU, Mme Véronique PEREZ.

**Fait à Montpellier, le 11 décembre
2018**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 12 décembre 2018

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- CONVENTION parrainage 2018.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mercredi 28 novembre 2018

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-huit novembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Affaires économiques, Commerce et Artisanat

Présents :

Fabien ABERT, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Daniel BOULET, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Mustapha MAJDOL, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Sabria BOUALLAGA ayant donné pouvoir à Daniel BOULET, Perla DANAN ayant donné pouvoir à Mustapha MAJDOL, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Henri de VERBIZIER, Claire HART ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Henri MAILLET ayant donné pouvoir à Nicole LIZA, Jérémie MALEK ayant donné pouvoir à Samira SALOMON, Chantal MARION ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Fabien ABERT, Caroline NAVARRE ayant donné pouvoir à Patrick RIVAS.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Cédric DE SAINT JOUAN, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Stéphanie JANNIN, Patrick VIGNAL.

Convention de partenariat entre la Ville de Montpellier et l'association d'Art et de Feu relative à l'organisation du Festival d'Arts et de Feu 2019

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

En 2018, la Ville de Montpellier a travaillé en étroite collaboration avec l'association des Ateliers Saint Roch dans l'objectif de monter une manifestation qualitative autour de l'artisanat d'art verre, métal, céramique. Les 1^{er} et 2 juin 2018 ont eu lieu le premier Festival d'Art et de Feu regroupant 40 exposants, des animations et des démonstrations. Cette première édition a mis à l'honneur les multiples formes de travail du verre, du métal et de la terre. Pendant deux jours, ce festival a regroupé 40 exposants, des démonstrations et des animations proposées au public de tout âge.

Ces artisans et métiers d'arts présents sur Montpellier et sa Métropole restent pourtant isolés et méconnus du grand public. Ce Festival d'Art et de Feu contribue à l'attractivité et au rayonnement de Montpellier comme « Ville et Métiers d'Art » en valorisant et en préservant le développement économique des métiers d'art.

A l'issu d'un bilan positif partagé entre la Ville et son partenaire, il a été convenu de renouveler cette manifestation en 2019, dans l'objectif de faire connaître et reconnaître les savoir-faire des artisans Art et Feu de Montpellier et de sa région. Cet événement sera l'occasion de promouvoir les talents montpelliérains et régionaux au travers de stands, d'espaces d'exposition, de démonstrations et d'ateliers.

A terme, l'objectif commun de la Ville de Montpellier et de l'association d'Art et de Feu est d'inscrire cette rencontre dans la durée et d'en faire une référence Arts et Feu incontournable.

La convention annexée à la présente délibération précise les conditions du partenariat entre la Ville de Montpellier et l'association d'Art et de Feu pour l'organisation de l'édition 2019 du Festival d'Arts et de Feu qui se déroulera sur l'Esplanade Charles de Gaulle les 1er et 2 juin 2019.

Dans le cadre de cette manifestation, la Ville de Montpellier prendra en charge la sécurité et les animations à destination des enfants, pour un montant total estimé à 3000 euros.

En sa qualité d'expert des Métiers d'Art et de Feu, l'association d'Art et de Feu sera l'interlocuteur unique des artisans-créateurs et le lien privilégié avec les partenaires qui seront choisis en concertation avec la Ville de Montpellier. Elle assurera également une diffusion large de cet événement, à l'échelle régionale, à travers son réseau et préparera la scénographie, gage de succès de cette manifestation.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver la convention entre la Ville de Montpellier et l'association d'Art et de Feu pour l'organisation du Festival d'Arts et de Feu 2019 ;
- De dire que les dépenses afférentes seront imputées sur le budget de la Ville, tous chapitres ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 57 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 11 décembre 2018

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 12 décembre 2018

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention Festival d'Arts et de Feu

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mercredi 28 novembre 2018

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-huit novembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Culture

Présents :

Fabien ABERT, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Daniel BOULET, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Mustapha MAJDOUL, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Sabria BOUALLAGA ayant donné pouvoir à Daniel BOULET, Perla DANAN ayant donné pouvoir à Mustapha MAJDOUL, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Henri DE VERBIZIER, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Henri MAILLET ayant donné pouvoir à Nicole LIZA, Jérémie MALEK ayant donné pouvoir à Samira SALOMON, Chantal MARION ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Fabien ABERT, Caroline NAVARRE ayant donné pouvoir à Patrick RIVAS.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Cédric DE SAINT JOUAN, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Stéphanie JANNIN, Patrick VIGNAL

Boutographies 2018

Acquisition d'œuvres de Cédric Calandraud, lauréat du prix du jury des Boutographies

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Depuis la création des Boutographies, la Ville de Montpellier soutient fortement ces rencontres photographiques montpelliéraines comme l'un des festivals artistiques phares du territoire communal et métropolitain.

Le Prix du Jury, créé en 2009, récompense un jeune photographe européen dont la démarche est jugée particulièrement digne d'être encouragée. Depuis 2010, la Ville a choisi d'enrichir son fonds photographique par l'acquisition de tirages provenant de la série primée.

Le lauréat 2018 est Cédric Calandraud.

La Ville de Montpellier a choisi d'acquérir quatre photographies, signées et numérotées, issues de la série *France 98*.

Délibération n°V2018-447

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'autoriser la signature du contrat de vente des photographies, joint en annexe, pour un montant global de 2 500 € TTC ;
- D'imputer la dépense sur le budget 2018 de la Ville, chapitre 903 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Madame l'Adjointe déléguée à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 56 voix

Contre : 1 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 11 décembre 2018

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 12 décembre 2018

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- contrat de vente

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mercredi 28 novembre 2018

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-huit novembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Culture

Présents :

Fabien ABERT, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Daniel BOULET, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Mustapha MAJDOUL, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Sabria BOUALLAGA ayant donné pouvoir à Daniel BOULET, Perla DANAN ayant donné pouvoir à Mustapha MAJDOUL, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Henri DE VERBIZIER, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Henri MAILLET ayant donné pouvoir à Nicole LIZA, Jérémie MALEK ayant donné pouvoir à Samira SALOMON, Chantal MARION ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Fabien ABERT, Caroline NAVARRE ayant donné pouvoir à Patrick RIVAS.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Cédric DE SAINT JOUAN, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Stéphanie JANNIN, Patrick VIGNAL.

Montpellier Contemporain (MoCo) Convention de financement- exercice 2018

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Par délibération n° V2017/176 du 22 juin 2017, la Ville de Montpellier a approuvé la création et les statuts de l'établissement public de coopération culturelle Montpellier Contemporain (MoCo). Ce nouvel établissement, composé de l'Ecole Supérieure des Beaux-Arts (ESBAMA), de la Panacée et de l'Hôtel Montcalm, est le fruit d'un partenariat entre l'Etat, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier.

Ses missions principales sont de participer au service public de l'enseignement supérieur et de la recherche dans le domaine des arts plastiques, de développer la production, l'exposition et la médiation de l'art contemporain, dans et hors ses murs, d'encourager la création contemporaine et de participer à l'enrichissement et à la diffusion de la réflexion sur les questions touchant à la société et à la culture contemporaines.

Les statuts de l'EPCC MoCo prévoient les montants des contributions annuelles versées par les trois collectivités membres.

Pour l'exercice 2018, ces contributions sont établies comme suit :

- Etat : 280 000 € ;
- Montpellier Méditerranée Métropole : 2 122 231 € ;

Délibération n°V2018-448

- Ville de Montpellier : 2 159 170 €.

Une convention de financement doit ainsi être conclue entre la Ville de Montpellier et l'EPCC MoCo, convention détaillant les modalités de versement de cette contribution financière, déduction faite des frais ayant continué à être pris en charge par la collectivité, notamment pour l'entretien du bâtiment la Panacée.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver la convention de financement de l'établissement public de coopération culturelle Montpellier Contemporain par la Ville de Montpellier, pour l'exercice 2018, jointe en annexe ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2018 de la Ville, chapitre 933 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Madame l'Adjointe déléguée à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 44 voix

Contre : 1 voix

Abstentions : 8 voix

Ne prennent pas part au vote : 4 voix

M. Guy BARRAL, Mme Sonia KERANGUEVEN, Mme Isabelle MARSALA, M. Bernard TRAVIER.

Fait à Montpellier, le 11 décembre 2018

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 12 décembre 2018

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- convention de financement 2018

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mercredi 28 novembre 2018

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-huit novembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Prévention Santé et Droits des femmes

Présents :

Fabien ABERT, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Daniel BOULET, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDÓ, Mustapha MAJDOUL, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Sabria BOUALLAGA ayant donné pouvoir à Daniel BOULET, Perla DANAN ayant donné pouvoir à Mustapha MAJDOUL, Titina DASILVA ayant donné pouvoir à Henri DE VERBIZIER, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Henri MAILLET ayant donné pouvoir à Nicole LIZA, Jérémie MALEK ayant donné pouvoir à Samira SALOMON, Chantal MARION ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Fabien ABERT, Caroline NAVARRE ayant donné pouvoir à Patrick RIVAS.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Cédric DE SAINT JOUAN, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Stéphanie JANNIN, Véronique PEREZ, Patrick VIGNAL

Attribution d'une subvention dans le cadre de la thématique DROITS DES FEMMES - Exercice 2018

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble à Montpellier. Chaque année la Ville soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation de notre territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don.

Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant les tableaux ci-dessous.

o Dans le cadre de la thématique SOCIAL / DROIT DES FEMMES:

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
4163	VIA VOLTAIRE	Projet	SENSIBILISATION DES AGENTS AUX VIOLENCES FAITES AUX FEMMES	600 €

Les crédits seront prélevés sur la nature 6574, chapitre 934

Délibération n°V2018-449

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- De décider de l'affectation de la subvention telle que définie ci-dessus, sous réserve de signature de la lettre d'engagement;
- De prélever cette somme sur les crédits inscrits au budget sur l'imputation citée ci-dessus pour un montant total de 600 €;
- D'approuver la lettre d'engagement type annexée à la présente délibération ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 56 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 11 décembre
2018**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 12 décembre 2018

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Lettre d'engagement

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mercredi 28 novembre 2018

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-huit novembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Relations internationales

Présents :

Fabien ABERT, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Daniel BOULET, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Mustapha MAJDOUL, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Sabria BOUALLAGA ayant donné pouvoir à Daniel BOULET, Perla DANAN ayant donné pouvoir à Mustapha MAJDOUL, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Henri DE VERBIZIER, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Henri MAILLET ayant donné pouvoir à Nicole LIZA, Jérémie MALEK ayant donné pouvoir à Samira SALOMON, Chantal MARION ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Fabien ABERT, Caroline NAVARRE ayant donné pouvoir à Patrick RIVAS.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Cédric DE SAINT JOUAN, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Véronique PEREZ, Patrick VIGNAL.

Adhésion au réseau MedCités Année 2019

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La Ville de Montpellier a été invitée à participer le 4 octobre dernier à la table ronde sur les défis communs et les solutions aux problèmes des villes méditerranéennes, lors de la Conférence Annuelle des Maires de MedCités qui s'est tenue à Barcelone.

Suite à cette intervention, la Ville de Montpellier a été sollicitée afin de rejoindre le réseau MedCités.

MedCités est une association de 57 municipalités de 15 pays du bassin méditerranéen. Elle a pour objectif de soutenir les gouvernements locaux dans leur développement à travers quatre lignes d'action : la mise en œuvre de projets, l'organisation d'activités d'échange de connaissances, la promotion de la coopération au sein de ses membres et la possibilité pour les gouvernements locaux méditerranéens de se faire entendre lors de débats au niveau international.

Actuellement, l'Aire Métropolitaine de Barcelone occupe la fonction de Secrétariat général de ce réseau.

L'adhésion représente un montant de 1 700 euros pour l'année 2019.

Délibération n°V2018-450

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'autoriser l'adhésion de la Ville de Montpellier au réseau MedCités pour l'année 2019 ;
- D'autoriser M. le Maire ou à défaut à l'Adjoint délégué à prendre tous les actes relatifs à l'intégration de ce réseau ;
- De prélever les dépenses inhérentes à l'adhésion à ce réseau sur le budget de la Ville, pour un montant de 1700 euros pour l'année 2019.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 56 voix

Contre : 1 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 11 décembre 2018

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 12 décembre 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mercredi 28 novembre 2018

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-huit novembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Relations internationales

Présents :

Fabien ABERT, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Daniel BOULET, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Mustapha MAJDOUL, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALLANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Sabria BOUALLAGA ayant donné pouvoir à Daniel BOULET, Perla DANAN ayant donné pouvoir à Mustapha MAJDOUL, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Henri DE VERBIZIER, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Henri MAILLET ayant donné pouvoir à Nicole LIZA, Jérémie MALEK ayant donné pouvoir à Samira SALOMON, Chantal MARION ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Fabien ABERT, Caroline NAVARRE ayant donné pouvoir à Patrick RIVAS.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Cédric DE SAINT JOUAN, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Véronique PEREZ, Patrick VIGNAL

Attributions de subventions dans le cadre de la thématique INTERNATIONAL - Exercice 2018

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble à Montpellier. Chaque année la Ville soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation de notre territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don.

Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant les tableaux ci-dessous.

o Dans le cadre de la thématique INTERNATIONAL:

Code	Structure	Type	Montant
1397	MAISON DE L'EUROPE DE MONTPELLIER	Fonctionnement	7 000 €
6666	GEMINI WAY	Fonctionnement	4 000 €
TOTAL			11 000 €

Les crédits seront prélevés sur la nature 6574, chapitre 936

Délibération n°V2018-451**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :**

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserves de signature des conventions;
- De prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget sur les imputations citées ci-dessus pour un montant total de 11 000 €;
- D'approuver la convention type annexée à la présente délibération ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 56 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 11 décembre
2018**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

✓

Publiée le : 12 décembre 2018

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention type fonctionnement

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mercredi 28 novembre 2018

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-huit novembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

**Finances, Administration
générale, Affaires
juridiques, Patrimoine**

Présents :

Fabien ABERT, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Daniel BOULET, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÈCHE, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Mustapha MAJDOUL, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Sabria BOUALLAGA ayant donné pouvoir à Daniel BOULET, Perla DANAN ayant donné pouvoir à Mustapha MAJDOUL, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Henri de VERBIZIER, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÈCHE, Henri MAILLET ayant donné pouvoir à Nicole LIZA, Jérémie MALEK ayant donné pouvoir à Samira SALOMON, Chantal MARION ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Fabien ABERT, Caroline NAVARRE ayant donné pouvoir à Patrick RIVAS.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Cédric DE SAINT JOUAN, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Patrick VIGNAL

Budget 2018 - Décision Modificative n°1 - Adoption

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Dans le cadre de l'exécution budgétaire de l'exercice 2018, il convient de procéder à des ajustements de crédits entre les différents chapitres du Budget Principal.

La Décision Modificative du Budget Principal s'équilibre à **832 937,70 euros en fonctionnement** et à **1 717 405,00 euros en investissement**.

La Décision Modificative concernant le Budget Principal se présente de la façon suivante :

BUDGET PRINCIPAL – FONCTIONNEMENT

FONCTIONNEMENT - DEPENSES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
930	Administration Générale	313 000,00		313 000,00
931	Sécurité et salubrité publiques	450 200,00		450 200,00
932	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	-11 594,00		-11 594,00
933	Culture, vie sociale, jeunesse, sports	-144 000,00		-144 000,00

Délibération n°V2018-452

	et loisirs			
934	Santé et action sociale	-423 000,00		-423 000,00
935	Aménagement des territoires et habitat	850 359,34		850 359,34
936	Action économique	2 000,00		2 000,00
937	Environnement	-100 000,00		-100 000,00
938	Transports	-1 580 000,00		-1 580 000,00
944	Frais de fonctionnement des groupes d'élus	-100 000,00		-100 000,00
953	Virement à la section d'investissement		1 575 972,36	1 575 972,36
Total		-743 034,66	1 575 972,36	832 937,70

FONCTIONNEMENT - RECETTES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
930	Administration Générale	74 550,00		74 550,00
932	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	642 000,00		642 000,00
933	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs			0,00
934	Santé et action sociale	8 000,00		8 000,00
935	Aménagement des territoires et habitat	37 476,00		37 476,00
938	Transports	-1 000 000,00		-1 000 000,00
940	Impositions directes	1 010 672,00		1 010 672,00
941	Autres impôts et taxes	70 579,00		70 579,00
942	Dotations et participations	-10 339,30		-10 339,30
Total		832 937,70	0,00	832 937,70

BUDGET PRINCIPAL – INVESTISSEMENT

INVESTISSEMENT - DEPENSES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
900	Administration Générale	-789 880,00		-789 880,00
901	Sécurité	-128 000,00		-128 000,00
902	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	13 363,00		13 363,00
903	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	-1 042 655,00		-1 042 655,00
904	Santé et action sociale	27 737,00		27 737,00
905	Aménagement des territoires et habitat	-1 387 160,00		-1 387 160,00
923	Dettes et autres opérations financières	5 024 000,00		5 024 000,00
Total		1 717 405,00	0,00	1 717 405,00

Délibération n°V2018-452

INVESTISSEMENT - RECETTES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
903	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	-4 500,00		-4 500,00
905	Aménagement des territoires et habitat	-56 580,00		-56 580,00
921	Taxes non affectées	-23 068 829,29		-23 068 829,29
922	Dotations et participations	23 923 231,29		23 923 231,29
923	Dettes et autres opérations financières	-651 889,36		-651 889,36
951	Virement de la section de fonctionnement		1 575 972,36	1 575 972,36
Total		141 432,64	1 575 972,36	1 717 405,00

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la Décision Modificative du Budget Principal par chapitre en section de fonctionnement et en section d'investissement, conformément à la nomenclature M57,
- d'autoriser Monsieur le Maire à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 49 voix

Contre : 1 voix

Abstentions : 8 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 11 décembre 2018

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 12 décembre 2018

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- DM n°1 BP 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mercredi 28 novembre 2018

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-huit novembre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

**Finances, Administration
générale, Affaires
juridiques, Patrimoine**

Présents :

Fabien ABERT, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Daniel BOULET, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Mustapha MAJDOUL, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSOUSS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Sabria BOUALLAGA ayant donné pouvoir à Daniel BOULET, Perla DANAN ayant donné pouvoir à Mustapha MAJDOUL, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Henri DE VERBIZIER, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Henri MAILLET ayant donné pouvoir à Nicole LIZA, Jérémie MALEK ayant donné pouvoir à Samira SALOMON, Chantal MARION ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Fabien ABERT, Caroline NAVARRE ayant donné pouvoir à Patrick RIVAS.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Cédric DE SAINT JOUAN, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Patrick VIGNAL

Adoption du rapport de la Commission Locale d'Evaluation des transferts de charges (CLETC) du 27 septembre 2018

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Conformément à l'article 86 de la loi n° 99-586 du 12 juillet 1999 qui organise la procédure d'évaluation des transferts de charges entre les communes et les EPCI à fiscalité propre codifiée au Code Général des Impôts (article 1609 nonies C), la Communauté d'Agglomération de Montpellier a mis en place par délibération n°4693 en date du 24 juin 2002, modifiée par délibération n°12297 du 19 juin 2014, la Commission Locale d'Evaluation des Transferts de Charges (CLETC).

La transformation de la Communauté d'Agglomération en Métropole au 1^{er} janvier 2015, a impliqué des transferts de compétences. Depuis, d'autres transferts de compétences ou d'équipements ont eu lieu et ont donné lieu à des transferts de charges et des modifications des montants d'attributions de compensations.

L'évaluation de ces transferts a été examinée lors de la séance de la CLETC du 27 septembre 2018. Au cours de cette réunion, le Président de la commission a présenté le projet de rapport d'évaluation des charges transférées, qui a été débattu et approuvé par la commission.

En application de l'article 1609 nonies C du Code Général des Impôts, ce rapport est soumis à l'approbation des communes membres de la Métropole.

Délibération n°V2018-453

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver le rapport de la Commission Locale d'Evaluation des Transferts de Charges, annexé à la présente délibération.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 56 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 11 décembre 2018

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 12 décembre 2018

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Rapport CLETC

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mercredi 28 novembre 2018

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-huit novembre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

**Finances, Administration
générale, Affaires
juridiques, Patrimoine**

Présents :

Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Daniel BOULET, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Mustapha MAJDOUL, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Fabien ABERT ayant donné pouvoir à Maud BODKIN, Lorraine ACQUIER ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Sabria BOUALLAGA ayant donné pouvoir à Daniel BOULET, Perla DANAN ayant donné pouvoir à Mustapha MAJDOUL, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Henri DE VERBIZIER, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Henri MAILLET ayant donné pouvoir à Nicole LIZA, Jérémie MALEK ayant donné pouvoir à Samira SALOMON, Chantal MARION ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Caroline NAVARRE ayant donné pouvoir à Patrick RIVAS.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Cédric DE SAINT JOUAN, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Patrick VIGNAL, Patricia MIRALLES.

Approbation du montant des attributions de compensation 2018 définitives

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La transformation de la Communauté d'Agglomération en Métropole au 1^{er} janvier 2015, par décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 a impliqué des transferts de compétences. Depuis, d'autres transferts de compétences ou d'équipements ont eu lieu et ont donné lieu à des transferts de charges et des modifications des montants d'attributions de compensations.

La fixation de l'attribution de compensation a pour objectif d'assurer la neutralité budgétaire de ces transferts de compétences, en trouvant un juste équilibre entre la préservation des équilibres financiers des communes et la capacité à agir de la Métropole

Dans ce contexte, le calcul des attributions de compensation constitue un élément important du passage en Métropole. Il conditionne les relations financières qui lient Montpellier Méditerranée Métropole à ses communes membres et détermine le niveau des moyens dont la Métropole disposera pour exercer les compétences transférées. A cet égard, les méthodes d'évaluations ont été établies dans le cadre d'une concertation approfondie entre la Métropole et les communes.

Conformément à l'article 1609 nonies C du Code Général des Impôts, le montant prévisionnel des attributions de compensation a été notifié aux communes le 26 janvier 2018.

Les membres de la Commission Locale d'Evaluation des Transferts de Charges (CLETC) se sont réunis le

Délibération n°V2018-454

27 septembre 2018 afin de rendre leurs conclusions sur l'évaluation des charges nettes transférées à intégrer dans les attributions de compensation. Ces évaluations prennent en compte le transfert des charges liées à la compétence GEMAPI (gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations) ainsi que les compensations aux communes relatives à la taxe de séjour suite à son transfert et aux loyers des opérateurs téléphoniques pour l'hébergement des antennes téléphoniques sur les châteaux d'eau transférés. La CLETC a émis un avis favorable sur l'évaluation de ces charges transférées.

Compte tenu des nouvelles dispositions ouvertes par l'article 81 de la loi de finances rectificative pour 2016, il est aujourd'hui possible d'inscrire une part des AC en section d'investissement. Dans ce cadre, la CLETC du 27 septembre 2018 a proposé aux communes membres d'établir une partie de l'AC 2018 en section d'investissement en ce qui concerne la compétence GEMAPI.

Ainsi et conformément au rapport de CLETC joint au présent rapport pour information, il est proposé d'établir l'AC fonctionnement définitive 2018 selon le tableau ci-contre :

Communes	Attribution de Compensation fonctionnement définitive 2018	Attribution de Compensation fonctionnement définitive 2018
	versée par la Commune à la Métropole	versée par la Métropole à la Commune
Baillargues	468 460,52	
Beaulieu	153 853,50	
Castelnau-le-Lez	2 126 479,83	
Castries	222 997,40	
Clapiers	576 428,74	
Cournonsec	85 601,42	
Cournonterral	527 253,16	
Fabrègues		179 545,81
Grabels	661 456,87	
Jacou	740 579,75	
Juvignac	1 820 203,09	
Lattes	542 117,04	
Lavérune		609 873,83
Le Crès	993 765,65	
Montaud	97 110,86	
Montferrier-sur-Lez	634 169,82	
Montpellier	39 237 489,29	
Murviel-lès-Montpellier	163 815,08	
Pérols	1 579 188,18	
Pignan	419 618,23	
Prades-le-Lez	714 289,05	
Restinclières	195 232,82	
Saint-Brès	194 839,17	
Saint-Drézéry	166 379,87	
Saint-Geniès-des-Mourgues	190 263,43	
Saint-Georges-d'Orques	299 787,35	
Saint-Jean-de-Védas	889 663,24	
Saussan	168 187,65	
Sussargues	216 471,87	
Vendargues		1 427 980,58
Villeneuve-lès-Maguelone	427 134,71	
TOTAL	54 512 837,59	2 217 400,22

Délibération n°V2018-454

Il est également proposé d'établir l'AC investissement définitive 2018 selon le tableau ci-contre :

Communes	Attribution de Compensation investissement définitive 2018	Attribution de Compensation investissement définitive 2018
	versée par la Commune à la Métropole	versée par la Métropole à la Commune
Baillargues	94 905,00	
Beaulieu	22 780,00	
Castelnau-le-Lez	14 189,00	
Castries	92 053,00	
Clapiers	20 524,00	
Cournonsec	25 013,00	
Cournonterral	60 586,00	
Fabrigues	13 150,00	
Grabels	15 907,00	
Jacou	4 876,00	
Juignac	218 522,00	
Lattes	391 759,00	
Lavérune	8 544,00	
Le Crès	133 070,00	
Montaud	18 683,00	
Montferrier-sur-Lez	2 616,00	
Montpellier	5 139 463,00	
Murviel-lès-Montpellier	23 413,00	
Pérols	356 625,00	
Pignan	74 343,00	
Prades-le-Lez	26 269,00	
Restinclières	16 365,00	
Saint-Brès	2 046,00	
Saint-Drézéry	39 378,00	
Saint-Geniès-des-Mourgues	24 175,00	
Saint-Georges-d'Orques	10 773,00	
Saint-Jean-de-Védas	257 051,00	
Saussan	1 066,00	
Sussargues	24 442,00	
Vendargues	12 391,00	
Villeneuve-lès-Maguelone	19 184,00	
TOTAL	7 164 161,00	0,00

Pour mémoire, en application de la loi n°2015-1785 du 29 décembre 2015 de finances pour 2016, « le montant de l'AC et les conditions de sa révision peuvent être fixés librement par délibérations concordantes du conseil communautaire, statuant à la majorité des deux tiers, et des conseils municipaux des communes membres intéressées en tenant compte du rapport de CLETC ».

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver le montant de l'attribution de compensation définitive 2018 tant en fonctionnement qu'en investissement, conformément aux tableaux sus visés.

Délibération n°V2018-454

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 55 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 11 décembre
2018**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 12 décembre 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mercredi 28 novembre 2018

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-huit novembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

**Finances, Administration
générale, Affaires
juridiques, Patrimoine**

Présents :

Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Daniel BOULET, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Mustapha MAJDOUL, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Fabien ABERT ayant donné pouvoir à Maud BODKIN, Lorraine ACQUIER ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Sabria BOUALLAGA ayant donné pouvoir à Daniel BOULET, Perla DANAN ayant donné pouvoir à Mustapha MAJDOUL, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Henri DE VERBIZIER, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Henri MAILLET ayant donné pouvoir à Nicole LIZA, Jérémie MALEK ayant donné pouvoir à Samira SALOMON, Chantal MARION ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Caroline NAVARRE ayant donné pouvoir à Patrick RIVAS.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Cédric DE SAINT JOUAN, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Patrick VIGNAL, Patricia MIRALLES.

Rapport annuel 2017 du délégataire People and Baby relatif à la gestion de la crèche Joséphine Baker

Monsieur le premier Adjoint, Max LEVITA, rapporte :

Par délibération du 27 Juillet 2009, le Conseil municipal a programmé, dans le cadre de l'aménagement de la ZAC Ovalie, la construction de la crèche Joséphine Baker, établissement d'accueil des jeunes enfants, d'une capacité de 60 places d'accueil collectif et de 9 places d'accueil familial.

A l'issue de la procédure d'appel d'offres, par délibération du Conseil Municipal du 26 mars 2012, la Ville de Montpellier a donc confié à la Mutualité Française de l'Hérault l'exploitation de cet établissement pour une durée de 3 ans sous la forme d'une convention de Délégation de Service Public qui a pris effet au 1^{er} septembre 2012 et s'est terminée le 31 août 2015.

Par délibération du 2 octobre 2014, la Ville de Montpellier a approuvé le principe du renouvellement de la gestion de la crèche « Joséphine Baker » dans le cadre d'une délégation de service public.

A l'issue de la procédure d'appel d'offres, par délibération du Conseil Municipal du 23 juillet 2015, la Ville de Montpellier a confié à l'entreprise People and Baby l'exploitation de cet établissement pour une durée de 6 ans sous la forme d'une convention de Délégation de Service Public qui a pris effet au 1^{er} septembre 2015.

Conformément à l'article L1411-3 du Code général des collectivités territoriales, le délégataire produit chaque année avant le 1^{er} juin à l'autorité délégante un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la délégation de service public et une analyse de la qualité du service. Ce rapport doit donner lieu à une analyse.

Délibération n°V2018-455

A cet effet, le rapport a donné lieu à :

- une communication au Conseil Municipal par délibération du 17 juillet 2018 ;
- une présentation en Commission de Contrôle des Déléataires de Service Public en date du 25 octobre 2018.
- une présentation en Commission Consultative des Services Publics Locaux en date du 05 novembre 2018;

Suite à ces étapes préliminaires, il est proposé l'analyse suivante du rapport du délégataire People and Baby pour la période du 01 janvier au 31 décembre 2017 :

I- Présentation, conditions d'exécution et analyse de la qualité du service délégué

➤ *Présentation et conditions d'exécution*

Les principales caractéristiques de cette délégation de service public sont les suivantes :

- Accueil des enfants sur une amplitude horaire journalière de 11h (7h30 à 18h30) ; l'établissement est ouvert du lundi au vendredi avec 5 semaines de fermeture annuelle. Pendant ces périodes de fermeture la continuité d'accueil des enfants est assurée grâce à une concertation étroite avec la ville ;
- Qualité d'accueil assurée par 24,6 professionnels : 1 puéricultrice, 1 infirmier, 4 éducatrices de jeunes enfants, 6 auxiliaires de puériculture, 6 CAP Petite Enfance, 2 agent d'entretien, 1 cuisinier, 0,6 secrétaire et 3 assistantes maternelles.
- Offre d'équipement conséquente et adaptée. Les repas sont préparés au sein de l'établissement par un cuisinier.
- Projet pédagogique : la crèche fonctionne avec 3 sections bébés, moyens et grands. Elle doit permettre à l'enfant de se découvrir, de découvrir les autres, de s'éveiller en compagnie des autres enfants et des professionnels. En 2017, dans le cadre du projet « Génération durable », de nouveaux ateliers ont été développés autour des thèmes suivants : « Exprimer ses émotions », « Recycler et créer », « S'ouvrir sur le monde » et « Se détendre, se relaxer ». Depuis septembre 2017, la crèche propose également des ateliers « parents/enfants » où les parents sont conviés, une fois par trimestre et par section, à participer à une activité dans la section de leur enfant.
- Dans l'objectif d'accompagner les parents et répondre à leurs questions, des « Cafés Crèches » sont organisés mensuellement. Il s'agit d'un moment d'échange entre les parents et les professionnels sous forme de petits déjeuners. Les thèmes sont choisis selon les attentes des parents et les réunions sont animées par le responsable de la structure et le pédiatre, le psychologue ou un intervenant extérieur selon les thématiques abordées.

➤ *Eléments d'analyse de la qualité du service*

A- Données d'activités du multi-accueil collectif

▪ **Taux d'occupation**

2017	Nombre d'enfants accueillis	Heures théoriques	Heures réalisées	TO heures réalisées	Heures facturées	TO heures facturées
Janvier	97	14 520	10 495,50	72,28%	11 957,43	82,35%
Février	97	13 200	9 165,00	69,43%	10 131,77	76,76%
Mars	98	15 180	12 101,00	79,72%	12 907,22	85,03%
Avril	96	12 540	8 617,00	68,72%	9 962,00	79,44%
Mai	95	13 200	9 978,00	75,59%	11 062,62	83,81%
Juin	95	13 860	10 568,00	76,25%	11 618,54	83,83%
Juillet	0	0	0	0	0	0
Août	73	14 520	6 929,50	47,72%	8 168,96	56,26%
Septembre	75	13 860	9 738,00	70,26%	11 341,50	81,83%
Octobre	73	14 520	10 158,00	69,96%	11 422,31	78,67%
Novembre	72	13 860	9 796,00	70,68%	10 917,77	78,77%
Décembre	73	10 560	8 166,50	77,33%	8 828,48	83,60%
TOTAL	/	149 820	105 712,50	70,56%	118 318,60	78,97%

- Taux d'occupation facturé 2015 : 74.32%
- Taux d'occupation facturé 2016 : 81.95%
- Taux d'occupation facturé 2017 : 78.97%

▪ **Caractéristiques des inscriptions**

Type d'accueil (régulier / occasionnel)

2017	Heures théoriques	Heures facturées	TO heures facturées
Régulier	149 820	112 729.93	75.24%
Occasionnel		5 588.67	3.73%
TOTAL	149 820	118 318.6	78.97%

2017	Nombre d'enfants accueillis	Heures théoriques	Heures réalisées	TO heures réalisées	Heures facturées	TO heures facturées
Janvier	7	2 178	1 054,00	48,39%	1 112,00	51,06%
Février	7	1 980	805,00	40,66%	822,00	41,52%
Mars	8	2 277	1 092,00	47,97%	1 107,00	48,62%
Avril	7	1 881	824,00	43,81%	827,00	43,96%
Mai	7	1 980	966,50	48,82%	984,50	49,72%
Juin	7	2 079	1 017,50	48,94%	1 032,00	49,64%
Juillet	0	0	0,00	0%	0,00	0%
Août	7	2 178	737,00	33,84%	740,48	34,00%
Septembre	7	2 079	771,50	37,08%	828,00	39,83%
Octobre	7	2 178	1 410,00	64,74%	1 121,82	51,51%
Novembre	7	2 079	1 330,00	63,97%	1 343,50	64,62%
Décembre	7	1 584	836,50	52,81%	847,00	53,47%
TOTAL	/	22 473	10 844,00	48,25%	10 765,30	47,90%

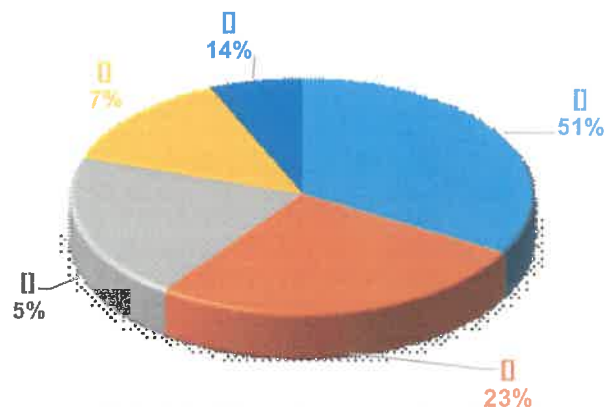


■ Régulier ■ Occasionnel

Durée des contrats d'accueil ()

26 % de contrats à temps partiel
(Moins de 4 jours /semaine)

Engagement contractuel ≥ 25 %



Délibération n°V2018-455

- Taux d'occupation facturé 2015 : 15.18%
- Taux d'occupation facturé 2016 : 34.81%
- Taux d'occupation facturé 2017 : 47.90%

II- Eléments financiers

Montant de la participation municipale : 2.74 € / heure facturée pour l'accueil collectif et 3.24 € / heure facturée pour l'accueil familial.

2017	Accueil collectif			Accueil familial		
	Nombre d'heures facturées	Prix unitaire	Total	Nombre d'heures facturées	Prix unitaire	Total
Janvier	11 957.43	2.74 €	32 763,36 €	1 112,00	3.24 €	3 602,88 €
Février	10 131.77	2.74 €	27 761,05 €	822,00	3.24 €	2 663,28 €
Mars	12 907.22	2.74 €	35 365,78 €	1 107,00	3.24 €	3 586,68 €
Avril	9 962.00	2.74 €	27 295,88 €	827,00	3.24 €	2 679,48 €
Mai	11 062.62	2.74 €	30 311,58 €	984,50	3.24 €	3 189,78 €
Juin	11 618.54	2.74 €	31 834,80 €	1 032,00	3.24 €	3 343,68 €
Juillet	0.00	2.74 €	0,00 €	0,00	3.24 €	0,00 €
Août	8 168.96	2.74 €	22 382,95 €	740,48	3.24 €	2 399,16 €
Septembre	11 341.50	2.74 €	31 075,71 €	828,00	3.24 €	2 682,72 €
Octobre	11 422.31	2.74 €	31 297,13 €	1 121,82	3.24 €	3 634,70 €
Novembre	10 917.77	2.74 €	29 914,69 €	1 343,50	3.24 €	4 352,94 €
Décembre	8 828.48	2.74 €	24 190,04 €	847,00	3.24 €	2 744,28 €
Sous total	118 318.60	2.74 €	324 192,96 €	10 765,30	3.24 €	34 879,57 €
Total	359 072.54 €					

Compte de résultat 2017 :

	2016	2017	Variation
Recettes PSU	649 133 €	666 472 €	3%
Participation Ville de Montpellier	361 780 €	359 073 €	-1%
Autres produits	- €	1 146 €	N/A
Total Produits d'exploitation	1 010 913 €	1 024 399 €	1%
Achats	94 400 €	98 383 €	4%
Services extérieurs	193 991 €	211 458 €	9%
Impôts & Taxes	65 949 €	59 505 €	-10%
Charges de personnel	719 380 €	747 918 €	4%
Autres charges de gestion courante	42 748 €	49 206 €	15%
Charges Exceptionnelles	- €	1 183 €	N/A
Dotations aux amort. & prov.	2 043 €	2 758 €	35%
Total charges d'exploitation	1 118 511 €	1 170 411 €	5%
RESULTAT	- 107 598 €	- 146 012 €	-36%

Au niveau des postes de charges, le total s'élève à 1 170 K€ en 2017 contre 1 119 K€ en 2016, soit une hausse de 5%. Cette variation s'explique notamment par un écart de +17,5 K€ sur le poste services

Délibération n°V2018-455

extérieurs, soit une variation de 9%, qui s'explique en partie par l'augmentation du poste Entretien/Réparation/Maintenance

Le niveau des recettes est sensiblement le même avec un chiffre de affaires de 1 024 K€ en 2017 contre 1 010 K€ en 2016.

Le résultat de l'exercice 2017 s'établit donc à -146 K€.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal de prendre acte du rapport 2017.

Le Conseil municipal prend acte du rapport.

Fait à Montpellier, le 11 décembre 2018

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL



Publiée le : 12 décembre 2018

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Rapport annuel 2017

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mercredi 28 novembre 2018

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-huit novembre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

**Finances, Administration
générale, Affaires
juridiques, Patrimoine**

Présents :

Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Mustapha MAJDOUL, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Fabien ABERT ayant donné pouvoir à Maud BODKIN, Lorraine ACQUIER ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Sabria BOUALLAGA ayant donné pouvoir à Daniel BOULET, Perla DANAN ayant donné pouvoir à Mustapha MAJDOUL, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Henri DE VERBIZIER, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Henri MAILLET ayant donné pouvoir à Nicole LIZA, Jérémie MALEK ayant donné pouvoir à Samira SALOMON, Chantal MARION ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Caroline NAVARRE ayant donné pouvoir à Patrick RIVAS.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Cédric DE SAINT JOUAN, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Patrick VIGNAL, Patricia MIRALLES.

Rapport annuel 2017 du délégataire EGS Enlèvement et Gardiennage Service relatif à la gestion de la fourrière automobile

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

L'exploitation du service public de fourrière automobile a été confiée par convention de Délégation de Service Public à la société EFFIA Stationnement pour une durée de six ans à compter du 01/01/2012.

Par délibération en date du 17/12/2015 une cession de contrat entre la société EFFIA Stationnement et la société Enlèvements Gardiennage Service (E.G.S), sa filiale, a été validée et a fait l'objet d'un avenant. La société EFFIA Stationnement a souhaité créer un établissement administratif pour individualiser l'activité Fourrière.

Conformément à l'article L1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire produit chaque année avant le 1er juin à l'autorité délégante un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la délégation de service public et une analyse de la qualité du service. Ce rapport doit donner lieu à une analyse.

A cet effet, le rapport a été présenté lors de :

- une communication au conseil municipal du 17 juillet 2018 ;
- la Commission de Contrôle des Délégataires de Service Public en date du 25 octobre 2018 ;
- la Commission Consultative des Services Publics Locaux en date du 05 novembre 2018.

Suite à ces 3 étapes préliminaires, il est proposé l'analyse du rapport suivante :

Délibération n°V2018-456**1. Présentation, conditions d'exécution et analyse de la qualité du service délégué**

- Les moyens : Terrains et locaux

Dans le cadre de la délégation de service public, les locaux situés au 1945 avenue de Toulouse ont été aménagés et mis à disposition par la Ville. Cela a permis une amélioration des conditions d'accueil du public et offre des conditions de travail conformes à la législation tant pour le délégataire que pour les agents municipaux de l'unité fourrière.

Par arrêté préfectoral en date du 6 octobre 2017, l'agrément de gardien de fourrière a été modifié au nom du directeur de la société EGS, afin de prendre en compte le remplacement temporaire pour raison de santé du chef d'exploitation.

Un contrôle administratif de la police nationale en date du 30 janvier 2017 fait état d'une gestion stricte et rigoureuse du parc par le délégataire EGS.

La superficie totale du terrain soit 6 970 m² se répartit ainsi :

- 5 580 m² de parking et surface ouverte de stockage comprenant des zones de stockage différenciées par catégorie : véhicules volés, épaves, infractions stationnement, ... ;
- 1 200 m² de hangar ouvert à usage de stockage notamment les véhicules judiciaires ;
- 110 m² de locaux à usage de bureaux, vestiaires et sanitaires pour la société E.G.S.

Ainsi que des bureaux pour l'unité fourrière de la police municipale.

Le terrain clos permet le stockage de 400 véhicules en moyenne. L'entrée principale est dédiée aux visiteurs et à la sortie de leurs véhicules. Un accès spécifique à l'arrière du terrain, chemin de Poutingon, est réservé à l'activité fourrière sécurisant ainsi les entrées et sorties des véhicules du délégataire ou de ses prestataires. Le site est desservi par les transports en commun, bus et ligne de tram « arrêt Sabines ».

Depuis avril 2015 afin d'améliorer la sécurité du personnel et des biens confiés, le délégataire a installé un système de détection d'intrusion.

Les heures d'ouverture au public sont les suivantes : du lundi au vendredi de 7h00 à 20h00, le samedi 9h00 à 18h00. En dehors de ces horaires, une permanence est assurée 24h/24 et 7j/7.

- L'effectif

Au 31 décembre 2017, les effectifs s'élevaient à 11 salariés : 1 responsable d'exploitation (cadre), 1 responsable technique (agent de maîtrise), 2 personnels d'accueil et 7 chauffeurs. Les chauffeurs sont titulaires du permis de conduire requis selon la nature de leur mission.

Durant l'année 2017, l'effectif n'a pas augmenté, à noter quelques contrats à durée déterminée pour remplacer le personnel en arrêt de travail.

La masse salariale s'élève à 580 296 € (contre 588 160 € en 2016).

Une mise à jour du document unique des risques professionnels spécifiques au personnel des fourrières automobiles a été réalisé également dans l'année.

Le gardiennage du site, la nuit, les dimanches et jours fériés, est confié à une société extérieure. La comptabilité est tenue au siège de l'entreprise et la direction est assurée par un cadre titulaire d'une capacité professionnelle en transport de marchandises, délivrée par le Ministère des Transports.

- Véhicules d'enlèvement

Le parc de véhicules est constitué de 9 camions d'enlèvement : un camion plateau, 7 véhicules équipés d'un panier de remorquage et enfin un fourgon 9m³ pour l'enlèvement des deux roues (location).

L'ensemble des camions est soumis aux contrôles obligatoires. Un outil informatique de géolocalisation de la

Délibération n°V2018-456

flotte de véhicules de remorquage permet de rationaliser les trajets effectués et renforce la sécurité des équipages en mission.

Compte tenu des moyens humains et matériels la capacité de la fourrière est de 9 000 à 12 000 véhicules par an.

- Enlèvements de véhicules :

En 2017, le nombre de réquisitions reçues et traitées s'est élevé à 9 377 contre 9 325 en 2016. Il est à noter que 75 interventions ont été annulées avant arrivée du camion du délégataire.

Au final, 8 318 véhicules sont entrés en fourrière, contre un total de 8 298 véhicules en 2016 incluant :

- 1 305 véhicules sur réquisition de la police nationale (contre 1 345 en 2016) ;
- 7 997 véhicules sur réquisition de la police municipale (contre 6 953 en 2016).

933 véhicules ont fait l'objet d'une restitution sur place.

51 véhicules ont fait l'objet d'un déplacement technique.

Soit au total 9 302 interventions en 2017.

Le **taux d'efficacité** d'EGS pour l'établissement de Montpellier (nombre de réquisitions valables/nombre de réquisitions totales) s'élève à **99,18 %** contre 98,98 % en 2016.

- Sorties de véhicules :

En 2017, les véhicules se répartissent ainsi :

- **6 947 facturés à leur propriétaire** contre 7 467 en 2016,
- **2 130 mis en destruction** contre 1 747 en 2016,
- **68 vendus par les Domaines** contre 101 en 2016.

Il est à noter que le nombre de véhicules sortants peut être supérieur, certains véhicules restitués ou détruits ayant fait l'objet d'une mise en fourrière sur l'exercice précédent. De plus les ventes pour ferrailage des véhicules dont l'enlèvement a été payé par le propriétaire sont comptés dans les postes « restitution » et « vente ferraille ».

Le site fourrière offre les conditions d'un service public de qualité qui a permis à la Ville d'envisager d'élargir le périmètre Qualiville à l'accueil fourrière de la police municipale. La certification Qualiville (AFNOR) obtenue en octobre 2013 par la Mairie de Montpellier incluant la fourrière municipale, a été reconduite en octobre 2017. La fourrière de Montpellier est la seule en France à détenir cette certification, gage de son engagement pour un service public de qualité.

En conclusion, l'année 2017 est la sixième et dernière année d'activité de la délégation de service public fourrière automobile détaillée dans ce rapport. Concernant l'activité fourrière, il apparaît, comme pour l'année précédente, une optimisation nécessaire du parc de stockage compte tenu d'un volume important de véhicules judiciaires.

Par délibération en date du 3 novembre 2017, la ville de Montpellier a confié la nouvelle délégation de service public fourrière automobile à la société Enlèvements Gardiennage Service pour une durée de 7 ans à compter du 1^{er} janvier 2018. Le nouveau contrat DSP acte la mise à disposition par la ville d'un deuxième terrain de stockage complémentaire, situé 280 chemin de Poutingon.

2. Bilan financier de la délégation

En milliers d'€ HT	2016	2017	N/N-1
Chiffre d'affaires total dont:	1 315,1	1 327,3	0,9%
CA Enlèvement	572,5	564,5	-1,4%
CA Opération préalable	10,2	10,9	6,9%
CA Gardiennage journalier	155,8	149,8	-3,9%
CA Expertise	17,9	18,4	2,8%
CA Facturation Ville et EDP	35,0	35,9	2,6%
CA Ferrailles	223,8	243,6	8,8%
CA Saisie judiciaire	162,2	148,3	-8,6%
CA Domaines	46,2	36,5	-21,0%
CA Facturation TP	85,7	120,4	40,5%
Variation de stock	11,9	1,1	-90,8%
Divers	-6,10	-2,10	65,6%
Chiffre d'affaires net	1 315,1	1 327,3	0,9%
Personnel et sous-traitance	712,0	677,5	-4,8%
Entretien et réparations	66,9	64,6	-3,4%
Frais de gestion	91,0	85,6	-5,9%
Autres charges de gestion	71,7	54,3	-24,3%
Autres charges	184,6	173,8	-5,9%
Redevance Ville de Montpellier	133,1	139,5	4,8%
Charges d'exploitation	1 259,3	1 195,3	-5,1%
Résultat d'exploitation	55,8	132,0	136,6%
Résultat exceptionnel	0,20	-1,70	-950,0%
Résultat avant impôt	56,0	130,3	132,7%

a. Variation des recettes :

Le chiffre d'affaires augmente de 0,9% entre 2016 et 2017 représentant une augmentation de de 12,2 K€ des recettes.

Cette variation s'explique en partie par l'augmentation du chiffre d'affaires lié aux enlèvements sur Terrains Privés (+34,7 K€) et à la vente de ferrailles (+19,8 K€).

A l'inverse, on observe :

- une baisse de 21% du chiffre d'affaires lié aux domaines, soit -9,7 K€,
- une baisse de 8,6% du chiffre d'affaires lié à la saisie judiciaire, soit -13,9 K€.

b. Variation des charges :

Les charges d'exploitation enregistrent une baisse de 6,3% entre l'exercice 2016 et 2017, soit une variation de 70,4 K€.

Elle s'explique en partie par :

- la diminution des *charges de personnel et de sous-traitance* de 4,8% (-34,5 K€), suite à un recours moins important à la sous-traitance
- la baisse du poste *autres charges de gestion* de 24,3%, soit -17,4 K€,
- la baisse du poste *autres charges* de 5,9%, soit -10,8 K€.

c. Redevance versée à la Ville :

Délibération n°V2018-456

On note une augmentation de 4,8 % de la redevance versée à la Ville, l'augmentation du chiffres d'affaires impactant la redevance variable à hauteur de + 6,4 K €.

d. Résultat :

Ainsi, les variations des recettes et des charges sur l'exercice 2017 impactent le résultat d'exploitation de 136,4% qui s'établit à 132 K € à la clôture de l'exercice.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal de prendre acte du rapport 2017.

Le Conseil municipal prend acte du rapport.

**Fait à Montpellier, le 11 décembre
2018**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 12 décembre 2018

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Rapport annuel 2017

- Annexes

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mercredi 28 novembre 2018

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-huit novembre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

**Finances, Administration
générale, Affaires
juridiques, Patrimoine**

Présents :

Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Daniel BOULET, Anne BRISAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÈCHE, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Mustapha MAJDOUL, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Fabien ABERT ayant donné pouvoir à Maud BODKIN, Lorraine ACQUIER ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Sabria BOUALLAGA ayant donné pouvoir à Daniel BOULET, Perla DANAN ayant donné pouvoir à Mustapha MAJDOUL, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Henri DE VERBIZIER, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÈCHE, Henri MAILLET ayant donné pouvoir à Nicole LIZA, Jérémie MALEK ayant donné pouvoir à Samira SALOMON, Chantal MARION ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Caroline NAVARRE ayant donné pouvoir à Patrick RIVAS.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Cédric DE SAINT JOUAN, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Patrick VIGNAL, Patricia MIRALLES.

Garantie d'emprunt - Ville de Montpellier/SA3M - Opération d'aménagement POMPIGNANE - 9 800 000 € - Exercice 2018

Monsieur le premier Adjoint, Max LEVITA, rapporte :

Dans le cadre de l'opération d'aménagement POMPIGNANE confiée par la Ville de Montpellier à la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole, la SA3M souhaite réaliser un emprunt de 9 800 000 € pour financer le portage financier de cette opération importante pour le développement de la Ville de Montpellier.

Aussi après consultations, la SA3M a obtenu auprès de 2 établissements bancaires les emprunts suivants :

1) Banque ARKEA

- o Capital : 4 900 000 €
- o Durée totale : 8 ans
- o Taux fixe : 1,3 %
- o Différé d'amortissement : 8 trimestres soit jusqu'au 30/12/2020
- o Périodicité trimestrielle

Délibération n°V2018-457

- o *Amortissement linéaire*
- o *Date de première échéance : 30/03/2021*
- o *Commission d'engagement : 0.1% soit 4 900 €*
- o *Remboursement anticipé possible avec indemnité actuarielle*
- o *Garantie de la Ville de Montpellier de 80% soit 3 920 000 €*

2) Banque Caisse d'Epargne Languedoc Roussillon

- o *Capital : 4 900 000 €*
- o *Durée totale : 8 ans*
- o *Taux fixe : 0,99 %*
- o *Différé d'amortissement d'un an*
- o *Périodicité trimestrielle*
- o *Echéances constantes*
- o *Commission d'engagement : 0,1% soit 4 900 €*
- o *Remboursement anticipé possible avec indemnité actuarielle*
- o *Garantie de la Ville de Montpellier de 80% soit 3 920 000 €*

Ainsi, la garantie de la Ville est proposée à hauteur de 80 % des montants contractés auprès de ces 2 établissements bancaires. Cette garantie est accordée pour la durée totale du prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci. Elle porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de l'organisme prêteur, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Le Conseil municipal s'engage pendant toute la durée du contrat de prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'accorder le cautionnement solidaire de la Ville à hauteur de 80 % de l'emprunt de 4 900 000 € que la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) va contracter auprès de la banque ARKEA, aux conditions précisées ci-dessus;
- D'accorder le cautionnement solidaire de la Ville à hauteur de 80 % de l'emprunt de 4 900 000 € que la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) va contracter auprès de la banque Caisse d'Epargne Languedoc Roussillon, aux conditions précisées ci-dessus;
- D'approuver la convention type annexée à la présente délibération ;

Délibération n°V2018-457

- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 54 voix

Contre : 1 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 2 voix

Mme Stéphanie JANNIN, M. Philippe SAUREL.

**Fait à Montpellier, le 11 décembre
2018**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 12 décembre 2018

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Modèle convention

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mercredi 28 novembre 2018

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-huit novembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

**Finances, Administration
générale, Affaires
juridiques, Patrimoine**

Présents :

Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Mustapha MAJDOUL, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Fabien ABERT ayant donné pouvoir à Maud BODKIN, Lorraine ACQUIER ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Perla DANAN ayant donné pouvoir à Mustapha MAJDOUL, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Henri DE VERBIZIER, Claire HART ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Henri MAILLET ayant donné pouvoir à Nicole LIZA, Jérémie MALEK ayant donné pouvoir à Samira SALOMON, Chantal MARION ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Caroline NAVARRE ayant donné pouvoir à Patrick RIVAS.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Cédric DE SAINT JOUAN, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Patrick VIGNAL, Patricia MIRALLES.

Règlement Général sur la Protection des données (RGPD) - Mise à jour de la convention de prestation de service entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Les démarches de rapprochement et de mise en synergie des services de la Ville de Montpellier, de son Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) et de Montpellier Méditerranée Métropole engagées sous l'impulsion du Maire-Président ont conduit à la désignation d'un Délégué à la Protection des Données (DPD) commun pour les trois entités.

Sur ce principe et en vertu de l'article 37 du RGPD, la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole avaient choisi de recourir à une convention de prestation de service au bénéfice de la Métropole. Les modalités de cette convention avaient été définies respectivement par délibération n°V2018-156 en date du 3 mai 2018 pour la Ville de Montpellier et par décision n°MD2018-362 publiée le 31 mai 2018 pour la Métropole.

Initialement rattaché à la Direction Organisation Evaluation de la Ville de Montpellier, le DPD mutualisé fait aujourd'hui partie du service commun de la Direction Organisation Etudes Evaluation géré par Montpellier Méditerranée Métropole. La prestation de service assurée jusque-là par la Ville au bénéfice de la Métropole a donc vocation à être dorénavant assurée par la Métropole.

Délibération n°V2018-458

Il convient ainsi de mettre à jour la convention de prestation de service afin de prendre en compte le transfert du DPD initialement agent Ville vers Montpellier Méditerranée Métropole.

En conséquence, il est proposé au conseil municipal :

- D'approuver la mise à jour de la convention de prestation de service entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole
- D'autoriser Monsieur le Maire ou l'Adjoint Délégué à signer tous documents relatifs à cette affaire

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 11 décembre
2018**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 12 décembre 2018

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention prestation de service RGPD

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mercredi 28 novembre 2018

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-huit novembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

**Finances, Administration
générale, Affaires
juridiques, Patrimoine**

Présents :

Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Mustapha MAJDOUL, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Fabien ABERT ayant donné pouvoir à Maud BODKIN, Lorraine ACQUIER ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Sabria BOUALLAGA ayant donné pouvoir à Daniel BOULET, Perla DANAN ayant donné pouvoir à Mustapha MAJDOUL, Titina DASILVA ayant donné pouvoir à Henri de VERBIZIER, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Henri MAILLET ayant donné pouvoir à Nicole LIZA, Jérémie MALEK ayant donné pouvoir à Samira SALOMON, Chantal MARION ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Caroline NAVARRE ayant donné pouvoir à Patrick RIVAS.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Cédric DE SAINT JOUAN, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Patrick VIGNAL, Patricia MIRALLES.

Convention de prestation de services réciproques de la commune de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole pour la gestion du parc automobile

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La Ville de Montpellier dispose aujourd'hui d'un service Parc automobile, chargé de faire fonctionner un garage municipal géré en régie et situé au Centre Technique Municipal de Garosud.

Un tel outil permet une gestion efficiente de l'entretien et de la maintenance des véhicules: les agents du service portent en interne un diagnostic sur l'état des véhicules, et arbitrent entre réparation ou remplacement selon le coût estimé, sans recours à un prestataire extérieur.

Les équipements techniques de ce garage et le personnel municipal qui y est affecté sont depuis 2017 mis à disposition de Montpellier Méditerranée Métropole pour l'entretien d'une partie de ses véhicules.

La présente délibération propose d'établir une nouvelle convention qui a pour objet de se substituer à la convention n°V2017/233 de 2017.

La neutralité financière de cette organisation est assurée par la séparation des dépenses d'investissement, de carburants et d'assurance et la refacturation réciproque d'une partie de la masse salariale des agents municipaux hors périmètre du service commun, ainsi que des opérations de maintenance par la Ville à la

Délibération n°V2018-459

Métropole.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'autoriser la signature de la convention de prestations de services réciproques concernant la gestion du parc automobile entre la Ville et la Métropole de Montpellier ainsi que tous documents afférents ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou Monsieur le Premier Adjoint à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 11 décembre
2018**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 12 décembre 2018

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- **Projet de convention**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mercredi 28 novembre 2018

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-huit novembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

**Finances, Administration
générale, Affaires
juridiques, Patrimoine**

Présents :

Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Mustapha MAJDOUL, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Fabien ABERT ayant donné pouvoir à Maud BODKIN, Lorraine ACQUIER ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Sabria BOUALLAGA ayant donné pouvoir à Daniel BOULET, Perla DANAN ayant donné pouvoir à Mustapha MAJDOUL, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Henri DE VERBIZIER, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Henri MAILLET ayant donné pouvoir à Nicole LIZA, Jérémie MALEK ayant donné pouvoir à Samira SALOMON, Chantal MARION ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Caroline NAVARRE ayant donné pouvoir à Patrick RIVAS.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Cédric DE SAINT JOUAN, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Patrick VIGNAL, Patricia MIRALLES.

Organismes extérieurs - SAEML Montpellier Events - Réduction du capital - Modification statutaire - Approbation

Monsieur le premier Adjoint, Max LEVITA, rapporte :

La Ville de Montpellier est actionnaire de la SAEML Montpellier Events au capital de 36 868 807 euros, composé de 226 189 actions, à la valeur nominale de 163 € par action. Elle détient 3 423 326 € soit 9,29% du capital, soit 21 002 actions, et occupe 2 sièges sur 18 au sein du conseil d'administration de la société.

Au côté de la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole détient 35,54% du capital social et 6 sièges au sein du conseil d'administration, dont le poste de Présidence de la société en la personne de Philippe SAUREL.

Montpellier Events comprend également le collège des actionnaires privés représentant 16,37% du capital, et d'autres actionnaires publics tels que la Région Occitanie (37,65%), le Département de l'Hérault (1,15%) et la commune de Pérols (1 action).

La SAEML Montpellier Events est titulaire de deux contrats de délégation de service public relatifs à l'exploitation des équipements appartenant, d'une part à Montpellier Méditerranée Métropole que sont le Corum-Palais des Congrès-Opéra et le Zénith Sud, et d'autre part à la Région Occitanie, que sont le Parc des expositions et la Sud de France Aréna.

Délibération n°V2018-460

Depuis 2010, les résultats de la société Montpellier Events sont déficitaires du fait de la délégation de service public relative au Parc des expositions et Sud de France Aréna, contractualisée dans le cadre d'un modèle économique structurellement couteux. Un protocole de résiliation a été négocié fin 2017 entre la Région Occitanie et Montpellier Events afin de mettre un terme à la délégation de service public au 31 décembre 2018.

L'Assemblée Générale Ordinaire en date du 29 juin 2018 a ainsi constaté des pertes cumulées à hauteur de 21 163 827 €, portant les capitaux propres de la société à 15 762 249 €, pour un capital social initial de 36 868 807 €. Les fonds propres étant désormais inférieurs à la moitié du capital social, l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires en date du 26 octobre 2018 a décidé, sur proposition du conseil d'administration, et conformément à la procédure visée à l'article L 225-248 du code de commerce, de voter en faveur de la continuité de la société.

Le 14 novembre 2018, le conseil d'administration de la SAEML a proposé la convocation d'une nouvelle AGE afin de procéder à une réduction du capital social en vue d'assainir immédiatement la situation financière de la société, notamment dans le contexte de renouvellement de la procédure de mise en concurrence pour la délégation de service public du Corum-Palais des Congrès-Opéra et du Zénith Sud avec Montpellier Méditerranée Métropole.

L'opération envisagée consiste à diminuer la valeur nominale unitaire des actions détenues par les actionnaires. Cette valeur nominale serait réduite de 163 € à 70 €, selon le niveau de l'actif net de la société au 31 décembre 2017. A l'issue de cette opération, le capital social ressortira à 15 833 230 €, divisé en 226 189 actions de 70 €.

La répartition du capital est inchangée. La participation de la ville de Montpellier représente ainsi toujours 9,29 % du capital social. La Ville de Montpellier détient 21 002 actions pour une valeur brute immobilisée dans son patrimoine de 3 423 326 € ; une provision pour dépréciation à hauteur de 1 711 663 € avait été comptabilisée dans le compte administratif 2017. Il y a lieu désormais de constater une perte financière totale sur l'opération pour la Ville de Montpellier à hauteur de 1 953 186 €.

En conséquence de cette opération, il convient de modifier l'article 6.2 des statuts, relatif au montant du capital social de la SAEML Montpellier Events.

Aussi, toute modification relative à la composition du capital social de la société exige une décision préalable des assemblées délibérantes des collectivités actionnaires, l'article L1524-1 du CGCT disposant que « *à peine de nullité l'accord du représentant d'une collectivité territoire, d'un groupement ... sur la modification portant sur l'objet social, la composition du capital ou les structures des organes dirigeants d'un société d'économie mixte locale ne peut intervenir sans une délibération de son assemblée délibérante approuvant la modification. Le projet de modification est annexé à la délibération transmise au représentant de l'Etat et soumise au contrôle de l'égalité...* »

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver la modification statutaire portant sur la réduction du capital social de la SAEML Montpellier Events ;
- D'autoriser Madame Chantal LEVY-RAMEAU, représentante de la Ville de Montpellier à l'Assemblée Générale Extraordinaire, à voter en faveur de ces dispositions ;
- De préciser que ces crédits, dont la perte financière de 1 953 186 € sont inscrits au chapitre 946 du budget 2018 ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

Délibération n°V2018-460

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 52 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prennent pas part au vote : 5 voix

Mme Michèle DRAY-FITOUSSI, Mme Stéphanie JANNIN, M. Pascal KRZYZANSKI, M. Philippe SAUREL, M. Bernard TRAVIER.

Fait à Montpellier, le 11 décembre 2018

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 12 décembre 2018

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Projet AGE

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mercredi 28 novembre 2018

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-huit novembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

**Finances, Administration
générale, Affaires
juridiques, Patrimoine**

Présents :

Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSÉ, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Mustapha MAJDOUL, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Fabien ABERT ayant donné pouvoir à Maud BODKIN, Lorraine ACQUIER ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Sabria BOUALLAGA ayant donné pouvoir à Daniel BOULET, Perla DANAN ayant donné pouvoir à Mustapha MAJDOUL, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Henri de VERBIZIER, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Sonia KERANGUEVEN ayant donné pouvoir à Valérie BARTHAS-ORSAL, Henri MAILLET ayant donné pouvoir à Nicole LIZA, Jérémie MALEK ayant donné pouvoir à Samira SALOMON, Chantal MARION ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Caroline NAVARRE ayant donné pouvoir à Patrick RIVAS.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Cédric DE SAINT JOUAN, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Patrick VIGNAL, Patricia MIRALLES.

Commission consultative des services publics locaux Désignation des représentants de la Ville

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Créées par la loi n°2002-276 relative à la démocratie de proximité, les Commissions consultatives des services publics locaux (CCSPL) ont pour vocation de permettre aux usagers d'obtenir des informations sur le fonctionnement effectif des services publics.

Elles sont consultées sur certaines mesures relatives à l'organisation des services publics et émettent toute proposition utile en vue des adaptations qui pourraient apparaître nécessaire.

La Commission consultative des services publics locaux de la ville de Montpellier est ainsi consultée préalablement à toute délégation de service public, tout projet de création de service public, en délégation de service public ou en régie dotée de la personnalité morale de l'autonomie financière (SPIC ou SPA).

Conformément à l'article L1413-1 du Code général des collectivités territoriales, la Commission consultative des services publics locaux est composée de :

- Un Président, le Maire ou son représentant,
- Des membres du Conseil municipal désignés sur le principe de la représentation proportionnelle,

Délibération n°V2018-461

- Des représentants des associations locales désignés par le Conseil municipal,

Les représentants actuels sont les suivants :

Représentants élus :

- Patrick RIVAS (titulaire) et Samira SALOMON (suppléante)
- Jean-Marc DI RUGGIERO (titulaire) et Thibault RASSAT (suppléant)
- Rémi ASSIE (titulaire) et Nicole LIZA (suppléante)
- Hervé MARTIN (titulaire) et Michaël DELAFOSSE (suppléant)
- Alex LARUE (titulaire) et Jacques DOMERGUE (suppléant)

Associations :

- Comité de liaison des associations de personnes handicapées
- Association Consommation Logement Cadre de vie de Montpellier
- Union Fédérale des Consommateurs Que Choisir de Montpellier
- Association Consommation Nationale du Logement

A la suite de la démission de Monsieur Thibault RASSAT du Conseil municipal, il convient de désigner un nouveau représentant élu suppléant pour le remplacer au sein de la commission.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de désigner un nouveau membre suppléant au sein de cette instance.

Il est proposé au Conseil de procéder à un vote à main levée selon les dispositions de l'article L.2121-21 du code général des collectivités territoriales.

Monsieur le Maire propose la candidature de Gérard LANNELONGUE.

Aucune autre candidature n'est proposée.

A été élu :

- Gérard LANNELONGUE.

Les représentants de la Commission sont donc :

- Patrick RIVAS (titulaire) et Samira SALOMON (suppléante)
- Jean-Marc DI RUGGIERO (titulaire) et Gérard LANNELONGUE (suppléant)
- Rémi ASSIE (titulaire) et Nicole LIZA (suppléante)
- Hervé MARTIN (titulaire) et Michaël DELAFOSSE (suppléant)
- Alex LARUE (titulaire) et Jacques DOMERGUE (suppléant)

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 11 décembre 2018

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Délibération n°V2018-461**Publiée le : 12 décembre 2018**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mercredi 28 novembre 2018

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-huit novembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

**Finances, Administration
générale, Affaires
juridiques, Patrimoine**

Présents :

Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Mustapha MAJDOUL, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Fabien ABERT ayant donné pouvoir à Maud BODKIN, Lorraine ACQUIER ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Sabria BOUALLAGA ayant donné pouvoir à Daniel BOULET, Perla DANAN ayant donné pouvoir à Mustapha MAJDOUL, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Henri de VERBIZIER, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Sonia KERANGUEVEN ayant donné pouvoir à Valérie BARTHAS-ORSAL, Henri MAILLET ayant donné pouvoir à Nicole LIZA, Jérémie MALEK ayant donné pouvoir à Samira SALOMON, Chantal MARION ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Caroline NAVARRE ayant donné pouvoir à Patrick RIVAS.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Cédric DE SAINT JOUAN, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Patrick VIGNAL, Patricia MIRALLES.

Actualisation des représentants du Conseil municipal au sein de diverses instances - Désignations

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Afin d'être en conformité avec les statuts de l'Université de Montpellier, il convient de désigner un représentant titulaire ainsi qu'un représentant suppléant de même sexe afin de représenter la Ville de Montpellier au sein du collège des personnalités extérieures du Conseil d'Administration de l'établissement.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De décider à l'unanimité de ne pas procéder à cette désignation par un vote à bulletin secret mais par un vote à main levée conformément aux dispositions de l'article L2121-21 du Code général des collectivités territoriales ;
- De procéder à la désignation des représentants de la Ville dans cette instance et les autoriser à exercer toutes fonctions dans ce cadre ;
- D'autoriser Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Délibération n°V2018-462

Il est proposé au Conseil de procéder à un vote à main levée selon les dispositions de l'article L.2121-21 du code général des collectivités territoriales.

Monsieur le Maire propose les candidatures de Chantal MARION et Mylène CHARDES.

Aucune autre candidature n'est proposée.

Ont été élues au sein du collège des personnalités extérieures du Conseil d'Administration de l'Université de Montpellier:

Chantal MARION (titulaire), Mylène CHARDES (suppléante).

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 57 voix

Contre : 1 voix

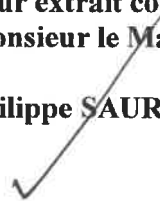
Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 11 décembre
2018**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL



Publiée le : 12 décembre 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mercredi 28 novembre 2018

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-huit novembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

**Finances, Administration
générale, Affaires
juridiques, Patrimoine**

Présents :

Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Mustapha MAJDOUL, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Fabien ABERT ayant donné pouvoir à Maud BODKIN, Lorraine ACQUIER ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Sabria BOUALLAGA ayant donné pouvoir à Daniel BOULET, Perla DANAN ayant donné pouvoir à Mustapha MAJDOUL, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Henri DE VERBIZIER, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Sonia KERANGUEVEN ayant donné pouvoir à Valérie BARTHAS-ORSAL, Henri MAILLET ayant donné pouvoir à Nicole LIZA, Jérémie MALEK ayant donné pouvoir à Samira SALOMON, Chantal MARION ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Caroline NAVARRE ayant donné pouvoir à Patrick RIVAS.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Cédric DE SAINT JOUAN, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Patrick VIGNAL, Patricia MIRALLES.

Convention de mise à disposition du Centre de Culture Contemporaine La Panacée au bénéfice de l'Etablissement Public de Coopération Culturelle - Montpellier Contemporain (EPCC MoCo) - Autorisation de signer la convention

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La Ville est propriétaire du Centre de Culture Contemporaine La Panacée, situé 14 rue Ecole de Pharmacie.

Dans le cadre de travaux importants d'aménagement du bâtiment pour réaliser un Centre d'Art Contemporain, la Ville a consenti un bail emphytéotique administratif au Centre Régional des Œuvres Universitaires et Sociales.

Le bâtiment a donc fait l'objet d'une division volumétrique.

La présente convention porte sur le volume 1 constitué des RdC (dont l'exploitation du Café de la Panacée sera transférée à l'EPCC MoCo), R-1 (à l'exception du local occupé par un poste de transformation de courant électrique affecté à l'alimentation de l'immeuble au réseau de distribution publique d'électricité géré par ENEDIS), R-2 (à l'exception de la chaufferie dont la Ville reste gestionnaire et du local aménagé pour la collecte de verres entretenu par Montpellier Méditerranée Métropole).

Afin de créer l'Etablissement Public de Coopération Culturelle MoCo – Montpellier Contemporain, le Centre de Culture Contemporaine - La Panacée doit être intégré à cet établissement.

Délibération n°V2018-463

Les espaces mis à sa disposition lui permettront conformément à ses statuts :

- De développer la production, l'exposition et la médiation de l'art contemporain ;
- D'encourager la création contemporaine, notamment par l'exposition des œuvres d'artistes vivants et l'organisation d'échanges entre créateurs et avec le public ;
- D'organiser toute manifestation visant à diffuser et à approfondir la connaissance de l'art contemporain ;
- De participer, par tous moyens, à l'enrichissement et à la diffusion de la réflexion sur les questions touchant à la société et à la culture contemporaines ;
- De participer au service public de l'enseignement supérieur de la recherche dans le domaine des arts plastiques.

Dans cette perspective, il convient de définir l'ensemble des modalités de mise à disposition du Centre de Culture Contemporaine La Panacée appartenant à la Ville pour le compte de l'EPCC MoCo.

A ce titre il est donc proposé de conclure une convention de mise à disposition du domaine public de la Ville du Centre de Culture Contemporaine la Panacée au bénéfice de l'EPCC MoCo pour une durée de 8 ans à compter du 1^{er} janvier 2019.

La valeur locative des locaux mis à disposition est de 470 340 euros. Toutefois les espaces concernés étant mis à disposition d'un service public qui bénéficie gratuitement à tous, la redevance est elle-même consentie à titre gratuit comme le prévoit l'article L 2125-1 du Code général de la propriété des personnes publiques. Par ailleurs, les frais (eau, gaz, électricité et chauffage) seront refacturés annuellement à l'EPCC MoCo.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver cette convention de mise à disposition, jointe en annexe, au bénéfice de l'EPCC MoCo ;
- D'approuver que cette mise à disposition soit consentie à titre gratuit conformément à l'article L 2125-1 du Code général de la propriété des personnes publiques ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut, l'adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 53 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prennent pas part au vote : 4 voix

M. Guy BARRAL, Mme Sonia KERANGUEVEN, Mme Isabelle MARSALA, M. Bernard TRAVIER.

Fait à Montpellier, le 11 décembre 2018

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 12 décembre 2018

Délibération n°V2018-463

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- convention

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mercredi 28 novembre 2018

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-huit novembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

**Finances, Administration
générale, Affaires
juridiques, Patrimoine**

Présents :

Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Mustapha MAJDOUL, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Fabien ABERT ayant donné pouvoir à Maud BODKIN, Lorraine ACQUIER ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Sabria BOUALLAGA ayant donné pouvoir à Daniel BOULET, Perla DANAN ayant donné pouvoir à Mustapha MAJDOUL, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Henri de VERBIZIER, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Sonia KERANGUEVEN ayant donné pouvoir à Valérie BARTHAS-ORSAL, Henri MAILLET ayant donné pouvoir à Nicole LIZA, Jérémie MALEK ayant donné pouvoir à Samira SALOMON, Chantal MARION ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Caroline NAVARRE ayant donné pouvoir à Patrick RIVAS.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Cédric DE SAINT JOUAN, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Patrick VIGNAL, Patricia MIRALLES.

Restauration Domaine de Méric et son parc Demande de subvention auprès des services de l'Etat

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Le domaine de Méric est marqué dans l'histoire : dès le XVII^{ème} siècle par la présence du roi Louis XIII lors du siège de Montpellier, au XIX^{ème} siècle par la famille Bazille, dont Gaston Bazille, botaniste éclairé, ami de Jules Emile Planchon, et surtout par Frédéric Bazille qui y passa tous les étés de son enfance. Il immortalisa les vues et ses paysages par nombre de ses peintures, qu'on retrouve au Musée Fabre, à la Gare du Musée d'Orsay et dans des musées en Europe et aux Etats-Unis.

L'ensemble du site du domaine, avec les berges du Lez, a été classé par Décret du 25 janvier 2010 au titre des paysages remarquables et pittoresques du département de l'Hérault : « Berges du Lez, Paysages de Frédéric Bazille ».

Par délibération en date du 3 avril 2018, la rénovation urgente des toitures a été décidée.

Dans le cadre de la protection au titre des sites classés, la Direction Régionale Environnement Aménagement Logement - DREAL - propose d'accompagner la Ville dans la réalisation d'un diagnostic complet et préparatoire à une mission de maîtrise d'œuvre qui concernera la rénovation du bâti et la réalisation d'un plan de gestion du parc, par le biais d'une subvention à hauteur de 25 % de ces études préalables.

Délibération n°V2018-464

Le montant des études est estimé à 89 000 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver la présentation d'un dossier de demande de subvention auprès de l'Etat ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou l'Adjoint délégué à signer et déposer le dossier de demande de subvention auprès des services compétents ;
- De prélever le montant des dépenses sur le budget primitif 2018 de la Ville, chapitre 900 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut, l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 11 décembre
2018**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 12 décembre 2018

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mercredi 28 novembre 2018

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-huit novembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

**Finances, Administration
générale, Affaires
juridiques, Patrimoine**

Présents :

Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Mustapha MAJDOUL, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Fabien ABERT ayant donné pouvoir à Maud BODKIN, Lorraine ACQUIER ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Sabria BOUALLAGA ayant donné pouvoir à Daniel BOULET, Perla DANAN ayant donné pouvoir à Mustapha MAJDOUL, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Henri de VERBIZIER, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Sonia KERANGUEVEN ayant donné pouvoir à Valérie BARTHAS-ORSAL, Henri MAILLET ayant donné pouvoir à Nicole LIZA, Jérémie MALEK ayant donné pouvoir à Samira SALOMON, Chantal MARION ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Caroline NAVARRE ayant donné pouvoir à Patrick RIVAS.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Cédric DE SAINT JOUAN, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Patrick VIGNAL, Patricia MIRALLES.

Mise à disposition de locaux associatifs - Approbation des loyers minorés - Autorisation de signer les conventions

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Dans le cadre de la mise à disposition de locaux auprès d'associations, la Ville de Montpellier souhaite poursuivre son action auprès des acteurs associatifs de la cité, notamment en créant « La Maison des sourds » qui regroupe les associations de sourds de Montpellier.

La Ville de Montpellier souhaite également mettre à disposition de l'association « Cité Citoyenne » des locaux au sein de la Maison du Vivre ensemble.

Au vu de l'intérêt communal attaché à chacune des structures, un loyer minoré leur sera proposé. Le loyer constituant une subvention en nature, il convient d'approuver le tableau attributif ci-dessous dont les informations seront portées au compte administratif de la Ville et dans les comptes de chaque association concernée :

Délibération n°V2018-465

Nom de l'association	Adresse	Valeur locative annuelle	Montant loyer minoré	Montant subvention
Club sportif des sourds de Montpellier	6 rue Boussinesq	5 507, 70 €	35 €	5 472, 70 €
Association générale des sourds de Montpellier	6 rue Boussinesq	3 711, 40 €	35 €	3 676, 40 €
Association familiale des sourds de Montpellier	6 rue Boussinesq	3 736, 70 €	35 €	3 701, 70 €
Association Cité Citoyenne	Maison du Vivre ensemble 1 rue Vachet	6 160 €	35 €	6 125 €

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les 4 conventions de location du domaine privé de la Ville jointes en annexe, pour la période du 1^{er} décembre 2018 au 30 novembre 2019 ;
- D'approuver les loyers minorés proposés aux 4 associations listées ci-dessus et de porter au compte administratif de la Ville le montant de ces aides en nature pour un total de 18 975, 80 euros ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 11 décembre 2018

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 12 décembre 2018

Délibération n°V2018-465

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- convention
- convention
- convention
- convention

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mercredi 28 novembre 2018

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-huit novembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Ressources humaines

Présents :

Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSÉ, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Mustapha MAJDOUL, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Fabien ABERT ayant donné pouvoir à Maud BODKIN, Lorraine ACQUIER ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Sabria BOUALLAGA ayant donné pouvoir à Daniel BOULET, Perla DANAN ayant donné pouvoir à Mustapha MAJDOUL, Titina DASILVA ayant donné pouvoir à Henri de VERBIZIER, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Sonia KERANGUEVEN ayant donné pouvoir à Valérie BARTHAS-ORSAL, Henri MAILLET ayant donné pouvoir à Nicole LIZA, Jérémie MALEK ayant donné pouvoir à Samira SALOMON, Chantal MARION ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Caroline NAVARRE ayant donné pouvoir à Patrick RIVAS.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Cédric DE SAINT JOUAN, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Patrick VIGNAL, Patricia MIRALLES.

Ville de Montpellier - Montpellier Méditerranée Métropole - Création d'un service commun de Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments - Convention - Autorisation de signature

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Les lois n°2010-1563 du 16 décembre 2010, n°2012-281 du 29 février 2012 et n°2014-58 du 27 janvier 2014 ont défini un cadre juridique pour la mise en œuvre de services communs entre un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre et une ou plusieurs de ses communes membres, en dehors des compétences transférées. La création de ces services communs est codifiée à l'article L.5211-4-2 du Code général des collectivités territoriales.

Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier se sont engagées dans une démarche de convergence de leurs administrations, notamment marquée par la mutualisation de l'ensemble de leur ligne de Direction Générale des Services.

Aujourd'hui, et dans la poursuite de l'objectif d'efficience commun aux deux collectivités, la création d'un service commun de Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments permettra un pilotage mutualisé des deux parcs auto de la Ville de Montpellier et de la Métropole par la mise en commun du poste de Directrice des Moyens Généraux et Bâtiments de la Métropole, et des postes de Responsable et Responsable adjoint du service Parc Auto de la Ville de Montpellier.

Délibération n°V2018-466

Ce service commun pourra ainsi garantir par un pilotage unique la bonne coordination des fonctions par auto, la simplification et la rationalisation des procédures en s'appuyant sur les deux équipes d'experts faisant l'objet d'une mise à disposition partielle dans le cadre de la convention de services réciproques proposée en complément de la présente convention.

Le service commun sera géré par la Métropole et en fonction de la mission réalisée, sera placé sous l'autorité fonctionnelle du Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou sous celle du Maire de la Ville de Montpellier.

Dans le cadre de convention de création de service commun, il est convenu que les dépenses mutualisées qui couvriront notamment les charges de personnel et frais assimilés, seront pris en charge par la Métropole.

En contrepartie de cette mutualisation, la Ville de Montpellier rembourse à la Métropole ces dépenses mutualisées selon une clé de répartition établie entre entités à hauteur de 50% pour la Ville de Montpellier, 50% pour la Métropole.

Les Comités techniques de la Ville de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole ont été saisis, pour avis sur la convention de service commun et la fiche d'impact, décrivant notamment les effets sur l'organisation et les conditions de travail, la rémunération et les droits acquis des agents concernés.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la création du service commun de Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments ;
- de dire que les crédits correspondants sont prévus au budget, chapitre budgétaire 930-020-00 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier à signer la convention et tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 11 décembre 2018

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 12 décembre 2018

Délibération n°V2018-466

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Projet de convention

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mercredi 28 novembre 2018

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-huit novembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Ressources humaines

Présents :

Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSÉ, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYŻANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Mustapha MAJDOUL, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Fabien ABERT ayant donné pouvoir à Maud BODKIN, Lorraine ACQUIER ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Sabria BOUALLAGA ayant donné pouvoir à Daniel BOULET, Perla DANAN ayant donné pouvoir à Mustapha MAJDOUL, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Henri de VERBIZIER, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Sonia KERANGUEVEN ayant donné pouvoir à Valérie BARTHAS-ORSAL, Henri MAILLET ayant donné pouvoir à Nicole LIZA, Jérémie MALEK ayant donné pouvoir à Samira SALOMON, Chantal MARION ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Caroline NAVARRE ayant donné pouvoir à Patrick RIVAS.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Cédric DE SAINT JOUAN, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Patrick VIGNAL, Patricia MIRALLES.

Mise à disposition d'un agent de catégorie C auprès de la Caisse des Ecoles

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Le programme de réussite éducative s'adresse aux enfants de 2 à 16 ans qui présentent des signes de fragilité ou ne bénéficient pas d'un environnement social, familial, culturel favorable à leur développement harmonieux.

L'objectif du programme est d'offrir un mode d'intervention individualisé inscrit dans un parcours éducatif.

Selon les termes de la loi 2005-32 de programmation pour la cohésion sociale du 18 janvier 2005, les projets de réussite éducative doivent obligatoirement être portés par une structure juridique ayant une compatibilité publique. Depuis 2006, la caisse des écoles de la Ville de Montpellier est la structure porteuse de la plateforme de réussite éducative.

Il est proposé au Conseil municipal la mise à disposition d'un agent municipal à temps complet auprès de la Caisse des Ecoles à compter du 1^{er} décembre 2018, pour une durée d'un an renouvelable sur la base de la pérennisation du dispositif de l'Etat.

L'agent mis à disposition aura pour mission d'assister le coordonnateur de la plateforme en assurant la gestion administrative et comptable.

Délibération n°V2018-467

Conformément aux dispositions générales relatives au régime de la mise à disposition, et notamment l'article 61-1 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984, la mise à disposition s'effectue à titre onéreux. La Caisse des Ecoles rembourse à la Ville de Montpellier la rémunération de l'agent mis à disposition ainsi que les contributions et les cotisations sociales, au prorata du temps de mise à disposition.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la mise à disposition d'un agent titulaire de la Ville de Montpellier auprès de la Caisse des Ecoles ;
- d'appliquer le principe de remboursement de la rémunération versée à l'agent mis à disposition ;
- d'autoriser le prélèvement de la dépense correspondante sur le budget de la Ville, chapitre 930 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou tout élu ayant délégation à cet effet à signer la convention de mise à disposition ou tout autre document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 45 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 13 voix

M. Guy BARRAL, Mme Sabria BOUALLAGA, M. Daniel BOULET, M. Jean-Luc COUSQUER, Mme Michèle DRAY-FITOUSSI, M. Vincent HALUSKA, Mme Sonia KERANGUEVEN, Mme Nicole LIZA, M. Henri MAILLET, Mme Caroline NAVARRE, M. Patrick RIVAS, Mme Samira SALOMON, Mme Séverine SCUDIER.

Fait à Montpellier, le 11 décembre 2018

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 12 décembre 2018

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Projet de convention de mise à disposition

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mercredi 28 novembre 2018

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-huit novembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Ressources humaines

Présents :

Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÈCHE, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Mustapha MAJDOUL, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Fabien ABERT ayant donné pouvoir à Maud BODKIN, Lorraine ACQUIER ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Sabria BOUALLAGA ayant donné pouvoir à Daniel BOULET, Perla DANAN ayant donné pouvoir à Mustapha MAJDOUL, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Henri DE VERBIZIER, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÈCHE, Sonia KERANGUEVEN ayant donné pouvoir à Valérie BARTHAS-ORSAL, Henri MAILLET ayant donné pouvoir à Nicole LIZA, Jérémie MALEK ayant donné pouvoir à Samira SALOMON, Chantal MARION ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Caroline NAVARRE ayant donné pouvoir à Patrick RIVAS.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Cédric DE SAINT JOUAN, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Patrick VIGNAL, Patricia MIRALLES.

Mise à disposition d'un agent de catégorie C de la Ville de Montpellier auprès de l'Établissement Public de Coopération Culturelle Montpellier Contemporain.

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Depuis le 1^{er} juillet 2018, le Centre de Culture Contemporaine La Panacée a intégré l'Établissement public de coopération culturelle (EPCC MoCo) dans le cadre de la création du centre d'Art « Montpellier Contemporain » afin de devenir, en association avec l'École Supérieure des Beaux-Arts et l'Hôtel Montcalm, la première institution à maîtriser la filière professionnelle du monde de l'art, depuis la formation jusqu'à la création, l'exposition et la médiation de l'art contemporain.

Dans ce contexte, il est proposé la mise à disposition d'un agent municipal de catégorie C relevant du cadre d'emplois des Adjointes administratifs à temps complet auprès de l'EPCC MoCo à compter du 1^{er} décembre 2018 pour une durée de treize mois.

L'agent mis à disposition exercera les missions de gestionnaire des Ressources Humaines au sein du Centre Culturel La Panacée.

Conformément aux dispositions générales relatives au régime de la mise à disposition, et notamment l'article 61-1 de la Loi n°84-53 du 26 janvier 1984, la mise à disposition s'effectue à titre onéreux. L'EPCC MoCo rembourse à la Ville de Montpellier la rémunération de l'agent mis à disposition ainsi que les contributions

Délibération n°V2018-468

et les cotisations sociales, au prorata du temps de mise à disposition.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la mise à disposition d'un agent titulaire de la Ville de Montpellier auprès de l'EPCC Moco ;
- d'appliquer le principe de remboursement du salaire versé à l'agent mis à disposition ;
- d'autoriser le prélèvement de la dépense correspondante sur le budget de la Ville : chapitre budgétaire 933;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou Monsieur le Conseiller Municipal délégué aux Ressources Humaines, à signer la convention de mise à disposition ou tout autre document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 54 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 4 voix

M. Guy BARRAL, Mme Sonia KERANGUEVEN, Mme Isabelle MARSALA, M. Bernard TRAVIER.

Fait à Montpellier, le 11 décembre 2018

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 12 décembre 2018

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Projet de convention de mise à disposition

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mercredi 28 novembre 2018

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-huit novembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Ressources humaines

Présents :

Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÈCHE, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Mustapha MAJDOUL, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveteur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Fabien ABERT ayant donné pouvoir à Maud BODKIN, Lorraine ACQUIER ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Sabria BOUALLAGA ayant donné pouvoir à Daniel BOULET, Perla DANAN ayant donné pouvoir à Mustapha MAJDOUL, Titina DASILVA ayant donné pouvoir à Henri DE VERBIZIER, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÈCHE, Sonia KERANGUEVEN ayant donné pouvoir à Valérie BARTHAS-ORSAL, Henri MAILLET ayant donné pouvoir à Nicole LIZA, Jérémie MALEK ayant donné pouvoir à Samira SALOMON, Chantal MARION ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Caroline NAVARRE ayant donné pouvoir à Patrick RIVAS.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Cédric DE SAINT JOUAN, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Patrick VIGNAL, Patricia MIRALLES.

Convention de groupement de commande permanent relatif aux aménagements de poste et de prestation d'accompagnement des agents en situation de handicap, entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier et le CCAS, régi par les dispositions de l'article 28 de l'ordonnance 2015-899 du 23 juillet 2015 et du décret n°2016-360 du 25 mars 2016.

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Par décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, Montpellier Méditerranée Métropole a été créée à compter du 1^{er} janvier 2015, par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Cette transformation renforce les interactions entre les projets menés par la structure intercommunale, la Ville de Montpellier et le CCAS de Montpellier.

Afin de permettre une égalité de traitement entre les agents des trois entités, une cohérence des actions et un fonctionnement optimal des missions en terme de ressources humaines, il convient de créer un groupement de commandes permanent régi par les dispositions de l'article 28 de l'ordonnance 2015-899 du 23 juillet 2015 et du décret n°2016-360 du 25 mars 2016. Ce groupement concernera l'ensemble des prestations relatives aux aménagements de poste et de prestation d'accompagnement des agents en situation de handicap de la Ville et de la Métropole.

Délibération n°V2018-469

Il est également proposé d'associer le CCAS à ce groupement de commande compte tenu des besoins similaires de l'établissement concernant le maintien dans l'emploi.

Ce groupement inclut notamment les marchés suivants :

- Prestation d'accompagnement d'agent(s) en situation de handicap dans le cadre de son activité professionnelle (Auxiliaire de vie professionnelle et personnelle)
- Fourniture de matériel adapté destiné aux aménagements de postes pour personnes en situation de handicap
- Prestations d'analyse, d'accompagnement et préconisations de la compensation du handicap dans le cas d'agents en situation de déficiences moteur, visuel, auditif, mental ou psychique
- Formation (handicap et sensibilisation)
- Bilans professionnels pour le personnel en situation de handicap
- Etudes ergonomiques
- Prestation d'interprétariat langue des signes (présentiel)
- Visio interprétariat en langue des signes (utilisation d'appareils mobiles pour mise en relation téléphonique)

En cas de nouveau besoin, cette liste est susceptible d'évoluer par avenant approuvé par l'ensemble des parties.

Le groupement est constitué jusqu'à l'accomplissement des missions du coordonnateur telles que définies à l'article 5 de la convention de groupement, pour l'ensemble des procédures de marchés engagées avant le 31/12/2019.

La Ville de Montpellier sera désignée en qualité de coordonnateur du groupement, objet des présentes. Elle sera chargée de la passation des marchés jusqu'à leur notification.

La Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole et le CCAS, seront chargés, chacun pour la partie qui la concerne, de l'exécution financière des marchés.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver le principe d'un groupement de commandes entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole et le CCAS pour la passation des marchés relatifs aux aménagements de poste et de prestation d'accompagnement des agents en situation de handicap ;
- de dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville, au chapitre 920 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer la convention constitutive de groupement de commandes, et plus généralement tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 11 décembre 2018

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 12 décembre 2018

Délibération n°V2018-469

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- convention_GC_RH - accompagnement handicap.docx

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mercredi 28 novembre 2018

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-huit novembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Ressources humaines

Présents :

Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Mustapha MAJDOUL, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Fabien ABERT ayant donné pouvoir à Maud BODKIN, Lorraine ACQUIER ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Sabria BOUALLAGA ayant donné pouvoir à Daniel BOULET, Perla DANAN ayant donné pouvoir à Mustapha MAJDOUL, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Henri DE VERBIZIER, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Sonia KERANGUEVEN ayant donné pouvoir à Valérie BARTHAS-ORSAL, Henri MAILLET ayant donné pouvoir à Nicole LIZA, Jérémie MALEK ayant donné pouvoir à Samira SALOMON, Chantal MARION ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Caroline NAVARRE ayant donné pouvoir à Patrick RIVAS.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Cédric DE SAINT JOUAN, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Patrick VIGNAL, Patricia MIRALLES.

Retrait de la délibération du 27 septembre 2018 portant octroi de la protection fonctionnelle aux agents de la Ville

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La protection fonctionnelle des agents est définie à l'article 11 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 : « A raison de ses fonctions et indépendamment des règles fixées par le code pénal et par les lois spéciales, le fonctionnaire ou, le cas échéant, l'ancien fonctionnaire bénéficie, dans les conditions prévues au présent article, d'une protection organisée par la collectivité publique qui l'emploie à la date des faits en cause ou des faits ayant été imputés de façon diffamatoire ».

Le 20 décembre 2012, la Cour administrative d'appel de Versailles avait jugé que le conseil municipal était compétent pour se prononcer sur une demande de protection fonctionnelle d'un élu faisant l'objet de poursuites pénales (CAA Versailles, 20 déc. 2012, n°11VE2556).

A la suite de cet arrêt, plusieurs réponses ministérielles ont interprété cet arrêt en considérant que le conseil municipal était compétent pour se prononcer non seulement sur les demandes de protection fonctionnelle des élus mais également sur celle des agents (QE, n° 25552, du 30/04/2013 et QE, n° 7864 du 21/11/2013)

Délibération n°V2018-470

Le tribunal administratif de Montreuil est revenu sur cette interprétation en jugeant que seul le maire était compétent, en application de l'article L. 2122-18 du CGCT, pour octroyer la protection fonctionnelle aux agents (TA n°1501441 et 1501443 du 17/11/2015):

Le Conseil d'Etat ne s'étant pas prononcé sur cette question, la commune de Montpellier a continué d'octroyer la protection fonctionnelle aux agents par délibération.

Cependant, par courrier en date du 9 octobre 2018, le Préfet de l'Hérault a demandé le retrait de la délibération d'octroi de la protection fonctionnelle du 27 septembre 2018 au motif que seul le maire est compétent. Les protections fonctionnelles des agents doivent être désormais octroyées par arrêtés individuels.

Il convient donc de retirer la délibération n°V2018-353 du 27 septembre 2018.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- De retirer la délibération n°V2018-353 du 27 septembre 2018.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0 voix

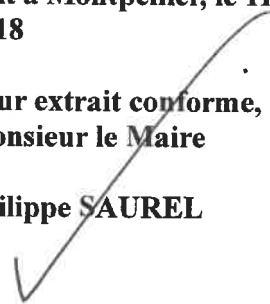
Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 11 décembre 2018

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL



Publiée le : 12 décembre 2018

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mercredi 28 novembre 2018

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-huit novembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Ressources humaines

Présents :

Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Daniel BOULET, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Mustapha MAJDOUL, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Fabien ABERT ayant donné pouvoir à Maud BODKIN, Lorraine ACQUIER ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Sabria BOUALLAGA ayant donné pouvoir à Daniel BOULET, Perla DANAN ayant donné pouvoir à Mustapha MAJDOUL, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Henri DE VERBIZIER, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Sonia KERANGUEVEN ayant donné pouvoir à Valérie BARTHAS-ORSAL, Henri MAILLET ayant donné pouvoir à Nicole LIZA, Jérémie MALEK ayant donné pouvoir à Samira SALOMON, Chantal MARION ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Caroline NAVARRE ayant donné pouvoir à Patrick RIVAS.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Cédric DE SAINT JOUAN, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Patrick VIGNAL, Patricia MIRALLES.

Modification du tableau des effectifs

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Il est proposé les modifications suivantes au tableau des effectifs de la Ville de Montpellier pour tenir compte des besoins de la collectivité :

I - Créations de postes :

Filière administrative :

Adjoint administratif principal de 2^e classe : Création d'un poste

Filière Technique :

Ingénieur : création d'un poste

Technicien principal de 2^e classe : création d'un poste

II - Suppression de postes :

Filière Administrative :

Adjoint administratif : suppression d'un poste

Filière Technique :

Technicien : suppression de 2 postes

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal d'approuver les modifications proposées au tableau des effectifs de la Ville de Montpellier.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 55 voix

Contre : 1 voix

Abstentions : 3 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 11 décembre
2018**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 12 décembre 2018

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mercredi 28 novembre 2018

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-huit novembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Hors Délégation

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Daniel BOULET, Djamel BOUMAAZ, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Sabria BOUALLAGA ayant donné pouvoir à Daniel BOULET, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Henri DE VERBIZIER, Jérémie MALEK ayant donné pouvoir à Samira SALOMON, Chantal MARION ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Fabien ABERT, Caroline NAVARRE ayant donné pouvoir à Patrick RIVAS.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Anne BRISSAUD, Cédric DE SAINT JOUAN, Véronique DEMON, Julie FRÊCHE, Clare HART, Patrick VIGNAL

Adoption du procès-verbal du Conseil municipal du 25 octobre 2018

Voir procès-verbal en pièce jointe.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 57 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 11 décembre
2018**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 12 décembre 2018

Délibération n°V2018-472

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- PV CM 25 octobre 2018.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Registre des délibérations de la Ville de Montpellier

Table thématique des décisions 2018 Sommaire

Numéro d'acte	Titre	Tome	Page
I. <u>Patrimoine et domanialité</u>			
1. Propriétés communales			
4. Louage de choses			
8. Dons et legs			
9. Aliénation de biens immobiliers			
VD2018-401	Convention d'autorisation d'occupation du domaine public avec la société France.Tv Studio	Novembre Tome I	2018/2409
VD2018-403	Don du fonds d'archives de la famille Coutarel Acceptation du don pour les Archives Municipales	Novembre Tome I	2018/2413
VD2018-404	Convention entre le Comité Départemental Handisport de l'Hérault et la Ville de Montpellier	Novembre Tome I	2018/2414
Numéro d'acte	Titre	Tome	Page
II. <u>Commande Publique</u>			
VD2018-370	Mission de Maîtrise d'œuvre relatif à la sécurisation des hôtels Baschy-du-Cayla et Varennes - Marché n° 7B0056 Avenant n°1	Novembre Tome I	2018/2385
VD2018-371	Construction des Halles Laissac - Mandat de réalisation à la Société d'aménagement de la Métropole de Montpellier (SA3M) - Avenant n° 1 au marché Peinture - Nettoyage	Novembre Tome I	2018/2387
VD2018-372	Construction des Halles Laissac - Mandat de réalisation à la Société d'aménagement de la Métropole de Montpellier (SA3M) - Avenant n° 1 au marché Electricité	Novembre Tome I	2018/2389
VD2018-378	6B0114 - Assistance à maîtrise d'ouvrage - Mise en place d'une stratégie BIM - Avenant n°1	Novembre Tome I	2018/2391

VD2018-383	MARCHE PUBLIC - Contrat de prestations de service Clubs de haut niveau Handball MHB - Championnat de France et d'Europe - Saison 2018-2019 - N° V8C0020DS	Novembre Tome I	2018/2393
VD2018-384	MARCHE PUBLIC - Extension des contrôles d'accès dans les salles de sports et les installations de plein air N° V8B0004DS	Novembre Tome I	2018/2395
VD2018-391	Décision relative à l'accord-cadre de prestations intellectuelles à marchés subséquents pour une mission d'étude d'impact dans le cadre du mandat d'études du secteur Hortus (mandat SA3M)	Novembre Tome I	2018/2397
VD2018-392	Travaux d'entretiens des bâtiments communaux - Lot n° 9 - Electricité - Marché n° 7D0002 Avenant n° 1	Novembre Tome I	2018/2399
VD2018-393	Marché de service de nettoyage des parties communes et privatives des locaux de l'ancien Hôtel de Ville de Montpellier- Marché n° 2911 S18.02	Novembre Tome I	2018/2401
VD2018-394	Travaux d'entretiens des bâtiments communaux - Lot 1 - Démolition et Lot 16 - Désamiantage - Marché n°7D0002 Avenant n°1	Novembre Tome I	2018/2403
Numéro d'acte	Titre	Tome	Page
VD2018-395	Avenant au marché "Entretien du patrimoine arboré" N°5D0018 lot 3	Novembre Tome I	2018/2405
VD2018-398	Attribution d'un accord cadre passé selon une procédure adaptée pour l'achat de mélange 2 temps prêt à l'emploi (8B0070)	Novembre Tome I	2018/2407
VD2018-402	Marché n°8B0040 - Mission de Maîtrise d'oeuvre Pour un diagnostic patrimonial de la Chapelle Saint-Charles	Novembre Tome I	2018/2411
VD2018-408	Attribution d'un accord cadre passé selon une procédure adaptée pour les travaux de modernisation, réalisation d'une étanchéité bicouche auto-protégée sur isolation au Centre Municipal GAROSUD sur la toiture de la rotonde. 8B0057	Novembre Tome I	2018/2416
VD2018-409	Prolongation du marché à procédure négociée de Verbalisation par voie électronique des infractions à la circulation routière Avenant N° 2 - Marché 3D0525	Novembre Tome I	2018/2418
VD2018-411	Attribution de l'accord-cadre en procédure adaptée n° 8B0073 Actions de prévention santé en milieux festifs étudiants pour la Ville de Montpellier - Autorisation à signer le marché	Novembre Tome I	2018/2420

VD2018-412	Marché public n°8B0060: convention plan objet 2018, restauration de tableaux et mobiliers des églises sainte Eulalie et Saint Matthieu - Attribution des marchés et autorisation de dépôt d'une demande de subvention auprès de l'Etat, Ministère de la Culture. Annule et remplace la décision n° VD2018-382	Novembre Tome I	2018/2422
VD2018-420	Marché 6B0067 - Marché à la Brocante et Antiquités - Avenant n°1	Novembre Tome I	2018/2426
VD2018-423	Avenant n°2- Marché n°6D0020- Réaménagement de la zone technique-Phase 2 : Clinique vétérinaire et quarantaine. Prolongation de la durée du marché pour les lots 1 ; 2 ; 4 ; 5 ; 6 7 ; 8 ; 9 ; 11. Autorisation de signer l'avenant	Novembre Tome I	2018/2428
VD2018-427	Avenant au marché "Travaux de débroussaillage, nettoyage, fauchage" N°5D0040 lot 2	Novembre Tome I	2018/2430
VD2018-437	Marché V8B0001UV - Installation électrique des Hivernales de Montpellier / Location, pose et dépose de matériels	Novembre Tome I	2018/2438
Numéro d'acte	Titre	Tome	Page

III. Contentieux

5. Contrats d'assurance

10. Rémunérations frais juridiques

15. Contentieux

16. Accidents véhicules municipaux

VD2018-415	Décision d'ester en justice "Tribunal Correctionnel de Montpellier - JOFFRE Muriel"	Novembre Tome I	2018/2425
VD2018-432	Décision d'ester en justice "NIEDDU René Louis - TGI Juge de la liberté et de la détention"	Novembre Tome I	2018/2432
VD2018-434	Décision d'ester en justice "Requête n°1804799-5 TA - Association groupe universités de la libre pensée"	Novembre Tome I	2018/2434
VD2018-435	Décision d'ester en justice "Cour Administrative d'Appel de Marseille - Jean BORDERIE"	Novembre Tome I	2018/2436
VD2018-439	Décision d'ester en justice "Référé TGI Montpellier - Ouverture de Portes - Appartement insalubre"	Novembre Tome I	2018/2440
VD2018-440	Décision d'ester en justice "Référé TGI - Consorts Fontaine"	Novembre Tome I	2018/2442
VD2018-442	Décision d'ester en justice "Requête TA 1804936-3 - Ressources huMai -Tome I Tome Ines"	Novembre Tome I	2018/2444

VD2018-444	Décision d'ester en justice "Tribunal Correctionnel de Montpellier Jean-Paul GOUDOU"	Novembre Tome I	2018/2446
-------------------	--	----------------------------	------------------



Conseil municipal du 28 Novembre 2018

**Décisions prises par Monsieur le Maire
Et non présentées lors du précédent Conseil,
Conformément aux articles L. 5211-10, L. 2122-22 et L. 2122-23 du Code Général des Collectivités
Territoriales**

N°VD2018-370 - Direction Architecture et Immobilier

Mission de Maîtrise d'œuvre relatif à la sécurisation des hôtels Baschy-du-Cayla et Varennes

Marché n° 7B0056 -Avenant n°1

Objet : Dans le cadre de la gestion active de son patrimoine, la Ville souhaite réaliser un programme de travaux de sécurisation des deux hôtels particuliers Varennes et Baschy-du-Cayla, dont elle est propriétaire. Pour cela, un marché de maîtrise d'œuvre à procédure adaptée a été lancé. Une réduction du nombre de phases du programme a été décidée. Il est donc nécessaire de signer l'avenant concerné.

N°VD2018-371 - Mission Grand Coeur

Construction des Halles Laissac

Mandat de réalisation à la Société d'aménagement de la Métropole de Montpellier (SA3M)

Avenant n° 1 au marché Peinture - Nettoyage

Objet : Un marché des travaux a été passé avec l'entreprise Violan pour le lot n° 7 Peinture - Nettoyage pour la construction des nouvelles halles Laissac. Suite à des demandes programmatiques nouvelles survenues dans l'exercice du contrat : peinture sur l'ensemble des retours béton et des gaines techniques, modifiant le marché initial, il y a lieu de passer un avenant n°1.

La durée du marché reste inchangée.

Le montant de l'avenant est de 1615.00 € HT, soit 9.80 % du montant initial du marché.

N°VD2018-372 - Mission Grand Coeur

Construction des Halles Laissac

Mandat de réalisation à la Société d'aménagement de la Métropole de Montpellier (SA3M)

Avenant n° 1 au marché Electricité

Objet : Un marché des travaux a été passé avec l'entreprise Inéo pour le lot n° 10 Electricité pour la construction des nouvelles halles Laissac. Que suite à des demandes programmatiques nouvelles et des difficultés matérielles survenues dans l'exercice du contrat, modifiant le marché initial, il y a lieu d'avenanter celui-ci (avenant n°1) :

N°VD2018-378 - Direction Architecture et Immobilier

6B0114 - Assistance à maîtrise d'ouvrage

Mise en place d'une stratégie BIM

Avenant n°1

Objet : La Ville a décidé de missionner un prestataire pour l'accompagner dans la définition d'une stratégie pour le déploiement d'un processus BIM. La Ville a donc lancé une procédure adaptée sous la forme d'un accord-cadre à bons de commande, sans minimum avec un maximum de 85.000 euros HT pour une durée de 2 ans à compter de sa notification et se terminant initialement le 16 novembre 2018. La Ville a besoin d'être accompagné par BIM In Motion pour la phase de test des nouveaux développements. Il convient donc d'effectuer un avenant de prolongation de délai.

N°VD2018-383 - Direction Sports et Jeunesse

MARCHE PUBLIC

Contrat de prestations de service

Clubs de haut niveau Handball MHB

Championnat de France et d'Europe**Saison 2018-2019****N° V8C0020DS**

Objet : Il y a lieu d'acquérir des prestations, de type communication (naming, publicité équipement professionnel et panneautique), et achats de places (VIP, Présidentielles et places en tribune) dans le cadre d'une démarche de promotion du sport en général et du Handball en particulier, pour les rencontres du championnat de France et d'Europe, organisées à Montpellier pour la saison 2018 – 2019. Une procédure a été lancée à la suite d'une consultation faite auprès de la SAS Montpellier Handball, seul prestataire habilité, conformément à l'article 28 du Code des Marchés Publics. Après analyse, il a été décidé d'attribuer le marché n° V8C0020DS à la SAS Montpellier Handball.

N°VD2018-384 - Direction Sports et Jeunesse**MARCHE PUBLIC****Extension des contrôles d'accès dans les salles de sports et les installations de plein air****N° V8B0004DS**

Objet : La Ville souhaite optimiser l'attribution des créneaux aux associations en étendant l'automatisation des accès en lien avec le logiciel existant. La société HORANET qui a une exclusivité de conception, de fabrication et de maintenance propose un bordereau de prix unique, dans le cadre d'un accord-cadre à bons de commande avec un minimum de 20 000 € et un maximum de 86 500 € H.T., pour une période initiale d'un an et une durée maximale de trois ans.

N°VD2018-391 - Direction Aménagement et Renouvellement Urbain**Décision relative à l'accord-cadre de prestations intellectuelles à marchés subséquents pour une mission d'étude d'impact dans le cadre du mandat d'études du secteur Hortus (mandat SA3M)**

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature de l'accord cadre de prestations intellectuelles pour la mission d'étude d'impact dans le cadre du mandat d'études préalables sur le secteur Hortus (mandat SA3M)

N°VD2018-392 - Direction Architecture et Immobilier**Travaux d'entretiens des bâtiments communaux****Lot n° 9 - Electricité****Marché n° 7D0002****Avenant n° 1**

Objet : Dans le cadre des travaux d'entretiens des bâtiments communaux, le lot 9 - électricité a été attribué au groupement SNEF (mandataire) / SPIE SUD OUEST. Dans le cadre de la réorganisation interne du groupe SPIE en France, la filiale régionale SPIE SUD-OUEST a fait l'objet d'une fusion-absorption au profit d'une seule et même société SPIE INDUSTRIE ET TERTIAIRE. Il convient donc de signer un avenant de transfert au profit de la nouvelle entité SPIE INDUSTRIE ET TERTIAIRE.

N°VD2018-393 - Direction Architecture et Immobilier**Marché de service de nettoyage des parties communes et privatives des locaux de l'ancien Hôtel de Ville de Montpellier****Marché n° 2911 S18.02**

Objet : Par décision du 28/10/2016 a été signé le mandat de gestion technique de l'Ancienne Mairie A et de la salle Pagézy, avec la SA3M. Comme il est nécessaire de lancer un marché de services de nettoyage des parties communes et privatives des locaux de l'ancien Hôtel de Ville de Montpellier. Conformément au décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 et notamment l'article 27, un marché a été lancé sous la référence 2911 S17.03 « Service de nettoyage des parties communes et privatives des locaux de l'ancien Hôtel de Ville de Montpellier ». Le marché à bons de commande a été conclu pour un montant global et forfaitaire, pour une durée d'un an à compter de sa notification, et reconductible expressément 3 fois un an. La Société Derichebourg avait été retenu pour ce marché. Cependant, cette société n'ayant pas fait l'affaire, par courrier du 16/05/18, le marché conclu avec la Société Derichebourg n'a pas été reconduit. En conséquence, conformément au décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 et notamment l'article 27, un marché a été relancé sous la référence 2911 S18.02 « Service de nettoyage des parties communes et privatives des locaux de

l'ancien Hôtel de Ville de Montpellier », dans les mêmes conditions que le précédent. Il ressort du rapport d'analyse des offres, que la société KAROLA a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse.

N°VD2018-394 - Direction Architecture et Immobilier

Travaux d'entretiens des bâtiments communaux

Lot 1 - Démolition et Lot 16 - Désamiantage

Marché n°7D0002

Avenant n°1

Objet : Dans le cadre du marché de travaux d'entretiens des bâtiments communaux, les lots 1 et 16 ont été attribués à l'entreprise GENIER DEFORGE. Par traité de fusion absorption approuvée le 2 mai 2018, l'entreprise GENIER DEFORGE a été absorbée par l'entreprise BRUNEL DEMOLITION, qui est devenue par suite du changement de sa dénomination sociale la société PREMYS. Il convient donc de signer un avenant de transfert à cet effet.

N°VD2018-395 - Direction Paysage et Biodiversité

Avenant au marché "Entretien du patrimoine arboré" N°5D0018 lot 3

Objet : La Ville décide de passer un Avenant avec l'entreprise Philip Frères afin d'augmenter le marché N°5D0018 "entretien du patrimoine arboré * lot 3 travaux de taille en raison de travaux supplémentaires exceptionnels, non programmés, réalisés suite aux intempéries de mars 2018. le montant de l'avenant en plus value au marché est fixé à 75 000 € HT. La plus value s'élève donc à 15% du marché initial.

N°VD2018-398 - Direction Energie et Moyens Techniques

Attribution d'un accord cadre passé selon une procédure adaptée pour l'achat de mélange 2 temps prêt à l'emploi (8B0070)

Objet : Après consultation, la Ville de Montpellier décide d'attribuer l'Accord Cadre N° 8B0070 « Achat de mélange 2 temps prêt à l'emploi » pour les services de la Ville de Montpellier (Le Zoo de LUNARET, Espaces Verts et autres) à la société CEVENNES MOTOCULTURE pour un montant total estimé de 60 000 € HT. C'est un Accord Cadre unique conclu pour une période d'exécution de 4 ans à compter de sa notification.

N°VD2018-401 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Convention d'autorisation d'occupation du domaine public avec la société France.Tv Studio

Objet : Convention d'autorisation d'occupation du domaine public avec la société France.Tv Studio dans le cadre du tournage de la série « Un si grand soleil » sur le territoire de la Ville de Montpellier

N°VD2018-402 - Direction Architecture et Immobilier

Marché n°8B0040 - Mission de Maîtrise d'oeuvre

Pour un diagnostic patrimonial de la Chapelle Saint-Charles

Objet : Dans le cadre de la connaissance et la mise en valeur de son patrimoine, la Ville de Montpellier souhaite réaliser un diagnostic patrimonial de la Chapelle Saint-Charles.

N°VD2018-403 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Don du fonds d'archives de la famille Coutarel

Acceptation du don pour les Archives Municipales

Objet : Don du fonds d'archives de la famille Coutarel

Acceptation du don pour les Archives Municipales

N°VD2018-404 - Direction de la Cohésion Sociale

Convention entre le Comité Départemental Handisport de l'Hérault et la Ville de Montpellier

Objet : Convention de prêt de matériels handisports entre le Comité Départemental Handisport de l'Hérault et la Ville de Montpellier pour la manifestation HANDI'COM (5 au 9 novembre 2018)

N°VD2018-408 - Direction Energie et Moyens Techniques

Attribution d'un accord cadre passé selon une procédure adaptée pour les travaux de modernisation, réalisation d'une étanchéité bicouche auto-protégée sur isolation au Centre Municipal GAROSUD sur

la toiture de la rotonde.**8B0057**

Objet : Dans la continuité de la politique d'économie d'énergie et afin de lutter contre les déperditions de chaleur et les infiltrations dû au mauvais état du complexe isolation et étanchéité de la toiture bac acier de la rotonde, des travaux de modernisation sont nécessaires. Travaux comprenant à la dépose du complexe existant et à la réalisation d'une étanchéité bicouche auto-protégée sur isolation renforcée au Centre Municipal GAROSUD sur la toiture de la rotonde, 3490 avenue Etienne Méhul – 34000 Montpellier
L'attributaire du marché est l'entreprise E.T.I Etanchéité pour un montant de 26.258,00€ HT

N°VD2018-409 - Direction des Systèmes d'Information**Prolongation du marché à procédure négociée de Verbalisation par voie électronique des infractions à la circulation routière****Avenant N° 2 - Marché 3D0525**

Objet : Il convient de signer un avenant de prolongation du marché 3D0525 avec la société EXYZT relatif à la « Verbalisation par voie électronique des infractions à la circulation routière », pour une durée de 6 mois à compter du 24 novembre 2018, sans impact sur le montant maximum du marché égal à 850 000 € HT.

N°VD2018-411 - Direction Sécurité et Tranquillité Publique**Attribution de l'accord-cadre en procédure adaptée n° 8B0073****Actions de prévention santé en milieux festifs étudiants****Pour la Ville de Montpellier****Autorisation à signer le marché**

Objet : Attribution de l'accord cadre à bons de commande sans minimum et avec un maximum de 40 000 Euros H.T en procédure adaptée n° 8B0073 concernant des actions de préventions santé en milieux festifs étudiants pour la Ville de Montpellier à l'association AVENIR SANTE - 34000 Montpellier sur une durée de 4 ans.

N°VD2018-412 - Direction de la Culture et du Patrimoine**Marché public n°8B0060: convention plan objet 2018, restauration de tableaux et mobiliers des églises sainte Eulalie et Saint Matthieu****Attribution des marchés et autorisation de dépôt d'une demande de subvention auprès de l'Etat, Ministère de la Culture.****Annule et remplace la décision n° VD2018-382**

Objet : Les actes d'engagement et DPGF des lots 5 et 6 présentaient une erreur de calcul. Leur montant rectifié s'élève à 10 995 € HT pour le lot 5 et 11 645 € HT pour le lot 6
montant total du marché rectifié: 48 803.50 € HT

N°VD2018-415 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique**Décision d'ester en justice "Tribunal Correctionnel de Montpellier - JOFFRE Muriel"**

Objet : La défense de la Ville de Montpellier est confiée à la SCP d'avocats "Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés" devant le Tribunal Correctionnel de Montpellier consécutivement à la réalisation de travaux sans autorisation administrative réalisées par Madame Muriel JOFFRE au 4 rue de Metz.

N°VD2018-420 - Direction des Usages et de la Valorisation de l'Espace Public**Marché 6B0067 - Marché à la Brocante et Antiquités - Avenant n°1**

Objet : Le présent avenant a pour objet la cession du contrat de Madame Camille CATTAN entrepreneur individuel à responsabilité limitée, à la société Camille CATTAN Evènementiel - CCE, nouveau titulaire du marché.

N°VD2018-423 - Direction du Parc de Lunaret**Avenant n°2-****Marché n°6D0020-Réaménagement de la zone technique-Phase 2 : Clinique vétérinaire et quarantaine.****Prolongation de la durée du marché pour les lots 1 ; 2 ; 4 ; 5 ; 6 ; 7 ; 8 ; 9 ; 11.****Autorisation de signer l'avenant.****Objet :** Avenant n°2-

Marché n°6D0020-Réaménagement de la zone technique-Phase 2 : Clinique vétérinaire et quarantaine.

Prolongation de la durée du marché pour les lots 1 ; 2 ; 4 ; 5 ; 6 ; 7 ; 8 ; 9 ; 11.

Autorisation de signer l'avenant.

Dans le cadre du réaménagement de la zone technique-phase 2, le lot n°10, chauffage, ventilation, plomberie, sanitaire de ce marché a été résilié en date du 10 mars 2018. Le marché a donc été relancé et attribué à la société AXIMA (notifié en date du 26 septembre 2018). Le lot n°10 est un lot indispensable et indissociable de tous les autres corps de métier. La relance du lot 10 a donc pénalisé l'ensemble du chantier, retardant sa réception au 23 avril 2019.

N°VD2018-427 - Direction Paysage et Biodiversité

Avenant au marché "Travaux de débroussaillage, nettoyage, fauchage" N°5D0040 lot 2

Objet : La Ville décide de passer un Avenant avec l'entreprise Philip Frères afin d'augmenter le lot 2 débroussaillage et fauchage sélectifs en zones naturelles et forestières du marché N°5D0040 "Travaux de débroussaillage, nettoyage, fauchage" en raison de travaux supplémentaires exceptionnels, non programmés, réalisés suite aux intempéries de mars 2018, les obligations légales de débroussaillage et le renforcement des exigences pour mise en conformité avec la réglementation ont également engendré un surcroît de travaux de débroussaillage au printemps 2018. Le montant de l'avenant en plus value au marché est fixé à 29 913 € HT. La plus value s'élève donc à 23.01 % du marché initial.

N°VD2018-432 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision d'ester en justice "NIEDDU René Louis - TGI Juge de la liberté et de la détention"

Objet : La défense de la Ville de Montpellier est confiée à la SCP d'avocats "Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés" près le juge de la liberté et de la détention du Tribunal de Grande Instance de Montpellier tendant à autoriser la Ville à pénétrer sur la parcelle cadastrée PT0017 sise à Montpellier appartenant à Monsieur NIEDDU René Louis de façon à pouvoir réaliser les travaux de débroussaillage d'office de la dite parcelle.

N°VD2018-434 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision d'ester en justice "Requête n°1804799-5 TA - Association groupe universités de la libre pensée"

Objet : La défense de la Ville de Montpellier est confiée à la SCP d'avocats "Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés" suite au dépôt de la requête n°1804799-5 près le Tribunal Administratif de Montpellier le 8 octobre 2018 par l'Association Groupe Universités de la libre pensée contre la décision par laquelle le Maire de la Ville de Montpellier a refusé de renoncer à mettre à la charge de la commune de Montpellier, d'une part, le coût de l'apéritif offert aux participants des fêtes de la Saint-Roch et d'autre part, celui de la mise à disposition gratuite aux organisateurs de cet événement des moyens de communication de la collectivité.

N°VD2018-435 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision d'ester en justice "Cour Administrative d'Appel de Marseille - Jean BORDERIE"

Objet : La défense de la Ville de Montpellier est confiée à la SCP d'Avocats "Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés" près la Cour Administrative d'Appel de Marseille contre le jugement du Tribunal Administratif de Montpellier n°1601856 du 17 juillet 2018 annulant l'arrêté de Monsieur le Maire de Montpellier en date du 12 octobre 2015 portant opposition à la déclaration préalable de travaux de Monsieur Jean Borderie.

N°VD2018-437 - Direction des Usages et de la Valorisation de l'Espace Public

Marché V8B0001UV - Installation électrique des Hivernales de Montpellier / Location, pose et dépose de matériels

Objet : Ensemble des prestations nécessaires pour la distribution-alimentation électrique des chalets, patinoires, manèges, coffrets d'alimentation et autres organes mis en place pour les Hivernales 2018.

Le montant maximum du marché s'élève à 89 000 € HT, pour une durée de 4 mois à compter de la notification, le marché s'achèvera à l'issue de l'opération "Hivernales 2018".

N°VD2018-439 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision d'ester en justice "Référé TGI Montpellier - Ouverture de Portes - Appartement insalubre"

Objet : La défense de la Ville de Montpellier est confiée à la SCP d'Avocats "Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés" près le Tribunal de Grande Instance de Montpellier tendant à obtenir l'autorisation d'accès à un

appartement situé rue Peyson à Montpellier de façon à pouvoir établir un constat de l'état d'insalubrité de ce dernier.

N°VD2018-440 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision d'ester en justice "Référé TGI - Consorts Fontaine"

Objet : La défense de la Ville de Montpellier est confiée à la SCP d'Avocats "Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés" suite au dépôt de l'assignation en référé près le Tribunal de Grande Instance de Montpellier reçue à l'hôtel de ville le 29 octobre 2018 par les consorts Fontaine usufruitiers et nus-propriétaires d'appartements au sein de la Copropriété rue Rondelet à Montpellier tendant à l'établissement d'un arrêté de péril aux fins de contraindre à des travaux de consolidation, réparation ou démolition les propriétaires d'appartements du deuxième étage de cette même copropriété.

N°VD2018-442 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision d'ester en justice "Requête TA 1804936-3 - Ressources humaines"

Objet : La défense de la Ville de Montpellier est confiée à la SCP d'Avocats "Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés" suite au dépôt de la requête n° 1804936-3 près le Tribunal Administratif de Montpellier le 15 octobre 2018 par un agent titulaire de la ville de Montpellier sollicitant réparation de ses préjudices nés de sa maladie professionnelle.

N°VD2018-444 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision d'ester en justice "Tribunal Correctionnel de Montpellier Jean-Paul GOUDOU"

Objet : La défense de la Ville de Montpellier est confiée à la SCP "VINSONNEAU - PALIES, NOY, GAUER, et associés " près le Tribunal Correctionnel de Montpellier consécutivement aux travaux réalisés sans autorisation administrative par Monsieur Jean-Paul GOUDOU au 32 rue Louis Roumieux à Montpellier.



Direction Architecture et Immobilier
Service Gestion Active/Propriété/Sécurité

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Mission de Maîtrise d'œuvre relatif à la
sécurisation des hôtels Baschy-du-Cayla et
Varennnes
Marché n° 7B0056
Avenant n°1**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'ordonnance n° 2015/899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret n° 2016/360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu la décision n° VD/2017/224 du 01 septembre 2017, attribuant le marché de maîtrise d'œuvre n° 7B0056 pour la sécurisation des Hôtels Baschy-du-Cayla et Varennnes ;
- Vu l'arrêté donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint au Maire, délégué aux Finances ;
- Vu le projet d'avenant n° 1 correspondant ;

Considérant :

- Que la Ville de Montpellier est propriétaire des deux hôtels particuliers Varennnes et Baschy-du-Cayla, inscrits au titre des monuments historiques ;
- Que, dans le cadre de la gestion active de son patrimoine, la Ville souhaite réaliser un programme de travaux de sécurisation ;
- Que pour cela, un marché à procédure adaptée a été lancé sous la référence n° 7B0056 « Sécurisation des Hôtels Baschy du Cayla et Varennnes - Mission de maîtrise d'œuvre » sous la forme d'un marché ordinaire, d'une durée de 72 mois (60 mois + 12 mois GPA) ;
- Que ce marché a été attribué au groupement EUPALINOS – Cabinet Coefficient, ayant pour mandataire SELARL EUPALINOS – Laurent Dufoix – Architecte D.P.L.G. – 5, Grand-Rue Jean Moulin – 34000 Montpellier ;

- Que le marché initial prévoyait 4 phases : la première phase sur les façades de la cour intérieure de l'hôtel de Baschy du Cayla, et les 3 suivantes sur les toitures des hôtels de Baschy du Cayla et Varennes. Suite à la réalisation de l'Avant-Projet, il s'est avéré que les 3 phases concernant les toitures ont été estimées à un montant beaucoup plus élevé que celui pris comme hypothèse dans le cadre du diagnostic patrimonial précédemment établi. Au vu de ce chiffrage, la maîtrise d'ouvrage a décidé d'abandonner les phases 2, 3 et 4 en l'état, car elles nécessitent une nouvelle définition des besoins ;
- Que ces éléments précités entraînent une réduction du montant initial du marché de 18 200,00 € HT portant ainsi le montant du marché à 34 000,00 € HT ;

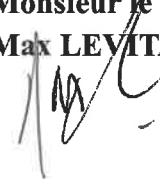
Décide en conséquence :

Article 1 : d'autoriser la signature de l'avenant de réduction n° 1 au marché 7D0056. Le montant de cet avenant de réduction est : 18 200,00 € HT.

Article 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget primitif de la Ville, chapitre 902 ;

Article 3 : De charger Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville et Madame la Trésorière Principale Municipale, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 15 NOV. 2018
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA



Publiée le : 20 NOV. 2018

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Mission Grand Coeur**

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Construction des Halles Laissac
Mandat de réalisation à la Société
d'aménagement de la Métropole de Montpellier
(SA3M)
Avenant n° 1 au marché Peinture - Nettoyage**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté de délégation à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint au Maire ;

Considérant :

- Que la Commune est maître d'ouvrage de l'opération halles et place Laissac ;
- Que la maîtrise d'ouvrage a été délégué par décision n°2016/0448 du 16/12/2016 à la Société d'aménagement de la Métropole de Montpellier (SA3M) et qu'ainsi le mandataire accomplit, au nom et pour le compte de la Commune, tous les actes juridiques et procédures nécessaires, dans la limite des attributions fixées dans le mandat ;
- Qu'un marché de travaux a été passé avec l'entreprise VIOLAN pour le lot numéro 07 : Peinture - Nettoyage pour la réalisation des nouvelles halles Laissac ;
- Que suite à des demandes programmatiques nouvelles survenues dans l'exercice du contrat, modifiant le marché initial, il y a lieu d'avenanter celui-ci (avenant n°1) :
Demandes programmatiques :
 - o peinture sur l'ensemble des retours béton et des gaines techniques, ces espaces n'étant pas aménagés par les étaliers.
- Que cet avenant est passé en CAO le 18 septembre 2018 ;
- Que la durée du marché reste inchangée soit : 13 mois.

Décision n° VD2018-371**Décide en conséquence :**

- D'approuver à cet effet le projet d'avenant n°1 au marché de travaux n° 2907 T 17.08 pour le lot n° 07 : Peinture - Nettoyage confié à l'entreprise VIOLAN et joint en annexe à la présente, pour un montant de 1615.00 € HT soit 9.80 % du montant du marché;
- D'autoriser toute personne ayant délégation à cet effet à signer tous documents relatifs à cette affaire ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville, chapitre 906 ;
- De charger de l'exécution de cette décision, Monsieur le Directeur Général de Services et Madame la Trésorière Municipale pour chacun en ce qui les concerne.

Montpellier, le 22 OCT. 2018
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA



Publiée le : 24 OCT. 2018

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Mission Grand Coeur**

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Construction des Halles Laissac
Mandat de réalisation à la Société
d'aménagement de la Métropole de Montpellier
(SA3M)
Avenant n° 1 au marché Electricité**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté de délégation de Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint au Maire ;

Considérant :

- Que la Commune est maître d'ouvrage de l'opération halles et place Laissac ;
- Que la maîtrise d'ouvrage a été délégué par décision n°2016/0448 du 16/12/2016 à la Société d'aménagement de la Métropole de Montpellier (SA3M) et qu'ainsi le mandataire accomplit, au nom et pour le compte de la Commune, tous les actes juridiques et procédures nécessaires, dans la limite des attributions fixées dans le mandat ;
- Qu'un marché de travaux a été passé avec l'entreprise INEO pour le lot numéro 10 : Electricité pour la réalisation des nouvelles halles ;
- Que suite à des demandes programmatiques nouvelles et des difficultés matérielles survenues dans l'exercice du contrat, modifiant le marché initial, il y a lieu d'avenanter celui-ci (avenant n°1) :

Demandes programmatiques :

- o Fourniture et pose de deux sèche-mains ;
- o Alimentation presse à carton ;
- o Alimentation écran ;
- o Installation de rails 3 allumages ;

Difficultés matérielles:

- o Installation pour contacts de feuillure ;

Décision n° VD2018-372

- Que cet avenant est passé en CAO le 18 septembre 2018 ;
- Que la durée du marché reste inchangée soit : 13 mois.

Décide en conséquence :

- D'approuver à cet effet le projet d'avenant n°1 au marché de travaux ° 2907 T 17.11 pour le lot n° 10 : Electricité confié à l'entreprise INEO et joint en annexe à la présente, pour un montant de 28 988.40 € HT, soit 10.4% du montant du marché ;
- D'autoriser toute personne ayant délégation à cet effet à signer tous documents relatifs à cette affaire ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville, chapitre 906 ;
- De charger de l'exécution de cette décision, Monsieur le Directeur Général de Services et Madame la Trésorière pour chacun en ce qui les concerne

Montpellier, le 22 OCT. 2018
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA

Publiée le :

24 OCT. 2018

Notifiée le :

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Architecture et Immobilier
Service Gestion Active/Propriété/Sécurité

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**6B0114 - Assistance à maîtrise d'ouvrage
Mise en place d'une stratégie BIM
Avenant n°1**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'ordonnance n° 2015/899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret n° 2016/360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu la décision n° 2016/0376 du 15 novembre 2016, attribuant le marché de maîtrise d'œuvre n° 6B0114 pour l'assistance à maîtrise d'ouvrage, mise en place d'une stratégie BIM ;
- Vu l'arrêté donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint au Maire, délégué aux Finances ;
- Vu le projet d'avenant n° 1 correspondant ;

Considérant :

- Que la Ville a décidé de missionner un prestataire pour l'accompagner dans la définition d'une stratégie pour le déploiement d'un processus BIM, cette stratégie devant être accompagnée d'un plan d'action détaillée ;
- Que le BIM « Building Information Modeling » est ensemble de processus, utilisés tout au long de la conception, de la construction et de l'utilisation d'un bâtiment, visant un meilleur échange autour d'un projet. L'échange se fait en se basant sur une maquette numérique structurée, le plus souvent réalisée en 3 dimensions. Avec le BIM, les contrôles sont effectués très tôt dans l'étude d'un projet, permettant ainsi la détection des problèmes plus tôt, et donc une réduction des coûts. Le BIM pour la gestion des bâtiments en exploitation permet de disposer de données fiables rapidement, ce qui permet également une optimisation des moyens et des coûts ;
- Qu'en conséquence, une procédure adaptée a été lancée, sous la référence 6B0114, conformément à l'article 27 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, sous la forme d'un accord-cadre à bons de commande, sans minimum, avec un maximum de 85 000 € H.T, pour une durée de 2 ans à compter de sa date de notification ;

- Que le marché a été attribué à la société BIM IN MOTION - Le Cargo, 157 Boulevard Macdonald, 75019 Paris ;
- Que les discussions avec l'éditeur du logiciel actuellement utilisé à la Ville, Astech, ont été longues et n'ont pas pu permettre un développement dans les temps de la durée du marché de BIM In Motion. La Ville a besoin d'être accompagnée par BIM In Motion pour la phase de tests de ce nouveau développement, ainsi que pour la rédaction d'un cahier des charges pour le développement des phases suivantes suite à cette phase de test. Le présent marché se terminant le 16 novembre 2018, la Ville souhaite donc prolonger le présent marché jusqu'au 16 août 2019;
- Que ces éléments précités entraînent une prolongation de délai dudit marché, portant la date de fin du marché au 16 août 2019 au lieu du 16 novembre 2018 ;

Décide en conséquence :

Article 1 : d'autoriser la signature de l'avenant n° 1 au marché 6B0114. Le nouveau délai d'exécution du contrat est porté au 16 août 2019 ;

Article 2 : de dire que les clauses et conditions du contrat initial (et des précédents avenants éventuels) demeurent applicables dans la mesure où elles ne sont pas modifiées par le présent avenant ;

Article 3 : de charger Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville et Madame la Trésorière Principale Municipale, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 15 NOV. 2018
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA



Publiée le : 20 NOV. 2018
Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Sports et Jeunesse
Service Sports

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

MARCHE PUBLIC
Contrat de prestations de service
Clubs de haut niveau Handball MHB
Championnat de France et d'Europe
Saison 2018-2019
N° V8C0020DS

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu l'arrêté municipal donnant délégation de signature à Monsieur Patrick RIVAS, Adjoint délégué aux Sports ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu d'acquérir des prestations, de type communication (naming, publicité équipement professionnel et panneautique), et achats de places (VIP, Présidentielles et places en tribune) dans le cadre d'une démarche de promotion du sport en général et du Handball en particulier, pour les rencontres du championnat de France et d'Europe, organisées à Montpellier pour la saison 2018 – 2019 ;
- Les prestations (VIP, Présidentielles et places en tribune) bénéficieront à des invités institutionnels, des membres du tissu associatif, des partenaires ainsi que des élus et collaborateurs de la collectivité ;
- Qu'une procédure a été lancée à la suite d'une consultation faite auprès de la SAS Montpellier Handball, seul prestataire habilité, conformément à l'article 30 du Décret 2016-360 du 25/03/2016 relatif aux marchés publics ;

Décision n° VD2018-383

- Qu'après analyse, il a été décidé d'attribuer le marché n° V8C0020DS à la SAS Montpellier Handball, domiciliée au Centre Jean-Paul Lacombe – 1000 Avenue du Val de Montferrand - 34 090 Montpellier, seul prestataire habilité, pour l'ensemble des services à exécuter.

Décide en conséquence :

Article 1 : D'attribuer le marché « Contrat de prestations de Service – Clubs de Haut Niveau Montpellier Handball – Championnat de France et d'Europe – Saison 2018 / 2019 », à la SAS Montpellier Handball, pour un montant de 123 461.80 € H.T ;

Article 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2018 de la Ville, chapitre 933;

Article 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire ;

Article 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 18 OCT. 2018
Monsieur l'Adjoint au Maire
Patrick RIVAS



Publiée le : 22 OCT. 2018

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Sports et Jeunesse
Service Sports

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

MARCHE PUBLIC
Extension des contrôles d'accès dans les salles de
sports et les installations de plein air

N° V8B0004DS

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu l'arrêté municipal donnant délégation de signature de Monsieur Patrick RIVAS, Adjoint délégué aux sports ;

Considérant :

- Que l'automatisation des accès des installations sportives en lien avec le logiciel existant PLANITECH (Société qui permet la planification de l'usage des équipements et la délivrance de badges, sera relié avec le logiciel SMART PROTECTION (Société Horanet)), qui fait le lien entre PLANITECH et les centrales sur les sites, permettra d'optimiser l'attribution des créneaux aux associations, en autorisant l'extension des ouvertures au public sur les créneaux annuels et les compétitions ;
- Que l'exploitation du serveur de contrôle d'accès est externalisée et réalisée par la Société OEM-HORANET, détentrice exclusive des droits de distribution et de maintenance de la Société GFI Chrono Time ;
- Qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 28 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 auprès de la société HORANET, seul prestataire habilité pour bénéficier d'une extension des contrôles d'accès dans les salles de sports et les installations de plein air par l'achat de matériels, de mise en service et de paramétrage des matériels, sous la forme d'un marché à bons de commande pour une durée de 3 ans, renouvelable chaque année, à compter de la notification du marché, pour un montant annuel de 28 830 € ;

Décision n° VD2018-384

- Qu'après analyse, il a été décidé d'attribuer le marché V8B0004DS à l'entreprise HORANET, domiciliée ZI Route de Niort, BP 70238, 85 206 Fontenay le Comte Cedex.

Décide en conséquence :

Article 1 : D'attribuer le marché « Extension des contrôles d'accès dans les salles de sports et les installations de plein air à l'entreprise HORANET, pour un montant minimum de 20 000 € et maximum de 28 830 € annuel ;

Article 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville, chapitre 903 ;

Article 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire ;

Article 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 18 OCT. 2018
Monsieur l'Adjoint au Maire
Patrick RIVAS



Publiée le : 22 OCT. 2018

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Aménagement et Renouvellement Urbain
Service Montpellier Territoires Est & Nord

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative à l'accord-cadre de prestations
intellectuelles à marchés subséquents pour une
mission d'étude d'impact dans le cadre du
mandat d'études du secteur Hortus (mandat
SA3M)**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION, Adjointe au Maire, déléguée à l'Urbanisme et l'Aménagement foncier opérationnels et aux Relations internationales liées à l'économie, délégation de fonctions ;
- Vu la convention de mandat d'études Ville/SA3M sur le secteur Hortus en date du 12 juillet 2017, autorisant, en qualité de Directeur Général, Monsieur Christophe PEREZ à signer les marchés faisant l'objet de cette convention.

Considérant :

- Que dans le cadre de sa politique de réinvestissement des quartiers existants et afin d'accompagner l'arrivée du tramway, la Ville de Montpellier a décidé de lancer le réaménagement d'un périmètre situé entre la route de Mende, la rue de l'Hortus et la place Jean Baumel ;
- Que pour préciser les conditions de réalisation de cette opération, la Ville de Montpellier a décidé d'engager un programme d'études et d'expertises techniques pour affiner la faisabilité technique, administrative et financière de cette opération avant de désigner un architecte-urbaniste en chef de l'opération ;
- Que la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) est chargée d'assurer la mission de conduite de l'ensemble des études à réaliser ainsi que leur règlement dans le cadre d'une convention de mandat d'études avec la Ville de Montpellier autorisée par décision en date du 12 juillet 2017 ;
- Que les critères d'analyse pour le jugement des offres étaient les suivants:

Décision n° VD2018-391

- o Prix des prestations (40%) apprécié au regard du prix total de la tranche ferme et de la tranche optionnelle, figurant dans la commande test et obtenue par application de la formule suivante :
Note du prix = $5 \times [1 - A/1 (1 + IAI)]$;
- o Valeur technique de l'offre (60%) appréciée au regard de la note d'intention et du relevé des temps prévisionnels par profil et par mission figurant dans la DPGF, suivant les sous critères de notation ci-après :
 - Compréhension des enjeux de l'étude (noté sur 2) ;
 - Méthodologie d'études et de travail (noté sur 4) ;
 - Organisation de l'équipe proposée pour la réalisation de la mission (noté sur 2) ;
 - Adéquation des temps prévisionnels par profil et élément de mission aux attendus de l'étude (noté sur 2) ;
- Qu'il est proposé au pouvoir adjudicateur de la SA3M de retenir l'offre du BET SAGE Environnement pour le montant estimatif de 34 260,00€ HT, offre jugée économiquement la plus avantageuse d'après l'analyse selon les critères techniques et financiers.

Décide en conséquence :

Article 1 : D'attribuer le marché pour la mission d'étude d'impact dans le cadre du mandat d'études préalables, au Bureau études techniques SAGE Environnement, d'un montant estimatif de 34 260,00€ HT;

Article 2 : De dire que le marché se décompose en deux tranches :

- Tranche Ferme (Mission 1 +2) : 25 560 € HT ;
- Tranche optionnelle 1 (mission pour la ½ journée de vacation à prix unitaire de 290 € HT) : montant maximum en valeur de 8 700 € HT ;

Article 3 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville, chapitre 905 ;

Article 4 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer l'accord-cadre et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire ;

Article 5 : Que Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 06 NOV. 2018
 Madame l'Adjointe au Maire
 Chantal MARION

Publiée le : 13 NOV. 2018

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Architecture et Immobilier
Service Gestion Active/Propriété/Sécurité

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Travaux d'entretiens des bâtiments communaux
Lot n° 9 - Electricité
Marché n° 7D0002
Avenant n° 1

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'ordonnance n° 2015/899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret n° 2016/360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu la décision n° VD/2017/729 du 20 décembre 2017, attribuant le lot 9 du marché n°7D0002 de travaux d'entretien des bâtiments communaux au groupement SNEF / SPIE SUD OUEST ;
- Vu l'arrêté donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint au Maire, délégué aux Finances ;
- Vu le rapport d'avenant n°1 relatif au marché n°7D0002 concernant le lot 9 : Electricité ;
- Vu le projet d'avenant n°1 correspondant ;

Considérant :

- Qu'il est nécessaire d'effectuer des travaux d'entretiens sur les bâtiments communaux ;
- Qu'en conséquence, une procédure d'appel d'offre ouvert a été lancée, sous la référence 7D0002, conformément aux articles 25-I-1° et 67 à 68 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, sous la forme d'un marché à bons de commande, sans minimum ni maximum, pour une durée initiale d'un an, du 23/11/2017 au 22/11/2018, reconductible annuellement pour une durée maximale de reconduction de 3 ans, sans que ce délai ne puisse excéder le 22/11/2021 ;
- Que le lot 9 - Electricité de ce marché a été attribué au groupement SNEF (mandataire) / SPIE SUD OUEST ;
- Que dans le cadre de la réorganisation interne du groupe SPIE en France, la filiale régionale SPIE SUD-OUEST a fait l'objet d'une fusion-absorption au profit d'une seule et même société SPIE INDUSTRIE ET TERTIAIRE, en date du 30/06/2018 ;

- Que ces éléments précités entraînent la cession du contrat du groupement SNEF / SPIE SUD OUEST au nouveau groupement titulaire SNEF / SPIE INDUSTRIE ET TERTIAIRE. Le mandataire dudit groupement reste SNEF ;

Décide en conséquence :

Article 1 : d'autoriser la signature de l'avenant n° 1 au marché n°7D0002 - lot 9 « Electricité », ayant pour objet la cession du contrat, avec effet au 30 juin 2018 de ce marché, au nouveau titulaire du marché le groupement SNEF / SPIE INDUSTRIE ET TERTIAIRE. Le mandataire du groupement reste SNEF ;

Article 2 : de dire que les clauses et conditions du contrat initial (et des précédents avenants éventuels) demeurent applicables dans la mesure où elles ne sont pas modifiées par le présent avenant ;

Article 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

Article 4 : de charger Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville et Madame la Trésorière Principale Municipale, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 25 OCT. 2018
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA

Publiée le : 26 OCT. 2018

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Architecture et Immobilier
Service Gestion Active/Propriété/Sécurité

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Marché de service de nettoyage des parties
communes et privatives des locaux de l'ancien
Hôtel de Ville de Montpellier
Marché n° 2911 S18.02

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu la décision n° 2016/0363 du 28 octobre 2016 relative au mandat de gestion technique de l'Ancienne Mairie A et de la salle Pagézy, conclu avec la SA3M ;
- Vu l'arrêté donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint au Maire délégué aux Finances ;

Considérant :

- Que, par décision n° 2016/0363 du 28 octobre 2016 a été signé le mandat de gestion technique de l'Ancienne Mairie A et de la salle Pagézy, avec la SA3M ;
- Qu'il est nécessaire de lancer un marché de services de nettoyage des parties communes et privatives des locaux de l'ancien Hôtel de Ville de Montpellier ;
- Qu'en conséquence, conformément au décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 et notamment l'article 27, un marché a été lancé sous la référence 2911 S17.03 « Service de nettoyage des parties communes et privatives des locaux de l'ancien Hôtel de Ville de Montpellier ». Le marché à bons de commande a été conclu pour un montant global et forfaitaire, pour une durée d'un an à compter de sa notification, et reconductible expressément 3 fois un an ;
- Que la Société Derichebourg avait été retenue pour ce marché ;
- Que, par courrier du 16 mai 2018, le marché conclu avec la Société Derichebourg n'a pas été reconduit ;
- Qu'en conséquence, conformément au décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 et notamment l'article 27, un marché a été lancé sous la référence 2911 S18.02 « Service de nettoyage des parties communes et

privatives des locaux de l'ancien Hôtel de Ville de Montpellier ». Le présent marché à bons de commande est conclu pour un montant global et forfaitaire. Ce marché est conclu pour une durée d'un an à compter de sa notification, et reconductible expressément 3 fois un an ;

- Que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient la valeur technique des prestations (60%) et le prix (40 %) ;
- Qu'il ressort du rapport d'analyse des offres, que la société KAROLA, sise 386 avenue de Fès, 34080 Montpellier a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse ;

Décide en conséquence :

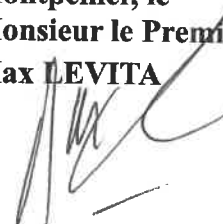
Article 1 : D'attribuer le marché n° 2911 S18.02 « Services de nettoyage des parties communes et privatives des locaux de l'ancien Hôtel de Ville de Montpellier » à la société KAROLA, pour un montant annuel de 29 165,21 € H.T.

Article 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2018 de la Ville, Chapitre 900.

Article 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

Article 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 29 OCT. 2018
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA



Publiée le : 31 OCT. 2018

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Architecture et Immobilier
Service Gestion Active/Propriété/Sécurité

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Travaux d'entretiens des bâtiments communaux
Lot 1 - Démolition et Lot 16 - Désamiantage
Marché n°7D0002
Avenant n°1**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'ordonnance n° 2015/899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret n° 2016/360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu la décision n° VD/2017/729 du 20 décembre 2017, attribuant les lots 1 – « Démolition » et 16 – « Désamiantage », du marché n°7D0002 de travaux d'entretien des bâtiments communaux à l'entreprise GENIER DEFORGE ;
- Vu l'arrêté donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint au Maire, délégué aux Finances ;
- Vu le rapport d'avenant n°1 relatif au marché n°7D0002 concernant les lots 1 : Démolition et 16 : Désamiantage ;
- Vu le projet d'avenant n°1 correspondant ;

Considérant :

- Qu'il est nécessaire d'effectuer des travaux d'entretiens sur les bâtiments communaux ;
- Qu'en conséquence, une procédure d'appel d'offre ouvert a été lancée, sous la référence 7D0002, conformément aux articles 25-I-1° et 67 à 68 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, sous la forme d'un marché à bons de commande, sans minimum ni maximum, pour une durée initiale d'un an, du 23/11/2017 au 22/11/2018, reconductible annuellement pour une durée maximale de reconduction de 3 ans, sans que ce délai ne puisse excéder le 22/11/2021 ;
- Que les lots 1 – « Démolition » et 16 – « Désamiantage », de ce marché a été attribué à l'entreprise GENIER DEFORGE ;
- Qu'au terme d'un acte sous seing privé en date du 15 mars 2018, il a été établi entre la société GENIER DEFORGE, société absorbée et la société BRUNEL DEMOLITION, absorbante, un traité de fusion approuvé le 2 mai 2018. Que cette opération a entraîné une transmission universelle du patrimoine de la

société absorbée au profit de la société absorbante BRUNEL DEMOLITION qui est devenue, par suite du changement de sa dénomination sociale, la société PREMYS ;

- Que ces éléments précités entraînent la cession du contrat de l'entreprise GENIER DEFORGE au nouveau titulaire, la société PREMYS ;

Décide en conséquence :

Article 1 : d'autoriser la signature de l'avenant n° 1 au marché n°7D0002 - lot 1 « Démolition » et lot 16 « Désamiantage », ayant pour objet la cession du contrat, avec effet au 2 mai 2018 de ce marché, au nouveau titulaire du marché la société PREMYS ;

Article 2 : de dire que les clauses et conditions du contrat initial (et des précédents avenants éventuels) demeurent applicables dans la mesure où elles ne sont pas modifiées par le présent avenant ;

Article 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

Article 4 : de charger Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville et Madame la Trésorière Principale Municipale, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 14 NOV. 2018
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA

Publiée le : 21 NOV. 2018

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Paysage et Biodiversité
Service Gestion des Ressources

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Avenant au marché "Entretien du patrimoine arboré" N°5D0018 lot 3

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu l'arrêté donnant délégation de signature à Monsieur Henri de VERBIZIER, Adjoint au Maire délégué aux espaces verts;
- Vu la décision N°2015-0377 attribuant le marché « Entretien du patrimoine arboré » n°5D0018.

Considérant :

- Que le lot 3 du marché « Entretien du patrimoine arboré » a été attribué à l'entreprise Philip Frères pour un montant de 2 000 000 € HT et pour une durée de 4 ans ;
- Que le plafond du marché a été atteint avant la date de reconduction (3/03/2019) en raison de travaux supplémentaires exceptionnels, non programmés, réalisés suite aux intempéries de mars 2018 (chutes importantes de neige). Ces intempéries ont engendré de très nombreux dégâts sur le patrimoine végétal, entraînant des travaux impératifs de mise en sécurité ;
- Que l'entretien du patrimoine arboré, et des mises en sécurité régulières non prévisibles, restent à réaliser courant automne hiver, d'ici le 3/03/2019 ;

Décide en conséquence :

- D'augmenter pour le lot n°3, et pour la période actuelle, le montant du contrat de 75 000 € HT. Le montant maximum du contrat est donc de 575 000 € HT jusqu'à la date de reconduction du 3/03/2019 ;
- D'autoriser la signature de l'avenant n°1 au marché « Entretien du patrimoine arboré » à l'entreprise Philip Frères, d'un montant de 75 000 euros HT, soit un montant maximum du contrat de 575 000 € HT ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2018 de la Ville, chapitre 935 ;

Décision n° VD2018-395

- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant n°1 et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire ;
- Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 25 OCT. 2018
Monsieur l'Adjoint au Maire
Henri de VERBIZIER



Publiée le : 29 OCT. 2018

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Energie et Moyens Techniques
Service Achats et Production Graphique

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Attribution d'un accord cadre passé selon une
procédure adaptée pour l'achat de mélange 2
temps prêt à l'emploi.
(8B0070)

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint délégué aux Finances ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à l'achat de mélange 2 temps prêt à l'emploi répondant aux besoins et manifestations proposés par les services de la Ville de Montpellier (Le Zoo de LUNARET, Espaces Verts et autres) ;
- Qu'une procédure de mise en concurrence d'entreprises spécialisées (n°8B0070) a été lancée, en date du 10 septembre 2018, conformément à l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 et soumise aux dispositions de l'article 27, 78 et 80 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 sous forme d'un Accord Cadre à bons de commande sans minimum et avec maximum pour une durée d'exécution de 4 ans à compter de sa notification ;
- Que les critères d'analyse, pour le jugement des offres étaient les suivants : 60 % pour le prix, 20 % pour la valeur technique, 15% pour le critère environnemental et 5% pour la mise à disposition ;

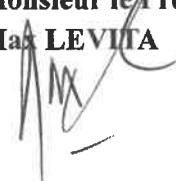
Décision n° VD2018-398

- Qu'après analyse, la société CEVENNES MOTOCULTURE, 66 rue Colombier RN 113, 34670 BAILLARGUES, a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse au regard de l'ensemble des critères d'analyse.

Décide en conséquence :

- D'attribuer l'accord-cadre « Achat de mélange 2 temps prêt à l'emploi n°8B0070 » à l'entreprise CEVENNES MOTOCULTURE, pour un montant total maximum de commandes de 60 000.00 € H.T., pour une période d'exécution de 4 ans à compter de sa notification ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget fonctionnement de la Ville, chapitres numéros 930, 933, 935 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, Monsieur le Premier Adjoint, à signer tout document relatif à cette affaire ;
- Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 22 OCT. 2018
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA



Publiée le : 24 OCT. 2018

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Convention d'autorisation d'occupation du domaine public avec la société France.Tv Studio

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté donnant délégation à Madame Isabelle MARSALA, Adjointe déléguée à la Culture ;

Considérant :

- Que la société France.Tv Studio a sollicité les services de la Ville de Montpellier afin de développer et produire un feuilleton audiovisuel quotidien intitulé *Un si grand soleil* et tourné principalement sur le territoire de la Ville et de la Métropole de Montpellier ;
- Que la Ville a souhaité répondre favorablement à cette sollicitation ;
- Que la conclusion d'une convention d'autorisation d'occupation du domaine public est nécessaire afin de définir ces modalités d'occupation du domaine public par la société France.Tv Studio.

Décide en conséquence :

- D'approuver la convention d'autorisation d'occupation du domaine public avec la société France.Tv Studio, jointe en annexe ;
- De dire que cette convention constitue une autorisation de principe à l'occupation ponctuelle par la société France.Tv Studio de l'ensemble des dépendances du domaine public, bâties et non bâties, appartenant à la Ville de Montpellier ;
- De dire que la convention est conclue pour une durée couvrant le temps nécessaire au tournage de la saison 1 du programme, soit jusqu'à la date prévisionnelle du 31 mai 2019 ;

.../...

Décision n° VD2018-401

- D'autoriser Monsieur le Maire ou Madame l'Adjointe déléguée à signer la convention et tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 17 OCT. 2018
Madame l'Adjointe au Maire
Isabelle MARSALA

Publiée le : 22 OCT. 2018

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Architecture et Immobilier
Service Gestion Active/Propriété/Sécurité

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Marché n°8B0040 - Mission de Maîtrise d'oeuvre
Pour un diagnostic patrimonial de la Chapelle
Saint-Charles**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu l'arrêté donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint au Maire, délégué aux Finances ;

Considérant :

- Que dans le cadre de la connaissance et la mise en valeur de son patrimoine, la Ville de Montpellier, souhaite réaliser un diagnostic patrimonial de la chapelle Saint-Charles ;
- Qu'une procédure adaptée a été lancée conformément à l'article 27 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016, sous la forme d'un marché ordinaire, pour une durée de 6 mois à compter de la date de notification du marché ;
- Que les critères d'analyse pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - Valeur technique : 60 %
 - Prix : 40 % ;
- Qu'après analyse, l'entreprise ATELIER D'ARCHITECTURE MARYLIN GOBIN (107, rue du Faubourg Boutonnet, 34090 Montpellier) présente l'offre économiquement la plus avantageuse ;

Décide en conséquence :

Article 1 : D'attribuer le marché n° 8B0040 : « Mission de Maîtrise d'œuvre – Pour un diagnostic patrimonial de la chapelle Saint-Charles » à l'entreprise ATELIER D'ARCHITECTURE MARYLIN GOBIN, pour un montant de 27 725,00 € HT.

Article 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2018 de la Ville, chapitre 900.

Article 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

Article 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 29 OCT. 2018
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA



Publiée le : 05 NOV. 2018

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Don du fonds d'archives de la famille Coutarel
Acceptation du don pour les Archives
Municipales

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté donnant délégation de signature à Madame Isabelle MARSALA, Adjointe déléguée à la Culture.

Considérant :

- Que Madame Gilda Vicart, est en possession de 842 cartes postales, correspondance échangée entre les Montpelliérains Marius Coutarel (1885-1968), Elise Gilbert épouse Coutarel (1888-1969) et leur fille Clémence Coutarel (1911-1934) ainsi qu'avec leur famille et amis de 1907 à 1972 ;
- Que Madame Gilda Vicart souhaite faire don de ces cartes postales à la Ville de Montpellier afin qu'elles puissent être communiquées en salle de lecture des Archives municipales à tout chercheur qui en fera la demande ;

Décide en conséquence :

- D'accepter le don de ces cartes postales ;
- De les confier aux Archives de la Ville pour assurer leur conservation et leur communication auprès des chercheurs en salle de lecture ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Madame l'Adjointe déléguée, à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le **17 OCT. 2018**
Madame l'Adjointe au Maire
Isabelle MARSALA

Publiée le : 22 OCT. 2018

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Direction de la Cohésion Sociale**

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

Convention entre le Comité Départemental Handisport de l'Hérault et la Ville de Montpellier

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;

Considérant :

- que la Ville sollicite le Comité Départemental Handisport de l'Hérault pour la mise à disposition temporaire de matériels Handisport du 05 au 09/11/2018, dans le cadre de la manifestation HANDI'COM pour la sensibilisation des scolaires de la Ville au handicap dans la salle des Rencontres et au gymnase Couderc ;
- que dans le cadre de ses missions, le Comité Départemental Handisport de l'Hérault a acquis du matériel, et le met à la disposition des clubs et collectivités pour la gestion et l'organisation des manifestations handisports ;
- que le Comité Départemental Handisport de l'Hérault, propriétaire de ces matériels, accepte de mettre à disposition de la Ville de Montpellier, 2 avirons indoor, 2 adaptateurs, 2 sets de Boccia (pétanque adaptée), 1 rampe, 1 kit de Soft Arc, 2 plumes doublet et 10 fauteuils roulants manuels à titre gracieux ;
- que le transport et la livraison des matériels nommes ci-dessus sera pris en charge par le Comité Départemental Handisport de l'Hérault ;

Décide en conséquence :

- de passer une convention pour la mise à disposition de ces matériels avec le Comité Départemental Handisport de l'Hérault, dans le cadre de la manifestation HANDI'COM ;
- d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer tous les documents relatifs à cette affaire ;

Décision n° VD2018-404

Montpellier, le
Monsieur le Maire
Philippe SAUREL

05 NOV. 2018

Publiée le : 06 NOV. 2018

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Energie et Moyens Techniques
Service Achats et Production Graphique

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

**Attribution d'un accord cadre passé selon une
procédure adaptée pour les travaux de
modernisation, réalisation d'une étanchéité
bicouche auto-protégée sur isolation au Centre
Municipal GAROSUD sur la toiture de la
rotonde.
8B0057**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint délégué aux Finances ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder aux travaux de modernisation, réalisation d'une étanchéité bicouche auto-protégée sur isolation au Centre Municipal GAROSUD sur la toiture de la rotonde ;
- Qu'une procédure de mise en concurrence d'entreprises spécialisées (n°8B0057) a été lancée, en date du 24 juillet 2018, conformément à l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 et soumise aux dispositions de l'article 27 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 sous forme d'un marché ordinaire avec un délai d'exécution de 26 jours à compter de sa notification ;
- Que les critères d'analyse, pour le jugement des offres étaient les suivants : 70 % pour le prix, 30 % pour la valeur technique ;

Décision n° VD2018-408

- Qu'après analyse, la société E.T.I. ETANCHEITE, Zone Tec Les terres du Roy, 80 impasse des Millepertuis, BP 40074, 34740 VENDARGUES cedex, a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse au regard de l'ensemble des critères d'analyse.

Décide en conséquence :

- D'attribuer l'accord-cadre N°8B0057 « Travaux de modernisation, réalisation d'une étanchéité bi-couche auto-protégée sur isolation au Centre Municipal GAROSUD sur la toiture de la rotonde » à l'entreprise E.T.I. ETANCHEITE, pour un montant de 26 258.00 € H.T, avec un délai d'exécution de 26 jours à compter de sa notification ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget investissement de la Ville, chapitre n° 900 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, Monsieur le Premier Adjoint, à signer tout document relatif à cette affaire ;
- Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **22 OCT. 2018**
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA



Publiée le : 24 OCT. 2018

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Systèmes d'Information
Service Etudes et Conception Informatiques

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Prolongation du marché à procédure négociée de
Verbalisation par voie électronique des
infractions à la circulation routière
Avenant N° 2 - Marché 3D0525**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu l'arrêté donnant délégation à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint au Maire, délégué aux Finances ;
- Vu la décision N° 2014/0363 du 21 octobre 2014 attribuant le marché de « Verbalisation par voie électronique des infractions à la circulation routière » à la société EXYZT, pour un montant maximum de 850 000 euros HT et une durée de deux ans reconductible une fois pour une durée identique.

Considérant :

- Que les modalités de renouvellement dudit marché dans le cadre d'une procédure européenne, concurrentielle avec négociation, nécessitent une prolongation de six mois du marché actuel à compter du 24 novembre 2018 permettant la prise en compte d'une part, des nouvelles prescriptions réglementaires relatives à la dépenalisation du stationnement payant sur voirie, et d'autre part, de l'évolution des technologies liées aux équipements mobiles ;
- Que les conditions contractuelles sont entièrement maintenues.

Décide en conséquence :

- D'adopter l'avenant de prolongation de ce marché de maintenance au profit de la société EXYZT sise 26-28 rue Milhau Ducommun, 81100 CASTRES ;

Décision n° VD2018-409

- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant de prolongation dudit marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville de Montpellier, tous chapitres ;
- Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 22 OCT. 2018
Monsieur le Premier Adjoint
Max DEVITA



Publiée le : 24 OCT. 2018

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Sécurité et Tranquillité Publique
Service Ressources Communes

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

**Attribution de l'accord-cadre en procédure
adaptée n° 8B0073**
Actions de prévention santé en milieux festifs
étudiants
Pour la Ville de Montpellier
Autorisation à signer le marché

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu l'arrêté municipal donnant délégation de signature à Madame Lorraine Acquier, Adjointe déléguée à la Sécurité, aux Relations aux publics et aux Affaires militaires ;

Considérant :

- Que la Ville de Montpellier souhaite mener des actions de prévention santé en milieux festifs étudiants ;
- Qu'une procédure adaptée a été lancée en date du 13 septembre 2018 conformément aux dispositions de l'article 27 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Que les prestations feront l'objet d'un accord cadre à bons de commande sans minimum, et avec un seuil maximum de 40 000,00 Euros H.T., passé à prix unitaires en application des articles 78 et 80 des accords-cadres ;
- Que l'accord cadre est conclu pour une période initiale d'un an à compter de sa notification et peut faire l'objet de trois reconductions tacites possibles par périodes successives d'un an ;
- Que l'association AVENIR SANTE sise 38 Rue de la Méditerranée – 34000 Montpellier a présenté l'offre économiquement acceptable selon les critères de jugement des offres suivants :
 - Valeur technique de l'offre au regard du cadre de mémoire technique : 60 %
 - Montant des prestations : 40 %

Décision n° VD2018-411**Décide en conséquence :**

- D'attribuer la procédure adaptée sous la forme d'accord cadre à bons de commande sans minimum et avec un maximum de 40 000,00 Euros H.T. à l'association AVENIR SANTE sise 38 Rue de la Méditerranée – 34000 Montpellier sur un total de 48 mois ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2019 de la Ville - Chapitre : 934 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjointe au Maire déléguée, à signer les marchés avec la société retenue, et plus généralement tous les documents relatifs à cette affaire.

Montpellier, le 19 OCT. 2018
~~Madame l'Adjointe au Maire~~
Lorraine ACQUIER

Publiée le : 23 OCT. 2018
Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Marché public n°8B0060: convention plan objet
2018, restauration de tableaux et mobiliers des
églises sainte Eulalie et Saint Matthieu
Attribution des marchés et autorisation de dépôt
d'une demande de subvention auprès de l'Etat,
Ministère de la Culture.
Annule et remplace la décision n° VD2018-382

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Isabelle Marsala

Considérant :

- Que la Ville a, par délibération n°2016/495 du 15 décembre 2016, approuvé la signature de la convention Plan-Objet avec l'Etat, via la Direction Régionale des Affaires Culturelles Occitanie (D.R.A.C.) afin de protéger, restaurer et mettre en valeur les œuvres dans les églises ;
- Qu'une procédure a été lancée conformément aux articles 27 et 28 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un marché à lots séparés ordinaire pour une durée de 6 mois à compter de la notification ;
- Les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants : note méthodologique (60%), expérience professionnelle (20%), prix (20%) ;
- Qu'après analyse, l'entreprise Malbrel Conservation, Le Port, 46100 Capdenac présente l'offre économiquement la plus avantageuse pour le lot 1 ;

Qu'après analyse, l'entreprise Malbrel Conservation, Le Port, 46100 Capdenac présente l'offre économiquement la plus avantageuse pour le lot 2 ;

Décision n° VD2018-412

Qu'après analyse, l'entreprise Malbrel Conservation, Le Port, 46100 Capdenac présente l'offre économiquement la plus avantageuse pour le lot 3 ;

Qu'après analyse, l'entreprise Reversible SAS, Marina Weissman, 2 bis rue Krüger, 84000 Avignon présente l'offre économiquement la plus avantageuse pour le lot 4 ;

Qu'après analyse, l'entreprise Toshiro Matsunaga, impasse Milano, île Piot 84 000 Avignon présente l'offre économiquement la plus avantageuse pour le lot 5 ;

Qu'après analyse, l'entreprise Toshiro Matsunaga, impasse Milano, île Piot 84 000 Avignon présente l'offre économiquement la plus avantageuse pour le lot 6 ;

- **Qu'à la suite d'une erreur matérielle du candidat, les offres relatives aux lots 5 et 6 doivent être corrigées, les montants réels étant inférieurs aux montants indiqués dans les documents initiaux**

Décide en conséquence :

Article 1 : D'attribuer le marché de traitement de conservation de la console du chœur, église Sainte Eulalie (lot 1) à l'entreprise Malbrel Conservation, pour un montant de 1 535 euros HT.

D'attribuer le marché de traitement de conservation de la console de la chapelle des fonts baptismaux, église Sainte Eulalie (lot 2) à l'entreprise Malbrel Conservation, pour un montant de 6 625 euros HT.

D'attribuer le marché de restauration d'un tableau et de son cadre représentant Sainte Eulalie, église Sainte Eulalie (lot 3) à l'entreprise Malbrel Conservation, pour un montant de 5 763 euros HT.

D'attribuer le marché de restauration d'un tableau, *Sainte Catherine de Sienne recevant les stigmates* par Antoine Ranc, église Saint Matthieu (lot 4) à l'entreprise Reversible SAS, Marina Weissman, pour un montant de 12 240.50 euros HT.

D'attribuer le marché de restauration d'un tableau, *Songe de Saint Joseph* par Antoine Ranc, église Saint Matthieu (lot 5) à l'entreprise Toshiro Matsunaga, pour un montant rectifié de 10 995 euros HT.

D'attribuer le marché de restauration d'un tableau, *Saint Hyacinthe* par Antoine Ranc, église Saint Matthieu (lot 6) à l'entreprise Toshiro Matsunaga, pour un montant rectifié de 11 645 euros HT.

Article 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2018 de la Ville, chapitre 903.

Article 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer les marchés et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

Article 4 : D'autoriser le dépôt d'une demande de subvention auprès de l'Etat, à hauteur de 40% du montant des travaux.

Article 5 : de dire que le montant de la subvention obtenue sera inscrit en recettes sur le budget de la Ville, chapitre 903 et que le montant équivalent sera également inscrit en dépenses sur les lignes de crédit des Archives Municipales, chargées de la mise en œuvre de l'opération.

.../...

Décision n° VD2018-412

Article 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 24 OCT. 2018
Madame l'Adjointe au Maire
Isabelle MARSALA

Publiée le : 25 OCT. 2018

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique**

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision d'ester en justice "Tribunal
Correctionnel de Montpellier - JOFFRE Muriel"**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- VU l'arrêté municipal portant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint délégué.

Considérant

- Que Madame Muriel JOFFRE a réalisé des travaux sans autorisation administrative au 4 rue de Metz à Montpellier ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville de Montpellier,

Décide en conséquence

ARTICLE 1 : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Correctionnel de Montpellier consécutivement aux travaux réalisés sans autorisation administrative par Madame Muriel JOFFRE au 4 rue de Metz à Montpellier.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'Avocats « Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés ».

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville de Montpellier, chapitre 930.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 22 OCT. 2018
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA



Publiée le : 24 OCT. 2018

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Usages et de la Valorisation de l'Espace Public
Service Gestion des Moyens Communs

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

Marché 6B0067 - Marché à la Brocante et Antiquités - Avenant n°1

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu l'arrêté donnant délégation de signature à Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA ;
- Vu la décision N°2016/0236 attribuant le marché n° 6B0067 « Marché à la Brocante et antiquités » à Madame Camille CATTAN entrepreneur individuel à responsabilité limitée, pour un montant de 19 000 euros HT par an et pour une durée de 4 années (toutes reconductions confondues).

Considérant :

- Que en date du 01/08/2018, Madame Camille CATTAN entrepreneur individuel à responsabilité limitée a changé de dénomination aux termes d'une Assemblée Générale et devient à compter du 02/08/2018, Camille CATTAN Evènementiel-CCE.

Décide en conséquence :

Article 1 : D'autoriser la signature de l'avenant au marché « Marché à la Brocante et à l'antiquité » à l'entreprise Camille CATTAN Evènementiel-CCE, avenant sans incidence financière sur le montant du marché.

Article 2 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

Article 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Décision n° VD2018-420

Montpellier, le 05 NOV. 2018
Madame l'Adjointe au Maire
Brigitte ROUSSEL-GALIANA

Publiée le : 13 NOV. 2018

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction du Parc de Lunaret
Service Administration (Parc de Lunaret)

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Avenant n°2-
Marché n°6D0020-Réaménagement de la zone
technique-Phase 2 : Clinique vétérinaire et
quarantaine.
Prolongation de la durée du marché pour les lots
1 ; 2 ; 4 ; 5 ; 6 ; 7 ; 8 ; 9 ; 11.
Autorisation de signer l'avenant.**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu l'arrêté municipal donnant délégation à Monsieur Henri De VERBIZIER, Adjoint délégué aux espaces verts, au parc de Lunaret et aux commissions de sécurité et d'accessibilité.

Considérant :

- Que dans le cadre du réaménagement de la zone technique-phase 2, le lot n°10-chauffage, ventilation, plomberie, sanitaire du marché n°6D0020 a été résilié par décision en date du 10 mars 2018 ;
- Que ce marché a été relancé et attribué à la société AXIMA Concept par décision exécutoire en date du 19 septembre 2018 ;
- Que le lot n° 10 est un lot indispensable et indissociable de tous les autres corps de métier ;
- Que la relance du lot n°10 a pénalisé l'ensemble du chantier et engendré un retard de 6 mois ;
- Qu'une prolongation de la durée du marché pour les lots 1 ; 2 ; 4 ; 5 ; 6 ; 7 ; 8 ; 9 ; 11 est nécessaire du fait du retard pris dans l'exécution des travaux, décalant ainsi la réception du chantier prévue pour le 23 avril 2019.

Décision n° VD2018-423**Décide en conséquence :**

Article 1 : D'autoriser la signature d'un avenant n°2 de prolongation de la durée du marché n°6D0020 pour les lots 1 ; 2 ; 4 ; 5 ; 6 ; 7 ; 8 ; 9 ; 11 ; de 6 mois supplémentaires portant ainsi la date de fin du marché au 30 avril 2019.

Article 2 : D'autoriser Monsieur l'Adjoint délégué à signer l'avenant et plus généralement tout document relatif à cette affaire.

Article 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 07 NOV. 2018
Monsieur l'Adjoint au Maire
Henri de VERBIZIER



Publiée le : 13 NOV. 2018

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Paysage et Biodiversité
Service Gestion des Ressources

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

**Avenant au marché "Travaux de débroussaillage,
nettoyage, fauchage" N°5D0040 lot 2**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu l'arrêté donnant délégation de signature à Monsieur Henri de VERBIZIER, Adjoint au Maire délégué aux espaces verts;
- Vu la décision N°2015-0551 attribuant le marché « travaux de débroussaillage, nettoyage, fauchage » N° 5D0040.

Considérant :

- Que le lot 2 du marché « Travaux de débroussaillage, nettoyage, fauchage » a été attribué à l'entreprise Philip Frères pour un montant maximum de 520 000 € HT et pour une durée de 4 ans ;
- Que le plafond du marché a été atteint avant la date de reconduction (15/01/2019) en raison de travaux supplémentaires exceptionnels, non programmés, réalisés suite aux intempéries de mars 2018. Les obligations légales de débroussaillage et le renforcement des exigences pour mise en conformité avec la réglementation ont également engendré un surcroît de travaux de débroussaillage au printemps 2018 sur les zones concernées (lac des Garrigues, bois de Montmaur notamment).
- Que des travaux de débroussaillage programmés restent à réaliser courant automne hiver 2018, d'ici le 15/01/2019 ;

Décide en conséquence :

Décision n° VD2018-427

- Pour le lot n° 2, d'augmenter pour la période actuelle le montant du contrat de 29 913 € HT, le montant maximum du contrat est donc de 159 913 € HT jusqu'à la date de reconduction du 15/01/2019 ;
- D'autoriser la signature de l'avenant n°1 au marché « Travaux de débroussaillage, nettoyage, fauchage » à l'entreprise Philip Frères, d'un montant de 29 913 € HT, soit un montant maximum du contrat de 159 913 € HT ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2018 de la Ville, chapitre 935 ;
- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant n° 1 et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.
- Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 13 NOV. 2018
Monsieur l'Adjoint au Maire
Henri de VERBIZIER



Publiée le : 20 NOV. 2018

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique**

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision d'ester en justice "NIEDDU René Louis
- TGI Juge de la liberté et de la détention"**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté municipal portant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint Délégué.

Considérant :

-Que Monsieur René Louis NIEDDU refuse l'accès à sa propriété cadastrée PT n°0017 sise à Montpellier et empêche par là-même la réalisation des travaux de débroussaillage d'office ;

-Qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier.

Décide en conséquence :

Article 1 : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Juge de la liberté et de la détention du Tribunal de Grande Instance de Montpellier tendant à obtenir l'accès à la propriété de Monsieur René Louis NIEDDU de façon à pouvoir réaliser les travaux de débroussaillage d'office.

Article 2 : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'Avocats « Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés ».

Article 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville, chapitre 930;

.../...

Décision n° VD2018-432

Article 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 30 OCT. 2018
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA

Publiée le : 05 NOV. 2018

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique**

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

**Décision d'ester en justice "Requête n°1804799-5
TA - Association groupe universités de la libre
pensée"**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté municipal portant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint Délégué.

Considérant :

- La requête n°1804799-5 déposée près le Tribunal Administratif le 8 octobre 2018 par l'Association Groupe Universités de la libre pensée ;
- Qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier.

Décide en conséquence :

Article 1 : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts suite au dépôt de la requête n°1804799-5 près le Tribunal Administratif de Montpellier le 8 octobre 2018 par l'Association Groupe Universités de la libre pensée contre la décision par laquelle le Maire de la Ville de Montpellier a refusé de renoncer à mettre à la charge de la commune de Montpellier, d'une part, le coût de l'apéritif offert aux participants des fêtes de la Saint-Roch et d'autre part, celui de la mise à disposition gratuite aux organisateurs de cet événement des moyens de communication de la collectivité ;

Article 2 : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'avocats « Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés » ;

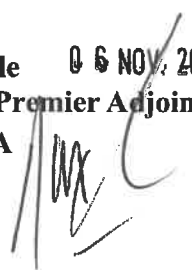
Article 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville, chapitre 930;

.../...

Décision n° VD2018-434

Article 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 06 NOV. 2018
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA



Publiée le : 07 NOV. 2018

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique**

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision d'ester en justice "Cour Administrative
d'Appel de Marseille - Jean BORDERIE"**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté municipal portant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint Délégué.

Considérant :

- Que par jugement n°1601856 du 17 juillet 2018, le Tribunal Administratif de Montpellier a annulé l'arrêté du Maire du 12 octobre 2015 faisant opposition à la demande de déclaration préalable de Monsieur BORDERIE Jean, visant à procéder à la réhabilitation et à l'extension d'un local de stockage et abri pour engins au 75 rue de la Combe Caude.
- Qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier.

Décide en conséquence :

Article 1 : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près la Cour Administrative d'Appel de Marseille contre le jugement du Tribunal Administratif de Montpellier n°1601856 du 17 juillet 2018.

Article 2 : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'avocats « Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés ».

Article 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville, chapitre 930;

.../...

Décision n° VD2018-435

Article 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 06 NOV. 2018
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA



Publiée le : 07 NOV. 2018
Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Usages et de la Valorisation de l'Espace Public
Service Gestion des Moyens Communs

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Marché V8B0001UV - Installation électrique des
Hivernales de Montpellier / Location, pose et
dépose de matériels**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA.

Considérant :

- Que la Ville de Montpellier doit faire procéder aux installations électriques des Hivernales pour l'exercice 2018 ;
- Qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un accord-cadre à bons de commandes pour une durée de 4 mois non reconductible ;
- Les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :

Critère Valeur Technique - 60 points

Moyen humains et matériels affectés au présent marché : 20 points, dont

- Moyens humains (nombre d'agents, qualifications) 10 points
- Moyens matériels, qualité des matériaux, respect des normes 10 points

Description opération: 40 points

Branchements électriques des Hivernales

Décision n° VD2018-437

Mode opératoire, planning prévisionnel, moyens humains mis à disposition pour cette opération ;
Organisation du chantier : phasage mode opératoire jugé sur la présentation des phases et leur durée, la prise en compte des réceptions administratives, la prise en compte des délais commandes fournitures, la prise en compte du contrôle technique ainsi que tous les éléments nécessaire à une meilleure compréhension et appréciation du respect du planning.

Critère Prix des prestations - 40 points

- Qu'après analyse, l'entreprise **CQFD**, 450 Rue du Mas de Brousse, 34000 MONTPELLIER, présente l'offre économiquement la plus avantageuse.

Décide en conséquence :

Article 1 : D'attribuer le marché V8B0001UV à l'entreprise CQFD, pour un montant maximum de 89 000 euros HT.

Article 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2018 de la Ville, chapitre 936.

Article 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

Article 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 08 NOV, 2018
Madame l'Adjointe au Maire
Brigitte ROUSSEL-GALIANA

Publiée le : 12 NOV. 2018

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique**

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

**Décision d'ester en justice "Référé TGI
Montpellier - Ouverture de Portes - Appartement
insalubre"**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté municipal portant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint Délégué.

Considérant :

- L'état d'insalubrité de l'appartement de Madame Ernestine Rota, locataire, situé au 29 rue Peyson à Montpellier, constaté par le service communal d'hygiène et de santé de la Ville de Montpellier le 25 octobre 2018 ;
- Qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier.

Décide en conséquence :

Article 1 : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice en référé pour la défense de ses intérêts près le Tribunal de Grande Instance de Montpellier tendant à obtenir l'autorisation d'accès à l'appartement de Madame Rota pour établir un constat de l'état d'insalubrité du dit appartement et pouvoir procéder en cas de nécessité aux travaux d'office.

Article 2 : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'Avocats « Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés » ;

Article 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville, chapitre 930;

.../...

Décision n° VD2018-439

Article 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 05 NOV. 2018
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA



Publiée le : 06 NOV. 2018

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

Décision d'ester en justice "Référé TGI - Consorts Fontaine"

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté municipal portant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint Délégué.

Considérant :

- L'assignation en référé près le Tribunal de Grande Instance de Montpellier reçue à l'hôtel de ville le 29 octobre 2018 déposée par les consorts Fontaine usufruitiers et nus-propriétaires d'appartements au sein de la Copropriété rue Rondelet à Montpellier tendant à l'établissement d'un arrêté de péril aux fins de contraindre à des travaux de consolidation, réparation ou démolition les propriétaires d'appartements du deuxième étage de cette même Copropriété.

- Qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier.

Décide en conséquence :

Article 1 : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal de Grande Instance de Montpellier suite à l'assignation reçue à l'hôtel de Ville le 29 octobre 2018 déposée par les consorts Fontaine ;

Article 2 : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'avocats « Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés » ;

Article 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville, chapitre 930;

.../...

Décision n° VD2018-440

Article 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 05 NOV. 2018
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA



Publiée le : 06 NOV. 2018

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique**

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision d'ester en justice "Requête TA 1804936-
3 - Ressources humaines"**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté municipal portant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint Délégué.

Considérant :

- La requête n°1804936-3 de Madame Christine VASSAS-MARTINEZ, agent titulaire de la Ville de Montpellier, déposée près le Tribunal Administratif de Montpellier le 15 octobre 2018 tendant à obtenir réparation de ses préjudices nés de sa maladie professionnelle ;
- Qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier.

Décide en conséquence :

Article 1 : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°1804936-3 par Madame Christine VASSAS-MARTINEZ.

Article 2 : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'Avocats « Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés ».

Article 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville, chapitre 930;

.../...

Décision n° VD2018-442

Article 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 09 NOV. 2018
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA



Publiée le : 13 NOV. 2018
Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique**

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

**Décision d'ester en justice "Tribunal
Correctionnel de Montpellier Jean-Paul
GOUDOU"**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté municipal portant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint Délégué.

Considérant :

- Que Monsieur Jean-Paul GOUDOU a réalisé des travaux sans autorisation administrative au 32 rue Louis Roumieux à Montpellier ;
- Qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier.

Décide en conséquence :

Article 1 : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Correctionnel de Montpellier consécutivement aux travaux réalisés sans autorisation administrative par Monsieur Jean-Paul GOUDOU au 32 rue Louis Roumieux à Montpellier ;

Article 2 : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'avocats « Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés »;

Article 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville, chapitre 930;

.../...

Décision n° VD2018-444

Article 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 09 NOV. 2018
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA



Publiée le : 13 NOV. 2018

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.